

Ministerie van Economische Zaken

(BIN/BTN) Belgische Groep voor Telecommunicatie Normen van het Belgisch Instituut voor Normalisatie. Publikaties ter kritiek, bl. 20220.

Ministerie van Verkeer en Infrastructuur

Examens met het Frans, Nederlands en Duits als voertaal voor de brevetten van beroepsbekwaamheid voor het leidend en onderwijzend personeel der erkende rijsholen, bl. 20220.

Ministerie van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken

Vacante betrekkingen van vaste secretaris en van adjunct-secretaris voor het Preventiebeleid. Oproep tot de kandidaten, bl. 20220.

*Gemeenschaps- en Gewestregeringen**Vlaamse Gemeenschap**Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap*

Vacante betrekking van Commissaris van de Vlaamse regering bij de Vrije Universiteit Brussel. Oproep tot de kandidaten, bl. 20221. — Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs. Personeel. Selectie- en bevorderingen. Toelating tot de proeftijd. Oproep tot de kandidaten, bl. 20222.

Ministère des Affaires économiques

(IBN/BNT) Groupe des Normes de Télécommunication de l'Institut belge de Normalisation. Enquêtes publiques, p. 20220.

Ministère des Communications et de l'Infrastructure

Examens en langues française, néerlandaise et allemande pour le brevet d'aptitude professionnelle du personnel dirigeant et enseignant des écoles de conduite agréées, p. 20220.

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Emplois vacants de secrétaire permanent et de secrétaire adjoint à la Politique de prévention. Appel aux candidats, p. 20220.

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 94 — 2067.

[C — 21254]

Arrêt n° 61/94 du 14 juillet 1994

Numéro du rôle : 611

En cause : le recours en annulation partielle de la loi du 6 mai 1993 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, introduit par l'association sans but lucratif Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges K. Blanckaert, L.P. Suetens, L. François, P. Martens, Y. de Wasseige, J. Delruelle, G. De Baets et H. Coremans, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 novembre 1993 et reçue au greffe le 3 novembre 1993,

1. l'association sans but lucratif Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, dont le siège est établi à 1210 Bruxelles, rue de la Poste 37, représentée par son conseil d'administration;

2. l'association sans but lucratif Syndicat des avocats pour la démocratie, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue des Minimes 12, représentée par son conseil d'administration;

3. l'association sans but lucratif Droit des gens, dont le siège est établi à 1060 Bruxelles, rue Américaine 15, représentée par son conseil d'administration;

ayant élu domicile au cabinet de Me L. Walleyn, avocat, rue des Palais 154 à 1210 Bruxelles, demandent l'annulation des articles 8, 11, 15, 30, 3^o, 31, 32, 33, 36 et 38 de la loi du 6 mai 1993 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, publiée au *Moniteur belge* du 21 mai 1993.

II. La procédure

Par ordonnance du 2 novembre 1993, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la présente loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite, par lettres recommandées à la poste le 22 décembre 1993 remises aux destinataires le 23 décembre 1993.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 24 décembre 1993.

Le Conseil des Ministres, représenté par le Premier Ministre, dont le cabinet est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Loi 16, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 7 février 1994.

Copies de ce mémoire ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 9 février 1994 et remises aux destinataires le 10 février 1994.

Les requérantes ont introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 11 mars 1994.

Par ordonnance du 17 mars 1994, la Cour a prorogé jusqu'au 2 novembre 1994 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 21 avril 1994, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 10 mai 1994.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 21 avril 1994, remises aux destinataires le 22 avril 1994.

Par ordonnance du 5 mai 1994, le président M. Melchior a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

A l'audience du 10 mai 1994 :

— ont comparu :

· Me L. Walley et Me P. Jaspis, avocats du barreau de Bruxelles, pour les requérantes;

· Me P. Legros et Me C. Nikis, avocats du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres;

— les juges X. de Wasseige et L.P. Suetens ont fait rapport;

— Me L. Walley et Me C. Nikis précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des dispositions entreprises*

L'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, tel que remplacé par l'article 15 de la loi du 6 mai 1993, prévoit quatre catégories d'étrangers qui peuvent être inscrits d'office en un lieu déterminé. En vertu de l'article 52, § 2, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, tel que complété par l'article 11, 3^o, de la loi précitée du 6 mai 1993, le ministre ou son délégué peut décider que ces étrangers ne seront pas admis à séjourner en qualité de réfugiés dans le Royaume s'ils se soustraient, pendant au moins un mois, à l'obligation de présentation à organiser par le Roi.

Les alinéas 3 et 4 de l'article 50 de la loi du 15 décembre 1980, insérés par l'article 8, 3^o, de la loi précitée du 6 mai 1993, prévoient, d'une part (alinéa 3), que le ministre ou son délégué peut ne pas prendre en considération la déclaration par laquelle un étranger se déclare réfugié, lorsqu'il a déjà fait la même déclaration et qu'il ne fournit pas de nouveaux éléments à son appui et, d'autre part (alinéa 4), que ce refus ne peut faire l'objet d'une demande de suspension devant le Conseil d'Etat.

Les alinéas 4 et 5 de l'article 63/5 de la loi du 15 décembre 1980, tels qu'insérés par l'article 30, 3^o, de la loi précitée du 6 mai 1993, prévoient notamment que lorsque le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides confirme une décision qui fait l'objet d'un recours urgent, il peut décider que la décision contestée ou la mesure d'éloignement sera exécutoire nonobstant tout recours. L'article 69bis, alinéa 2, et l'article 70, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, tels que respectivement inséré et modifié par les articles 32 et 33 de la loi précitée du 6 mai 1993, prévoient que la décision confirmée et déclarée exécutoire nonobstant tout recours par le commissaire général ne peut être suspendue par le Conseil d'Etat.

L'article 30 de la loi du 6 mai 1993 complète l'article 68 de la loi du 15 décembre 1980, en visant son article 63/5, alinéa 3.

L'article 36 de la loi du 6 mai 1993 insère dans la loi du 15 décembre 1980 un article 74/6 selon lequel, notamment, certains étrangers peuvent être maintenus en un lieu déterminé si le ministre ou son délégué l'estime nécessaire pour garantir l'éloignement effectif du territoire, au cas où la décision visée à l'article 52 deviendrait exécutoire.

Enfin, l'article 38 de la loi du 6 mai 1993 complète l'article 90 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en prévoyant des chambres à conseiller unique pour le contentieux concernant la loi du 15 décembre 1980, sauf demande contraire du requérant et décision du premier président ou du conseiller d'Etat qu'il a désigné.

IV. *En droit*

— A —

Sur la recevabilité

A.1. Pour étayer leur intérêt, les requérantes s'en réfèrent à leur objet statutaire respectif, aux décisions d'introduire le recours pris par leurs organes statutaires, ainsi qu'à l'arrêt de la Cour n° 20/93 du 9 mars 1993 qui a déclaré recevables des recours formés par le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et le Syndicat des avocats pour la démocratie.

Le mémoire du Conseil des Ministres

A.1.2. Le Conseil des Ministres soulève deux exceptions d'irrecevabilité.

A.1.2.a. La première est tirée du non-respect par les requérantes des publications et formalités prescrites par l'article 26 de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, en sorte telle que, par application de l'article 10 de la même loi et de la jurisprudence y relative, la requête devrait être déclarée irrecevable.

A.1.2.b. La seconde exception concerne le défaut d'intérêt des requérantes. Si le mémoire s'en réfère à la Cour pour apprécier l'intérêt du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, il conteste par contre l'intérêt à agir tant du Syndicat des avocats pour la démocratie que de l'Association Droits des gens. L'objet social du premier ne concernerait que les avocats et les citoyens belges, cependant que la généralité des termes utilisés dans la définition de l'objet social de la seconde est telle que celui-ci ne serait pas d'une nature particulière et ne serait pas distinct de l'intérêt général.

Le mémoire en réponse

A.1.3.a. En ce qui concerne les articles 10 et 26 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie s'en réfère à la jurisprudence du Conseil d'Etat selon laquelle la sanction prévue par l'article 26 ne s'applique qu'en cas d'abus et de fraude, lesquels seraient absents en l'espèce. En outre, il est relevé que l'association sans but lucratif précitée est subsidiée et reconnue par l'Etat belge à divers titres.

En ce qui concerne le non-dépôt de la liste de ses membres en 1993, le Syndicat des avocats pour la démocratie relève qu'aucune modification (admission ou démission) n'est intervenue par rapport à la liste déposée en 1992 et qu'en conséquence aucun dépôt ne s'imposait en 1993.

En ce qui concerne l'Association Droits des gens, celle-ci relève qu'elle est bien inscrite au greffe du tribunal mais sous la lettre « A » et non « D ».

A.1.3.b. Quant au défaut d'intérêt, le mémoire en réponse s'en réfère, en ce qui concerne les deux premières requérantes, à l'arrêt n° 20/93 par lequel la Cour a déclaré leurs recours recevables. En outre, dans l'objet social du Syndicat des avocats pour la démocratie figure le fait de « promouvoir et garantir les droits de la défense », lesquels seraient affectés par les dispositions attaquées.

En ce qui concerne l'Association Droits des gens, le mémoire s'en réfère à son objet social (notamment « encourager le respect universel des droits des individus et des peuples et renforcer le rôle joué par la Belgique dans ce domaine ») et à la publication d'ouvrages et à l'organisation de séminaires qui établiraient le caractère durable et constant de son activité.

Sur le fond

Quant aux relations entre les articles 6, 6bis et 128 de la Constitution

A.2.1. A titre de réflexion préliminaire, valable pour l'ensemble des dispositions contestées, le Conseil des Ministres, après un rappel de la jurisprudence de la Cour de cassation, du Conseil d'Etat et de la Cour d'arbitrage relative au principe d'égalité, précise le lien entre ce principe et l'article 128 (ancien) de la Constitution : les articles 6 et 6bis de la Constitution s'appliquent entre Belges eux-mêmes et entre étrangers eux-mêmes; l'article 128 de la Constitution s'applique, quant à lui, entre Belges et étrangers. Si la loi n'a pas prévu de traitements différents entre les Belges et les étrangers, ces derniers peuvent se prévaloir des articles 6 et 6bis de la Constitution.

Il résulterait de cette analyse qu'aucune des références citées par les parties requérantes quant à l'existence de traitements différents opérés par les dispositions contestées entre les Belges et les étrangers ne serait contraire aux articles 6 et 6bis de la Constitution.

A.2.2. Quant aux relations entre les articles 6, 6bis et 128 de la Constitution, les requérantes contestent l'interprétation que donne le Conseil des Ministres à l'arrêt de la Cour n° 20/93 du 4 mars 1993; lorsque le législateur fait usage de la dérogation autorisée par l'article 128, il ne peut soumettre l'étranger à n'importe quelle discrimination, l'article 128 n'étant « qu'une application particulière du principe d'égalité et de non-discrimination consacré par les articles 6 et 6bis de la Constitution ». Les différenciations fondées sur l'article 128 devraient dès lors reposer sur des critères objectifs et raisonnables. Une autre lecture de l'article 128 aurait pour conséquence de « situer le texte constitutionnel en marge de l'évolution actuelle de la protection internationale des droits de l'homme, qui tend à une application de plus en plus différenciée des droits fondamentaux à toutes les catégories des populations vivant sur quelque territoire que ce soit ».

Quant à l'inscription d'office et l'instauration d'une obligation de présentation pour certains candidats réfugiés (articles 11 et 15 de la loi du 6 mai 1993, respectivement modifiant l'article 52 et remplaçant l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980)

La requête

A.3.1.1. Selon les requérantes, ces dispositions introduiraient une discrimination arbitraire, d'une part, entre les demandeurs d'asile et les autres étrangers résidant régulièrement sur le territoire, d'autre part, entre différentes catégories de réfugiés : ceux qui sont visés par ces dispositions et ceux qui se sont déclarés réfugiés avant que leur autorisation de séjour soit expirée ou enfin selon qu'ils aient fait l'objet ou non d'une mesure de maintien en un lieu déterminé.

Les requérantes relèvent qu'avant l'entrée en vigueur de l'article 15, l'ensemble des habitants, en ce compris les demandeurs d'asile, avaient, sauf application de l'article 18 de la loi du 15 décembre 1980, le choix de leur résidence et donc de la commune dans laquelle ils s'inscrivaient.

A.3.1.2. Selon la requête, le problème que les dispositions visent à régler par une assignation à résidence trouve sa cause dans l'attitude d'administrations communales qui refusent d'inscrire des réfugiés ou de leur verser l'aide sociale.

A.3.1.3. La distinction faite entre les demandeurs d'asile par les articles 11 et 15 ne serait pas justifiée; elle toucherait davantage les vrais réfugiés, qui n'ont généralement pas la possibilité de se procurer un passeport national et un visa. Elle violerait l'article 31 de la Convention de Genève, les dispositions contestées ne pouvant être considérées comme nécessaires au sens de cette convention.

Les réfugiés se trouvent, en effet, dans une même situation objective, à savoir avoir demandé la reconnaissance de la qualité de réfugié, celle-ci étant à l'examen. En outre, le souhait d'éviter que les demandeurs d'asile soient introuvables s'impose de façon égale pour toutes les catégories d'étrangers.

A.3.1.4. Les articles 11 et 15 de la loi du 6 mai 1993 violeraient également l'article 2, 1°, du protocole n° 4 de la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

A.3.1.5. L'article 54 nouveau, § 1er, 4°, serait particulièrement injustifié en ce que des demandeurs d'asile seraient soumis à l'obligation de résidence sur la seule base d'une mesure ministérielle qui, par hypothèse, aurait été mise à néant par le commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Le mémoire du Conseil des Ministres

A.3.2.1. S'en référant aux travaux préparatoires et aux mesures d'exécution en projet, le Conseil des Ministres souligne que l'inscription d'office prévue par l'article 15 ne permet qu'une inscription administrative; elle ne constitue en aucune façon une forme d'assignation à résidence, ni une mesure apportant une restriction à la liberté de mouvement de l'intéressé à l'intérieur du Royaume, ni même une mesure imposant d'avoir son principal établissement en un quelconque lieu.

L'obligation de présentation prévue par l'article 11 ne limiterait pas davantage les libertés individuelles des demandeurs d'asile : elle viserait à remédier au problème des demandeurs d'asile qui se rendent introuvables et non à leur imposer un contrôle de type policier, le lieu de présentation pouvant d'ailleurs très bien coïncider avec le lieu du domicile choisi par le demandeur.

A.3.2.2. Quant à la différence faite entre les demandeurs d'asile visés à l'article 54, § 1er, alinéa 1er, nouveau, et les autres, le Conseil des Ministres explique que la disposition précitée ne vise que ceux dont le droit au séjour n'est garanti qu'au seul titre de demandeur d'asile et qui, sans cette possibilité de se déclarer réfugiés, seraient en situation illégale.

Cette différence de traitement serait justifiée par le caractère précaire du séjour des demandeurs visés par l'article 54, § 1er, alinéa 1er, nouveau, l'inscription d'office étant limitée dans le temps en vertu de l'alinéa 2 de la disposition précitée. Par contre, inclure dans le champ d'application de l'article 54 les candidats réfugiés séjournant déjà ou étant déjà établis sur le territoire à un autre titre que celui de demandeur d'asile, dont la situation n'est pas précaire, aurait été inutile par rapport aux objectifs visés par l'article 15.

A.3.2.3. Il s'agirait tout d'abord de pallier le refus — illégal — de certaines communes et de certains centres publics d'aide social d'inscrire de nouveaux demandeurs d'asile.

Par rapport à cet objectif, il aurait été vain de faire entrer dans le champ d'application de l'article 15 les catégories de demandeurs d'asile qui sont déjà inscrits au registre des étrangers ou de la population d'une commune et pour lesquelles aucun problème de refus d'inscription ne se poserait.

A.3.2.4. Il s'agirait ensuite de répartir harmonieusement les candidats réfugiés entre les différentes communes du Royaume, la saturation alléguée par certaines à cet égard justifiant leur refus d'octroyer l'aide sociale à laquelle les demandeurs d'asile ont droit. Le mémoire relève que cette saturation trouverait son origine quasi exclusivement dans l'arrivée de nouveaux candidats réfugiés, lesquels se concentrent généralement dans les communes comptant déjà un grand nombre de réfugiés.

Le mémoire souligne en outre que le fait d'autoriser le ministre ou son délégué à désigner un lieu d'inscription pour toutes les catégories de demandeurs d'asile aurait pu être perçu comme une discrimination à rebours par ceux qui faisaient déjà l'objet d'une inscription dans un registre communal.

A.3.2.5. S'agissant de la discrimination qui serait opérée par l'article 11, en ce qu'il autorise une obligation de présentation pour les demandeurs d'asile, le mémoire relève que la plupart d'entre eux ne respectent pas les conditions de l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980, de telle sorte que leur présence dans le pays ne se justifie d'un point de vue légal que pour la seule raison qu'ils affirment avoir fui leur pays au motif que leur liberté ou leur vie y serait menacée ou, qu'à tout le moins, ils craignent d'y subir des persécutions.

A.3.2.6. Il s'agirait tout d'abord de pouvoir joindre le demandeur d'asile tout au long de la procédure d'autorisation, pour l'entendre sur les motifs de sa demande ou pour obtenir des renseignements. Ces comparutions seraient nécessaires pour répondre à une demande d'autorisation de séjour dans le Royaume émanant de quelqu'un qui ne pourrait pas y séjourner s'il ne possédait pas la qualité de réfugié ou de candidat réfugié.

A.3.2.7. Ensuite, il s'agirait de requérir du demandeur d'asile dont le séjour n'est assuré que par sa qualité de demandeur d'asile un intérêt continu pour la procédure qu'il a entamée, pour la raison que c'est cette seule qualité de candidat réfugié qui justifie sa présence sur le territoire du Royaume.

A.3.2.8. Quant au caractère discriminatoire, plus particulièrement, de l'article 54, § 1er, alinéa 1er, 4^o nouveau, le mémoire précise que le but serait de viser les étrangers qui se sont présentés à la frontière du Royaume sans être en possession des documents requis par l'article 2 de la loi susmentionnée et qui ont quitté illégalement le lieu où ils étaient maintenus pour pénétrer en fraude sur le territoire. En l'absence de ce texte, dont la portée distincte par rapport aux 1^o et 2^o de la même disposition est précisée, les étrangers qui y sont visés n'auraient pu être soumis aux obligations résultant des articles 11 et 15 de la loi du 6 mai 1993.

Le mémoire en réponse

A.3.3.1. Dans leur mémoire en réponse, les requérantes exposent divers éléments, notamment la diminution de l'aide sociale, dont il résulterait que l'inscription administrative dans une commune limiterait la liberté de mouvement, celle de résider dans une autre commune ainsi que l'exercice d'une activité professionnelle.

A.3.3.2. Le mémoire conteste ensuite les diverses justifications données par le Conseil des ministres pour traiter différemment certains demandeurs d'asile.

L'objectif d'une répartition harmonieuse des candidats réfugiés entre les différentes communes du Royaume serait en contradiction avec l'interprétation donnée par le Conseil des ministres à l'article 15, de telle sorte que l'inscription d'office ne constituerait pas une mesure adéquate.

L'objectif d'assurer le paiement de l'aide sociale par les centres publics d'aide sociale comme celui de pouvoir contacter les demandeurs d'asile ne seraient pas davantage atteints par les dispositions attaquées; en outre, en ce qui concerne ce dernier objectif, le mémoire relève que diverses dispositions tant de la loi du 15 décembre 1980 que de celle du 6 mai 1993 maintiennent la notification des documents au domicile du demandeur et non à sa résidence administrative, si bien que cette mesure serait dépourvue de justification objective et raisonnable.

Quant à l'incompétence du Conseil d'Etat pour suspendre certaines décisions relatives aux candidats réfugiés (articles 8 (modifiant l'article 50 de la loi du 15 décembre 1980), 30, 3^o, 31 et 32 (qui modifient les articles 63/5 et 68 de la même loi et qui y insèrent un nouvel article 69bis), et article 33 (modifiant l'article 70 de la même loi)

Argumentation des requérantes

A.4.1.1. Selon les requérantes, le législateur aurait, par ces dispositions, privé les demandeurs d'asile de la possibilité de solliciter devant le Conseil d'Etat la suspension d'une mesure qu'ils considèrent comme illégale lorsque le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a estimé utile que la mesure soit exécutoire nonobstant tout recours.

Cette mesure serait discriminatoire en comparaison de tous les autres actes administratifs, relatifs tant aux Belges qu'aux étrangers, qui peuvent être suspendus en vertu de l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment les mesures d'éloignement prises sur la base des articles 3, 7 ou 21 de la loi du 15 décembre 1980.

A.4.1.2. Selon l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, le fait que les candidats réfugiés ne peuvent obtenir la suspension de mesures dont ils demandent l'annulation devant le Conseil d'Etat violerait le droit à un recours effectif en cas d'atteinte aux droits fondamentaux, consacré par la Convention de Genève (article 16, 1^o) et la Convention européenne des droits de l'homme (article 13, combiné avec les articles 3 et 8).

A.4.1.3. L'objectif de cette mesure, qui serait de raccourcir la durée de l'ensemble de la procédure de reconnaissance, ne serait pas atteint par elle, en tant que le retard dans le traitement des dossiers d'asile se situerait essentiellement au niveau de l'Office des étrangers et au niveau du service du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides lui-même et nettement moins au niveau de la Commission permanente de recours.

La suspension ne prolongerait la procédure d'asile que dans l'hypothèse où elle serait accueillie par le Conseil d'Etat, c'est-à-dire dans des cas où des illégalités auraient été commises par l'administration.

En outre, l'absence de procédure de suspension devant le Conseil d'Etat inciterait à saisir les présidents des tribunaux siégeant en référé avec l'espoir que, comme certains l'ont déjà fait, ils déclarent que l'interdiction du référé en la matière est inapplicable pour cause de violation de divers instruments internationaux.

A.4.1.4. Selon les requérantes, la discrimination opérée par les dispositions contestées ne peut pas être considérée comme justifiée, d'une part parce qu'une possibilité de suspension s'imposerait davantage pour un requérant dont la vie ou la sécurité est en cause que pour quelqu'un qui demande la suspension de n'importe quel autre acte administratif qui risque de lui causer préjudice et, d'autre part, parce que cette discrimination serait contraire aux dispositions internationales citées au A.3.2.

La justification réelle de ces nouvelles dispositions serait de protéger l'administration d'un contrôle effectif, par une juridiction, des illégalités éventuelles qu'elle pourrait commettre; elle constituerait dès lors la négation même de l'Etat de droit.

Argumentation du Conseil des Ministres

A.4.2.1. A titre principal, le Conseil des Ministres considère le moyen comme irrecevable ou, à tout le moins non fondé, par défaut d'intérêt. Cette exception se fonde sur le fait que les requérantes n'ont pas demandé l'annulation des articles 25, 2^o et 3^o, de la loi du 6 mai 1993 qui suppriment, dans un certain nombre de cas, le référé judiciaire, référé dont la Cour a reconnu, dans son arrêt n^o 20/93, l'effet équivalent à celui du référé administratif. Les requérantes se seraient ainsi privées de leur intérêt à contester la suppression du référé administratif.

A.4.2.2. A titre subsidiaire, le mémoire conteste le caractère discriminatoire des dispositions citées.

A.4.2.3. Tout d'abord, il souligne que l'étranger qui se trouve sous le coup d'une mesure d'éloignement est dans une situation très différente par rapport à l'étranger qui se voit notifier une décision lui refusant un permis de bâtir, de telle sorte que peuvent être instaurées des différences procédurales.

A.4.2.4. Par ailleurs, selon le Conseil des Ministres, le réexamen offert au demandeur d'asile, dont la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié a une première fois été déclarée irrecevable, présente des garanties et comporte des effets tels qu'il se justifie que la décision confirmative sur une demande, estimée irrecevable à deux reprises, puisse, dans certains cas, être déclarée exécutoire nonobstant tout recours alors que certains autres étrangers peuvent postuler la suspension de la mesure qui les concerne.

Les différentes caractéristiques de la procédure devant le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides justifieraient la nette distinction faite, d'une part, entre la situation de l'étranger qui a fait l'objet d'une mesure susceptible uniquement d'un recours ordinaire en suspension et en annulation devant le Conseil d'Etat ou qui a introduit une demande en révision, et, d'autre part, celle du demandeur d'asile qui fait l'objet d'une décision susceptible d'un recours urgent auprès du commissaire général. Le recours précité présenterait, selon le Conseil des ministres, d'importantes garanties et comporterait des effets au moins équivalents au recours en suspension.

Le mémoire relève en effet successivement la substitution du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides pour statuer sur les demandes urgentes de réexamen, son indépendance à l'égard du ministre, le fait que, contrairement aux demandes de révision, c'est une autre autorité qui intervient dans la procédure de réexamen d'urgence ainsi que l'efficacité du recours — puisqu'il confère au commissaire une compétence de réformation et que le recours est lui-même suspensif.

Le Conseil des Ministres souligne également les garanties de procédure, notamment la présence du conseil du réfugié, d'un interprète et les exigences quant à la motivation de la décision.

A.4.2.5. En ce qui concerne l'article 8, 3^o, — (suppression du référé administratif contre un refus faisant suite à une seconde demande) —, le mémoire le justifie par le fait que le législateur a voulu éviter les recours en cascade, introduits uniquement pour des motifs dilatoires, dès lors que les faits nouveaux allégués sont identiques à ceux déjà évoqués et qu'ils ont été rejetés une première fois tant par le ministre que par le commissaire général.

A.4.2.6. Tout en soulignant que la Cour ne peut contrôler directement le non-respect de dispositions internationales, le Conseil des Ministres expose les motifs pour lesquels celles citées par les requérantes ne seraient pas violées.

A.4.2.7. L'article 18 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés ne concernerait pas les demandeurs d'asile, visés par les dispositions contestées, mais seulement les réfugiés.

A.4.2.8. Par ailleurs, l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme ne serait pas violé, pour différents motifs. Tout d'abord, parce que la Convention ne consacrerait pas le droit d'asile comme le développe le mémoire. Ensuite, à supposer même que le droit d'asile soit garanti par la Convention européenne des droits de l'homme, la décision d'irrecevabilité de la qualité de réfugié peut faire l'objet d'un recours, le recours urgent devant être considéré comme un recours effectif, même sans être juridictionnel, tant selon la doctrine que selon la jurisprudence de la Commission européenne des droits de l'homme.

A.4.2.9. En ce qui concerne la violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, le mémoire relève que, selon une jurisprudence constante de la Commission européenne des droits de l'homme, la faculté pour un étranger de se trouver ou non sur le territoire d'un Etat comme les décisions relatives à une demande d'asile sont étrangères à l'article 6 de la Convention.

A.4.2.10. Enfin, en ce qui concerne la violation de l'article 3 de la même Convention, le mémoire considère que le demandeur d'asile débouté, pour lequel le commissaire général a constaté que la demande d'asile était irrecevable et à propos duquel il affirme en outre que ce dernier pourrait être remis à la frontière du pays où selon ses dires sa vie ou sa liberté serait menacée, ne rencontre pas les exigences posées par la jurisprudence relative à l'article 3 précité.

A.4.2.11. Ces mesures visent à réduire l'afflux des demandeurs d'asile en écourtant la durée de reconnaissance et en le faisant savoir auprès des demandeurs d'asile; la procédure en suspension allongerait considérablement la durée de reconnaissance, seule une très faible minorité d'arrêts étant prononcés dans le délai légal de 45 jours.

Le mémoire en réponse

A.4.3.1. Quant au défaut d'intérêt au moyen, tiré de ce que les requérantes ne contestent pas les articles 25, 2^o, et 34 de la loi du 6 mai 1993, celles-ci, dans leur mémoire en réponse, relèvent tout d'abord que l'article 25, 2^o, contient qu'une modification de forme et qu'en outre, la suppression de la compétence du juge du référé résulte non du maintien de l'article 63 de la loi du 15 décembre 1980, mais bien de la compétence exclusive attribuée au Conseil d'Etat de suspendre les actes annulables par lui.

Quant à l'abrogation de l'article 70bis de la loi du 15 décembre 1980 par l'article 34, elle se justifie par le fait que le ministre n'est plus compétent pour prendre la mesure que visait l'article 70bis.

A.4.3.2. Quant à la différence de traitement opérée par les dispositions précitées, le mémoire souligne que s'il existe une matière dans laquelle la suspension d'une mesure d'éloignement est essentielle pour qu'une annulation ultérieure puisse encore avoir un effet, c'est précisément quand il s'agit de renvoyer un demandeur d'asile dans le pays qu'il a fui et où, selon lui, sa vie ou sa liberté sont en danger; c'était d'ailleurs la raison d'être de l'article 70bis précité.

Si les requérantes ne contestent pas que le demandeur d'asile se trouve dans une situation plus favorable que l'étranger visé par une mesure prise en exécution de l'article 3 ou 7, elles comparent par contre sa situation avec celle d'un étranger visé par une mesure prise en exécution de l'article 11 ou qui s'est vu refuser le statut d'assimilé au réfugié, lequel dispose d'un référé administratif après épuisement du recours administratif.

Le mémoire conteste que le recours urgent organisé auprès du commissaire général présenterait les garanties de procédure alléguées par le Conseil des ministres, à l'inverse de celles entourant la procédure en révision que le mémoire énumère. Au contraire de cette dernière, le commissaire général interviendrait comme autorité administrative, le demandeur serait interrogé par un fonctionnaire, l'avocat n'aurait pas connaissance du dossier.

A.4.3.3. En ce qui concerne l'article 8, 3^o, le mémoire conteste la réponse donnée par le Conseil des ministres en ce qu'elle présuppose que le délégué du ministre n'appliquerait jamais à tort la disposition précitée, ce qui est d'autant plus douteux que celui-ci peut être un fonctionnaire de rang 22. Selon les requérantes, si on peut comprendre qu'en cas de nouvelle demande, un nouveau recours urgent suspensif auprès du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne soit pas prévu, rien ne justifie par contre la suppression du référé administratif au Conseil d'Etat, destiné à vérifier si dans un cas qui peut avoir des conséquences très graves pour l'individu, la loi a été respectée par l'administration.

A.4.3.4. Quant à l'article 13 de la Convention européenne des droits de l'homme, le mémoire relève qu'un minimum de droits de la défense doit être garanti pour qu'on puisse parler d'un recours effectif. Il observe également que, nonobstant les termes de la loi et eu égard à sa non-conformité au droit international, le Conseil d'Etat et le juge des référés, respectivement, ont déclaré recevable et se sont déclarés compétents à l'égard d'une demande de suspension d'une mesure d'éloignement confirmée par le commissaire général et déclarée exécutoire nonobstant tout recours.

Quant aux chambres à conseiller unique et quant à la procédure particulière devant le Conseil d'Etat en matière de droit des étrangers (article 33, alinéa 2 (modifiant l'article 70 de la loi du 15 décembre 1980), et article 38 (modifiant l'article 90 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973))

Argumentation des requérantes

A.5.1. Selon les requérantes, la procédure particulière et le système de la chambre à juge unique (sauf décision facultative prise par le premier président) constituerait, non une discrimination entre Belges et étrangers, mais une discrimination entre étrangers fondée sur la nature de l'acte administratif dont ils contestent la légalité.

La requête conteste la pertinence du motif allégué — le fait que d'autres hypothèses de chambre à juge unique aient été prévues —, estimant qu'il aboutit à assimiler les demandes relatives au droit des étrangers aux demandes manifestement non fondées, que concernent les autres hypothèses de recours à une chambre à juge unique.

Argumentation du Conseil des Ministres

A.5.2. Tout en relevant que les requérantes ne critiquent que l'article 38 et les chambres à conseiller unique qu'il instaure, le Conseil des Ministres observe que cette disposition s'applique à tous les étrangers et qu'elle est justifiée par l'arrière existant au niveau du Conseil d'Etat en matière de droit des étrangers; par ailleurs, il n'y aurait pas de raison de mettre en doute l'impartialité et la conscience professionnelle du juge unique.

Le mémoire en réponse

A.5.3. Le mémoire relève que sont contestées tant l'instauration de la chambre à conseiller unique que l'habilitation à admettre une procédure particulière; l'argument de l'arrière judiciaire ne serait pas pertinent en ce que les chambres à conseiller unique n'auraient été établies qu'en matière d'étrangers.

Quant à la possibilité de maintien en un lieu déterminé de candidats réfugiés s'étant vu refuser l'accès au territoire national ou l'autorisation de séjourner (article 36, insérant un article 74/6 dans la loi du 15 décembre 1980)

Argumentation des requérantes

A.6.1.1. Se référant à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, selon lequel la disposition, alors en projet, devait être revue pour tenir compte de l'article 31, alinéa 2, de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, les requérantes exposent le but poursuivi par le législateur, à savoir éviter que les demandeurs d'asile dont la demande a été rejetée dans une première phase de la procédure ne se réfugient dans la clandestinité.

A.6.1.2. Pour étayer le caractère non justifié de cette mesure de maintien en un lieu déterminé, la requête se réfère à l'arrêt de la Cour n° 20/93, dont il résulterait qu'une telle mesure, s'appliquant à l'égard de demandeurs qui sont déjà dans le pays, serait excessive. Outre qu'elle affecterait leur vie privée et familiale et leurs droits de la défense, elle pourrait même, compte tenu de ses effets, augmenter le nombre de clandestins plutôt que le diminuer.

A.6.1.3. Cette mesure serait discriminatoire en regard du sort réservé aux autres étrangers (non demandeurs d'asile) qui font l'objet de mesures de refoulement ou d'expulsion. En effet, en ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire, soit la détention est plus limitée dans le temps (ordre fondé sur l'article 7) soit elle est exclue (ordre fondé sur les articles 11, 13 et 61). Une telle mesure serait aussi exclue en cas d'expulsion ou de renvoi.

Les étrangers qui se sont vu notifier une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire, une décision de renvoi ou un rejet d'une demande d'autorisation d'établissement avec ordre de quitter le territoire ne peuvent pas faire l'objet d'une mesure de privation de liberté pendant la durée de l'examen d'une demande en révision, sauf sur décision du ministre lui-même et « si des circonstances exceptionnellement graves le justifient » (article 67).

A.6.1.4. Enfin, les requérantes relèvent qu'une discrimination est faite entre les réfugiés ordinaires et les personnes assimilées aux réfugiés au sens de l'article 57 de la loi, ces dernières ne pouvant faire l'objet d'une mesure de détention.

Argumentation du Conseil des Ministres

A.6.2.1. Le Conseil des Ministres déclare que l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980 autorise le maintien en un lieu déterminé des demandeurs d'asile dont la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié a déjà fait l'objet d'une première ou d'une deuxième décision d'irrecevabilité, tant à la frontière que dans le Royaume, pour autant que ce maintien soit nécessaire pour garantir l'éloignement effectif du territoire; ce maintien ne peut excéder deux mois et est susceptible d'un recours judiciaire et ne doit pas être confondu avec le maintien ordonné en vertu de l'article 74/5.

A.6.2.2. Le Conseil des Ministres considère que l'article 74/6 ne contient pas de discrimination, en ce que la loi du 15 décembre 1980 prévoit de nombreux cas où les étrangers peuvent être privés de liberté: sont développées successivement les hypothèses envisagées par les articles 7, alinéa 3; 25; 27, alinéa 3; 54, § 2; 63/5; 74; 74/5. Cette énumération établirait que chaque fois qu'une décision d'éloignement est prise par le ministre ou son délégué, ce qui est le cas dans l'hypothèse visée par l'article 74/6, une détention ou un maintien peut être décidé, en sorte telle que la disposition précitée ne serait pas discriminatoire.

A.6.2.3. Quant à la discrimination entre le demandeur d'asile qui introduit un recours urgent auprès du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et l'étranger qui introduit une demande en révision conformément aux articles 65 et 66, le Conseil des Ministres expose les similitudes entre les deux procédures, le recours ouvert devant le commissaire général étant selon lui plus favorable compte tenu des garanties qu'il offre. Sont à rapprocher notamment le caractère suspensif des deux recours et la possibilité de mesures privatives de liberté. Par contre, à l'inverse de la demande en révision, le recours porté devant le commissaire général l'est devant une autorité autre que celle qui a pris la décision contestée.

A.6.2.4. Quant à la discrimination entre, d'une part, les étrangers qui revendiquent la qualité de réfugié et qui ont introduit un recours urgent auprès du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides et, d'autre part, l'étranger qui s'est vu refuser la qualité d'assimilé au réfugié et qui a introduit une demande en révision conformément à l'article 64, alinéa 1er, 7°, de la loi, le Conseil des Ministres conteste celle-ci pour les mêmes motifs que ceux relevés ci-dessus, les deux recours possibles étant largement similaires.

A.6.2.5. Le Conseil des Ministres conteste enfin la pertinence de la référence faite par les requérantes au B.4.2. de l'arrêt de la Cour n° 20/93. Il relève que la situation des demandeurs d'asile faisant l'objet d'une mesure de maintien en vertu de l'article 74/5 de la loi est fondamentalement différente de la situation de l'étranger qui est maintenu conformément à l'article 74/6, et que le maintien en vertu de cette dernière disposition lui est plus favorable pour divers motifs, notamment en ce que celui-ci est susceptible d'un recours judiciaire.

Le mémoire en réponse

A.6.3. En ce qui concerne l'argument selon lequel la loi du 15 décembre 1980 contiendrait beaucoup d'autres hypothèses où les étrangers peuvent être privés de liberté, le mémoire en réponse conteste tout d'abord la comparaison faite avec l'article 7, alinéa 3, lequel concerne, d'une part, des étrangers clandestins, délinquants ou qui viennent en Belgique pour travailler frauduleusement, lesquels, d'autre part, font l'objet d'une décision de refoulement devenue définitive, à l'inverse des demandeurs d'asile dont la procédure est en cours.

Quant aux articles 25, 27, 52bis, 54 et 63/5, ils ne s'appliqueraient que pour autant que des circonstances exceptionnellement graves le justifient. Après s'être référé à l'arrêt de la Cour n° 20/93 en ce qui concerne l'article 74/5, le mémoire conclut que la loi ne prévoit nullement que chaque fois qu'une décision d'éloignement est prise, une détention ou un maintien peut être décidé; au contraire, hormis le cas des demandeurs d'asile qui doivent attendre à la frontière une décision qui leur permet d'entrer sur le territoire, une détention ne peut jamais être envisagée à l'égard d'un étranger qui fait l'objet d'une mesure de décision de refus de séjour ou d'éloignement contre laquelle la loi prévoit un recours suspensif, sauf si des circonstances exceptionnellement graves le justifient.

— B —

Quant à l'intérêt

B.1.1. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; que celui-ci soit réellement poursuivi, ce qui doit ressortir d'activités concrètes et durables de l'association, aussi bien dans le passé que dans le présent.

B.1.2. L'association sans but lucratif Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie a pour objet, aux termes de l'article 2 de ses statuts, la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Elle « appelle à l'union et à l'action tous ceux qui entendent s'opposer aux discriminations, aux haines, aux préjugés fondés sur la race, la langue, l'origine, la confession ou l'appartenance philosophique et faire triompher l'amitié et la paix entre les peuples, l'égalité et la fraternité entre les hommes ».

B.1.3. L'association sans but lucratif Syndicat des avocats pour la démocratie a notamment pour objet :

- 1° de promouvoir et garantir les droits de la défense et à cette fin d'assurer aux avocats comme aux autres citoyens les libertés individuelles, politiques, économiques et sociales et l'intégrité physique;
- 2° de promouvoir et garantir, pour les citoyens notamment les plus démunis ou victimes d'atteintes aux droits de l'homme, l'accès au meilleur droit et à une justice démocratique, moderne et humaine;
- 3° d'agir pour le respect des droits essentiels et des libertés fondamentales, publiques et individuelles, notamment contre tout abus de la puissance publique et de tout pouvoir; »

B.1.4. Chacune de ces deux associations requérantes poursuit un objectif qui ne se confond ni avec l'intérêt général ni avec l'intérêt individuel de ses membres. Leur objet social est réellement poursuivi, ainsi qu'en attestent les activités qu'elles exercent. Les dispositions qu'elles attaquent concernent les objectifs qu'elles se sont fixés. Leurs conseils d'administration, auxquels leurs statuts attribuent le pouvoir d'agir en justice en leur nom, ont pris la décision d'introduire le présent recours, respectivement le 13 septembre 1993 (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie) et le 5 juin 1993 (Syndicat des avocats pour la démocratie). Leurs statuts ont été publiés aux annexes du *Moniteur belge*, respectivement les 5 février 1976 et 24 mars 1986.

L'exception tirée du défaut d'intérêt du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et du Syndicat des avocats pour la démocratie ne peut être accueillie.

B.1.5. L'association sans but lucratif « Association Droit des gens » a pour objet, aux termes de ses statuts :

- « de promouvoir une coexistence pacifique et harmonieuse entre les Etats, d'encourager le respect universel des droits des individus et des peuples et de renforcer le rôle joué par la Belgique dans ce domaine;
- de développer auprès de la population belge, principalement adulte, une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation et des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

A ces fins, l'association constituera et mettra en oeuvre des moyens de vulgarisation des règles de droit international, en ce compris le droit humanitaire, et réalisera des études sur des sujets déterminés relatifs au droit international ».

Un objet social aussi largement défini n'est pas d'une nature particulière et, dès lors, n'est pas distinct de l'intérêt général.

Le recours introduit par l'association sans but lucratif « Association Droits des gens » doit donc être déclaré irrecevable.

Sur l'exception tirée du non-respect de l'article 10 de la loi du 27 juin 1921 et sur l'application de l'article 26 de ladite loi

B.1.6. Le Conseil des Ministres reproche à l'association sans but lucratif Syndicat des avocats pour la démocratie de ne pas avoir déposé la liste de ses membres au greffe du tribunal civil de Bruxelles en 1993.

L'association sans but lucratif Syndicat des avocats pour la démocratie a produit un extrait (certifié conforme) du procès-verbal de la réunion de son conseil d'administration du 6 septembre 1993, aux termes duquel :

« Le conseil d'administration de l'association sans but lucratif Syndicat des avocats pour la démocratie, réuni à la majorité de ses membres, constatant qu'il n'y a aucune modification dans la liste des membres de l'association telle qu'elle a été dressée et déposée la dernière fois, décide qu'il n'y a pas lieu de déposer une nouvelle liste des membres, conformément à l'article 10 de la loi sur les associations sans but lucratif ».

Le Conseil des Ministres ne conteste pas l'exactitude de cette pièce.

L'exception d'irrecevabilité ne peut, dès lors, être admise.

B.1.7. Le Conseil des Ministres allègue enfin que l'association sans but lucratif Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie n'a pas « indiqué la nationalité de ses membres, ni l'inscription de ses membres étrangers au registre de la population » sur la liste déposée au greffe du tribunal de première instance.

B.1.8. Si l'omission de la formalité exigée à l'article 10 de la loi du 27 juin 1921 peut entraîner la sanction prévue par l'article 26 de la même loi, il serait excessif d'appliquer cette sanction à une inexactitude ou à une omission mineure alors que la publication elle-même a été, pour l'essentiel, accomplie.

En l'espèce, seules la mention de la nationalité des membres et celle de l'inscription au registre de la population de ceux qui ne sont pas Belges ont été omises.

B.1.9. L'article 26, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1921, tel qu'il a été modifié par l'article 10 de la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge, empêche une association de se prévaloir de la personnalité juridique à l'égard des tiers « si les trois cinquièmes des associés ne sont pas de nationalité belge ou ne sont pas des étrangers établis dans le Royaume, inscrits au registre de la population et résidant en Belgique ».

Cette disposition marque la volonté du législateur d'attacher la sanction de l'inopposabilité de la personnalité juridique à la violation de la règle de fond qu'elle énonce et non à toute omission des mentions exigées à l'égard des membres étrangers d'une association.

L'association sans but lucratif Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie affirme dans un document du 11 mars 1994 joint à son mémoire que tous ses membres effectifs sont Belges ou, s'ils sont étrangers, qu'ils sont régulièrement inscrits au registre de la population.

Le Conseil des Ministres ne prétend pas que la règle de fond exprimée à l'alinéa 2 de l'article 26 de la loi du 27 juin 1921 serait méconnue. Il n'y a pas lieu d'appliquer la sanction prévue à l'alinéa 1er du même article.

La fin de non-recevoir ne peut être accueillie.

B.1.10. Il résulte de ce qui précède que le recours est recevable en ce qui concerne le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et le Syndicat des avocats pour la démocratie.

Au fond

Quant à la relation entre l'article 191 (ancien article 128) et les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et 6bis)

B.2. L'article 191 de la Constitution (ancien article 128) dispose :

« Tout étranger qui se trouve sur le territoire de la Belgique jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi ».

Il s'ensuit qu'une différence de traitement qui défavorise un étranger ne peut être établie, que par le législateur. L'article 191 n'a pas pour objet d'habiliter le législateur à se dispenser, lorsqu'il établit une telle différence, d'avoir égard aux principes fondamentaux consacrés par la Constitution. Il le rappelle d'ailleurs expressément en commençant par poser en règle que l'étranger qui se trouve sur le territoire « jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens ». Il ne résulte donc en aucune façon de l'article 191 que le législateur puisse, lorsqu'il établit une différence de traitement au détriment d'étrangers, ne pas veiller à ce que cette différence ne soit pas discriminatoire, quelle que soit la nature des principes en cause.

B.3. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Quant aux articles 11 et 15 de la loi du 6 mai 1993, respectivement modifiant l'article 52 et remplaçant l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980

B.4.1. Nonobstant le dispositif de la requête en annulation, qui vise l'article 11 dans son ensemble, il résulte du contenu de celle-ci que les parties requérantes critiquent le seul 3^o de cet article. La Cour limitera dès lors son examen à l'article 11, 3^o, de la loi du 6 mai 1993.

B.4.2. L'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, remplacé par l'article 15 de la loi du 6 mai 1993, dispose :

« § 1er. Le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, ou son délégué peut déterminer le lieu où sont inscrits les étrangers :

1^o qui sont entrés dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées à l'article 2 et ont demandé la qualité de réfugié;

2^o qui se sont présentés à la frontière sans être porteurs des documents requis à l'article 2 et se déclarent réfugiés auprès des autorités chargées du contrôle aux frontières;

3^o qui ont demandé la qualité de réfugié après l'expiration de leur autorisation de séjour;

4^o qui se sont déclarés réfugiés et se sont trouvés en un lieu déterminé, situé dans la région frontalière ou dans des lieux y assimilés, conformément au titre III^{ter} de la présente loi.

L'inscription en un lieu déterminé dure jusqu'à ce qu'une décision définitive concernant la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié soit prise ou jusqu'à ce que l'ordre de quitter le territoire soit exécuté.

Lors de l'inscription en un lieu déterminé, le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, ou son délégué tient compte :

1^o du degré d'occupation des centres d'accueil pour demandeurs d'asile;

2^o d'une répartition harmonieuse entre les communes en vertu des critères fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Dans des circonstances exceptionnellement graves, le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, s'il l'estime nécessaire à la sauvegarde de l'ordre public ou de la sécurité nationale, peut mettre l'intéressé à titre provisoire à la disposition du Gouvernement. »

L'article 52, § 2, 5^o, de la loi du 15 décembre 1980, complété par l'article 11, 3^o, de la loi du 6 mai 1993, dispose :

« § 2. Le Ministre de la Justice ou son délégué peut décider que l'étranger qui est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2, qui se déclare réfugié et demande à être reconnu comme tel, ne sera pas admis à séjourner en cette qualité dans le Royaume :

(...)

5^o lorsque l'étranger visé à l'article 54, § 1er, alinéa 1er, se soustrait, pendant au moins un mois, à l'obligation de présentation dont les modalités sont déterminées par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. »

B.4.3. Les dispositions contestées permettent, d'une part, au ministre compétent ou à son délégué de déterminer le lieu où sont inscrits les candidats réfugiés appartenant à une des quatre catégories mentionnées à l'alinéa 1er (article 54, § 1er) et lui permettent, d'autre part, de refuser, à ces mêmes candidats réfugiés, de séjourner en cette qualité dans le Royaume, s'ils se soustraient durant au moins un mois à l'obligation de présentation que le Roi est chargé d'organiser (article 52, § 2, 5^o).

La distinction établie de la sorte entre les étrangers qui ne peuvent résider en Belgique que parce qu'ils se déclarent réfugiés et qui sont soumis à cette double mesure, d'une part, et les autres étrangers, en ce compris les autres demandeurs d'asile, d'autre part, a été justifiée comme suit :

« La deuxième mesure proposée est la possibilité d'inscrire les candidats-réfugiés, ne disposant pas de titre de séjour leur permettant de séjourner sur le territoire, en un lieu déterminé, soit au Petit-Château, soit dans un centre d'accueil, soit dans une commune, et ce pendant le déroulement de la procédure. Le demandeur devra s'y présenter régulièrement, sans que sa liberté de circulation ne s'en trouve entravée. La demande d'asile d'un candidat-réfugié qui n'observe pas ces règles pourra être déclarée irrecevable. Cette mesure permettra entre

autres de remédier au problème des candidats-réfugiés devenus introuvables alors que la procédure est toujours en cours. Par l'introduction de cette mesure, le candidat-réfugié est obligé de démontrer un intérêt continu pour l'octroi de l'asile. » (Doc., Sénat, 1992 — 1993, n° 555/2, p. 10).

Le Ministre a également souligné, à la Chambre des représentants, que :

« Il (était) par ailleurs indispensable, pour des raisons de sécurité, de savoir où chaque étranger (était) établi.

(...)

(...); le registre des étrangers de chaque commune sera régularisé, étant donné que le ministre pourra décider de l'endroit où l'étranger sera inscrit. Un étranger ne pourra dès lors être inscrit que dans une seule commune. » (Doc., Chambre, 1992-1993, n° 903/5, p. 51)

B.4.4. Cette distinction se fonde sur des critères objectifs. Le législateur a voulu, légitimement, localiser administrativement le demandeur d'asile en séjour « précaire » en un — et un seul — endroit durant l'instruction de sa demande, tout en s'assurant et de son intérêt à l'égard de celle-ci et de l'efficacité des mesures qu'elle requiert ou peut impliquer.

En prévoyant l'inscription d'office et l'obligation de présentation des candidats réfugiés visés à l'article 54, § 1er, alinéa 1er, le législateur a pris une mesure à la fois adéquate aux objectifs qu'il poursuivait et non disproportionnée, n'étant visés que les étrangers séjournant en Belgique en raison de leur seule demande de reconnaissance du statut de réfugié.

B.4.5. Selon les parties requérantes, ces mesures ne pourraient être justifiées en ce qu'elles violent diverses dispositions internationales, à savoir l'article 31 de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, l'article 2 du Protocole n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Ces dispositions internationales ont en commun de garantir, sous réserve des restrictions qu'elles précisent, la libre circulation des personnes qu'elles visent ainsi que, en ce qui concerne les deux dernières dispositions, le libre choix de leur résidence.

B.4.6. Le nouvel article 54, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 habilite le ministre compétent à instaurer une inscription administrative qui ne limite pas en soi l'exercice du droit de se déplacer librement et de choisir un domicile en toute liberté.

Il est exact que la lecture combinée dudit article 54, § 1er, et de l'article 1er de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, qui dispose que l'inscription aux registres de la population doit avoir lieu dans la commune où l'intéressé a sa résidence principale, pourrait conduire à une limitation de l'exercice du droit de choisir un domicile en toute liberté.

Toutefois, une telle limitation n'est pas contraire aux dispositions de droit international invoquées, puisque, d'une part, l'article 31.2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés permet d'apporter des restrictions, pour autant qu'elles soient nécessaires, à la liberté de mouvement d'étrangers qui se déclarent réfugiés et que, d'autre part, tant l'article 2 du Protocole n° 4 à la Convention européenne des droits de l'homme que l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques permettent au législateur de limiter l'exercice du droit de choisir librement sa résidence, si cette limitation est nécessaire, dans une société démocratique, notamment à la sécurité nationale ou au maintien de l'ordre public.

En l'espèce, l'inscription administrative des étrangers qui ne peuvent résider en Belgique qu'en raison de leur demande de reconnaissance du statut de réfugié répond à l'exigence de nécessité formulée par les dispositions précitées.

B.4.7. La sanction liée au non-respect de l'obligation de présentation — c'est-à-dire la possibilité pour le ministre compétent ou son délégué de ne pas autoriser l'étranger qui se déclare réfugié à séjourner en cette qualité dans le Royaume — ne saurait être considérée comme manifestement disproportionnée, puisque le législateur, dans l'intérêt même de l'intéressé, peut exiger que ce dernier prête sa collaboration de manière régulière à l'instruction de sa demande.

B.4.8. Il résulte de ce qui précède que les articles 11, 30, et 15 de la loi du 6 mai 1993 ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et 6bis).

Quant aux articles 8 (modifiant l'article 50 de la loi du 15 décembre 1980), 30, 30, 31 et 32 (qui modifient les articles 63/5 et 68 de la même loi et qui y insèrent un nouvel article 69bis), et quant à l'article 33 (modifiant l'article 70 de la même loi)

B.5.1. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

Ces exigences se justifient, d'une part, par l'obligation, pour la Cour, d'examiner dès la réception du recours s'il n'est pas manifestement irrecevable ou manifestement non fondé ou si la Cour n'est pas manifestement incompétente pour en connaître, d'autre part, par l'obligation, pour les parties qui désirent répondre aux arguments des requérants, de le faire par un seul mémoire et dans les délais fixés à peine d'irrecevabilité.

Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 31 de la loi du 6 mai 1993 sans préciser toutefois en quoi cette disposition violerait les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et 6bis). Il résulte de ce qui précède que le recours est irrecevable en ce qu'il concerne cet article.

B.5.2. Non-obstant le dispositif de la requête, lequel vise dans leur ensemble l'article 8, l'article 30, 30, et les articles 32 et 33, il résulte de l'exposé du moyen que les parties requérantes limitent leurs critiques aux dispositions suivantes : l'article 8, 30; l'article 30, 30; en ce qu'il ajoute un alinéa 5 à l'article 63/5 de la loi du 15 décembre 1980; l'article 32, uniquement en ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 69bis qu'il ajoute à la loi de 1980 précitée; l'article 33, uniquement en ce qui concerne l'alinéa 2 du nouvel article 70 de la loi du 15 décembre 1980. La Cour limitera dès lors son examen à ces seules dispositions.

B.5.3. Selon le Conseil des Ministres, les parties requérantes n'auraient pas intérêt au moyen critiquant la suppression du référé administratif, du fait qu'elles ne contestent pas les articles 25, 20, et 34 de la loi du 6 mai 1993, lesquels ont pour effet de supprimer dans certains cas le référé judiciaire, équivalent à celui existant devant le Conseil d'Etat.

Comme il ressort des considérants B.1.1 à B.1.5 ci-dessus, le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie et le Syndicat des avocats pour la démocratie ont démontré leur intérêt à postuler l'annulation des dispositions de la loi du 6 mai 1993 visées par le moyen.

Cet intérêt ne peut être affecté par la circonstance que ces parties requérantes n'ont pas attaqué d'autres dispositions de la loi qui, dans d'autres cas, ont un effet analogue.

B.5.4. L'article 50, alinéas 3 et 4, de la loi du 15 décembre 1980, modifié par l'article 8, 3^o, de la loi du 6 mai 1993, dispose :

« Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, ou son délégué, peut décider de ne pas prendre la déclaration en considération lorsque l'étranger a déjà fait auparavant la même déclaration auprès d'une autorité visée à l'alinéa 1er et qu'il ne fournit pas de nouveaux éléments qu'il existe, en ce qui le concerne, de sérieuses indications d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951. Les nouveaux éléments doivent avoir trait à des faits ou des situations qui se sont produits après la dernière phase de la procédure au cours de laquelle l'étranger aurait pu les fournir.

Une décision de ne pas prendre la déclaration en considération n'est susceptible que d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. Aucune demande de suspension ne peut être introduite contre cette décision. »

Les alinéas 4 et 5 de l'article 63/5 de la loi du 15 décembre 1980, modifiés par l'article 30, 3^o, contesté, disposent :

« En cas de confirmation de la décision contestée, le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints donne également un avis formel sur la remise éventuelle de l'intéressé à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie, son intégrité physique ou sa liberté serait menacée.

Lorsque le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints confirme une décision qui fait l'objet d'un recours urgent, il mentionne formellement si la décision contestée ou la mesure d'éloignement, visées aux premier et deuxième alinéas, sont exécutoires nonobstant tout recours. »

Enfin, l'article 69bis, alinéa 2, et l'article 70, alinéa 2, nouveaux, résultant des articles 32 et 33 contestés disposent :

« article 69bis

(...)

Aucune demande de suspension ne peut être introduite auprès du Conseil d'Etat contre la décision contestée visée à l'article 63/5, alinéa premier, qui a été confirmée et déclarée exécutoire nonobstant tout appel par le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints, ni contre les mesures d'éloignement du territoire.

article 70

(...)

Le Conseil n'est pas compétent pour ordonner la suspension des mesures qui sont exécutoires nonobstant tout recours, conformément à l'article 63/5. »

B.5.5. En vertu de ces dispositions, le Conseil d'Etat ne peut suspendre ni le refus ministériel de prendre en considération une déclaration qui n'invoque pas, par rapport à celle faite antérieurement, de nouveaux indices de persécution (article 50, alinéas 3 et 4), ni la décision par laquelle, sur recours urgent, le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides confirme une décision ministérielle, en déclarant celle-ci exécutoire nonobstant tout recours (articles 69bis, alinéa 2, et 70, alinéa 2).

B.5.6. Par les dispositions précitées, le législateur entend réaliser un équilibre entre, d'une part, une procédure rapide visant à écarter rapidement les étrangers qui se présentent manifestement à tort comme des réfugiés au sens de la Convention de Genève et, d'autre part, le souci d'offrir cependant aux demandeurs d'asile une protection juridique suffisante.

B.5.7. Aucune disposition de la Constitution ou d'une convention internationale n'oblige le législateur à instaurer de manière générale une procédure de référé administratif. Toutefois, lorsque le législateur estime qu'il est souhaitable de prévoir la possibilité d'une demande de suspension des actes administratifs, il ne peut refuser cette demande à certaines catégories de sujets de droit — en l'espèce, certaines catégories d'étrangers qui se déclarent réfugiés — s'il n'existe pas pour ce faire une justification raisonnable.

Quant à l'article 50, alinéas 3 et 4

B.5.8.1. La disposition attaquée a été justifiée comme suit, lors des travaux préparatoires :

« Le but est d'éviter qu'un étranger prolonge son séjour de façon artificielle par l'introduction d'une deuxième ou suivante demande, après qu'un examen clôturé avait prouvé qu'il n'entrait pas en ligne de compte pour une reconnaissance en tant que réfugié. Donc, il s'agit d'étrangers qui, auparavant déjà, avaient introduit une demande et qui ont eu la possibilité d'introduire un recours contre un refus. Un refus conformément à l'article 50, alinéa 3, peut être considéré comme un refus d'examiner, une deuxième fois, une affaire avec les mêmes parties et ayant le même objet. Un éventuel deuxième examen de la même demande peut être refusé, sans que cela signifie que l'intéressé se voit refuser le droit à une voie de droit effective. » (Exposé des motifs, Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n^o 555-1, p. 9).

Le législateur a voulu éliminer une forme spécifique d'abus de procédure, qui consiste à multiplier des déclarations identiques.

Dans ce but, il a exclu la demande de suspension auprès du Conseil d'Etat dans les cas où l'étranger :

a) a déjà fait auparavant une déclaration visant à se faire reconnaître comme réfugié qui n'a pas été prise en compte à l'issue d'une enquête; et

b) a eu la possibilité d'exercer toutes les voies de recours contre ce refus et, le cas échéant, de les mener à leur terme; et

c) fait une déclaration identique sans avancer un quelconque élément nouveau.

Les nouveaux éléments, au sens de la disposition législative attaquée, sont ceux qui « ont trait à des faits ou des situations qui se sont produits après la dernière phase de la procédure au cours de laquelle l'étranger aurait pu les fournir ».

B.5.8.2. L'article 50, alinéas 3 et 4, n'est donc applicable qu'à une décision purement confirmative du ministre, ou de son délégué.

Par conséquent, cette disposition ne vise qu'une cause spécifique d'irrecevabilité de la demande de suspension devant le Conseil d'Etat. Ce dernier vérifiera, avant de déclarer irrecevable la demande de suspension, si les conditions de cette cause d'irrecevabilité se trouvent réunies.

Si l'étranger fait valoir de nouveaux éléments mais que le Ministre compétent ou son délégué juge que ceux-ci ne sont pas de nature à démontrer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, l'article 50, alinéas 3 et 4, n'est pas applicable.

B.5.8.3. Le législateur peut adopter des mesures visant à contrecarrer les abus de procédure. En l'espèce, l'exclusion de la seule demande de suspension, dans les limites fort étroites tracées par l'article 50, alinéas 3 et 4, ne peut être considérée comme manifestement déraisonnable ou disproportionnée.

Quant aux articles 69bis, alinéa 2, et 70, alinéa 2

B.5.9.1. En vertu de l'article 69bis, alinéa 2, aucune demande de suspension ne peut être introduite auprès du Conseil d'Etat « contre la décision contestée visée à l'article 63/5, alinéa 1er, qui a été confirmée et déclarée exécutoire nonobstant tout appel par le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou un de ses adjoints, ni contre les mesures d'éloignement du territoire ».

La décision visée à l'article 63/5, alinéa 1er, est la décision du Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, portant refus de l'accès au territoire belge ou de l'autorisation de séjourner dans le Royaume en qualité de candidat réfugié; en d'autres termes, les décisions d'irrecevabilité ou d'absence de bien-fondé manifeste.

Il ressort des travaux préparatoires (Exposé des motifs, Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 555-1, p. 16) ainsi que du contexte global de la disposition entreprise que les termes « les mesures d'éloignement du territoire » ne recouvrent que les mesures d'éloignement prises sur la base et en exécution de la décision déclarée exécutoire du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou d'un de ses adjoints. La demande de suspension n'est donc pas exclue pour toute mesure d'éloignement; il reste possible de l'introduire, entre autres, contre des arrêtés de renvoi et d'expulsion.

B.5.9.2. La loi du 14 juillet 1987 avait instauré un recours administratif spécifique — la demande urgente de réexamen — contre la décision de refus d'accès au territoire, de séjour ou d'établissement prise en application de l'article 52 de la loi du 15 décembre 1980 à l'égard d'un étranger qui se déclare réfugié.

Cette demande urgente faisait l'objet d'une décision prise par le ministre compétent, après que celui-ci eut recueilli l'avis du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

B.5.9.3. La loi attaquée a étendu la compétence du commissaire général aux réfugiés et aux apatrides dans la première phase de la procédure d'asile.

Dans le cadre de la procédure du recours urgent, le commissaire général dispose actuellement d'une compétence de décision en lieu et place d'une compétence d'avis.

En application de l'article 63/5, le recours urgent suspend la décision contestée du ministre ou de son délégué.

Pendant le délai ouvert pour l'introduction d'un recours urgent ainsi que pendant la durée de l'examen de ce recours, toutes les mesures d'éloignement du territoire prises à l'égard de l'étranger en raison des faits qui ont donné lieu à la décision contestée sont suspendues.

B.5.9.4. Les décisions qui sont prises successivement par le ministre ou par son délégué puis, sur recours urgent, par le commissaire général ou par son adjoint sont des mesures graves et irréversibles puisqu'elles peuvent aboutir à reconduire immédiatement l'intéressé dans le pays où, selon lui, sa vie ou sa liberté sont menacées.

B.5.9.5. Il n'est cependant pas déraisonnable, dans une matière où l'autorité se trouve saisie d'un nombre considérable de demandes injustifiées, de prendre des mesures propres à éviter les recours dilatoires et à accélérer le cours de la procédure, en écartant d'emblée les demandes manifestement irrecevables ou manifestement non fondées. Le législateur entend ainsi permettre à l'autorité de se consacrer à l'examen des demandes sérieuses, sans être retardée par celui des autres demandes.

B.5.9.6. Ce dernier objectif doit cependant se concilier avec le souci de ne pas priver de recours utile celui qui soutiendrait que son renvoi dans le pays qu'il a fui l'expose à subir un traitement inhumain ou dégradant.

Au cas où un tel danger serait sérieusement allégué, la faculté d'introduire un recours en annulation devant le Conseil d'Etat n'apparaît pas comme l'exercice d'un recours effectif puisque les délais de procédure ne permettraient pas, dans la plupart des cas, d'obtenir un arrêt en temps utile.

B.5.9.7. Aucun texte n'interdit à l'autorité compétente d'exécuter la décision négative du commissaire général ou de son adjoint lorsqu'il confirme la décision du Ministre ou de son délégué. On peut admettre que, pour éviter toute incertitude à ce sujet, le législateur ait permis au commissaire général de rendre sa décision exécutoire alors même qu'un recours en annulation et qu'une demande en suspension seraient introduits devant le Conseil d'Etat. Dans ce cas, seule une décision de suspension prise par le Conseil d'Etat, éventuellement d'extrême urgence par un président, sous réserve de confirmation par la chambre saisie et après constatation du sérieux des moyens et de la gravité du préjudice, empêchera l'éloignement du territoire.

B.5.9.8. En prévoyant à la fois que le commissaire général peut rendre sa décision exécutoire et qu'en ce cas elle est insusceptible d'une demande de suspension, le législateur a pris une mesure qui, pour autant que le Ministre soit armé contre le risque de voir l'intéressé disparaître dans la clandestinité (ce qui sera examiné plus loin à propos de l'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980), est disproportionnée, d'autant qu'elle permet à l'autorité administrative de désigner elle-même les décisions dont elle interdit de demander la suspension au Conseil d'Etat.

B.5.10. Il résulte de ce qui précède que l'article 50, alinéas 3 et 4, tel qu'il est interprété en B.5.8, ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et 6bis), mais que les articles 69bis, alinéa 2, et 70, alinéa 2, violent ces articles de la Constitution.

Quant à l'article 33, alinéa 1er (modifiant l'article 70 de la loi du 15 décembre 1980), et quant à l'article 38 (modifiant l'article 90 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973)

B.6.1. L'article 70, alinéa 1er, nouveau de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Lorsque le Conseil d'Etat est saisi d'un recours en annulation d'une décision visée à l'article 69, il statue sur le recours conformément aux règles particulières relatives au délai et à la procédure que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres ».

L'article 90 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 février 1973, tel que complété par l'article 38 de la loi du 6 mai 1993 dispose :

« Les chambres de la section d'administration siègent au nombre d'un membre en matière de recours en annulation introduits contre les décisions administratives prises en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A la demande du requérant dans la requête ou d'office, le premier président ou le conseiller d'Etat qu'il a désigné, peuvent ordonner le renvoi d'une affaire à une chambre de trois membres ».

B.6.2. La spécificité, l'accroissement et l'urgence du contentieux né de l'application de la loi du 15 décembre 1980 et des lois qui l'ont modifiée justifient l'adoption de règles particulières, propres à accélérer le traitement des recours en annulation. En autorisant le Roi à prévoir de telles règles quant à la procédure et aux délais et en permettant que les recours soient examinés par des chambres à conseiller unique, le législateur a pris des mesures qui sont en rapport avec le but qu'il poursuit. De telles mesures dérogeant aux règles ordinaires ne portent pas atteinte aux garanties fondamentales du contrôle juridictionnel de légalité confié au Conseil d'Etat. Elles ne peuvent être tenues pour disproportionnées.

B.6.3. Il s'ensuit que les articles 33, alinéa 1er, et 38 de la loi du 6 mai 1993 ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et 6bis).

Quant à l'article 36, insérant un article 74/6 dans la loi du 15 décembre 1980

B.7.1. L'article 74/6 de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« § 1er. L'étranger qui est entré dans le Royaume sans satisfaire aux conditions fixées par l'article 2 ou dont le séjour a cessé d'être régulier et qui, en vertu de l'article 52, se voit refuser l'accès au territoire national ou l'autorisation de séjourner dans le Royaume en tant que candidat réfugié, peut, en attendant ladite autorisation ou son éloignement du territoire, être maintenu en un lieu déterminé lorsque le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, ou son délégué, estime ce maintien nécessaire pour garantir l'éloignement effectif du territoire, au cas où la décision visée à l'article 52 deviendrait exécutoire.

§ 2. Les mesures nécessaires peuvent être prises pour que l'intéressé ne puisse, sans l'autorisation requise, quitter le lieu où il est maintenu.

§ 3. Le Roi peut arrêter le régime et les modalités de fonctionnement applicables au lieu visé au § 1er.

§ 4. La durée du maintien décidé en application du § 1er ne peut excéder deux mois. »

B.7.2. La privation de liberté, pendant une durée qui peut atteindre deux mois, d'une personne qui n'est pas soupçonnée d'une infraction pénale et dont il n'est pas prétendu que son comportement présenterait un danger pour l'ordre public, porte directement atteinte au respect de la liberté individuelle, garanti par l'article 12 de la Constitution.

En ce qui concerne les étrangers qui demandent le statut de réfugié, cette liberté est réaffirmée par l'article 31 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 : aucune sanction pénale ne peut leur être appliquée du fait de leur entrée ou de leur séjour irrégulier et leurs déplacements ne peuvent subir d'autres restrictions que celles qui sont nécessaires.

Enfin, selon l'article 5.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, toute personne a droit à la liberté. La loi peut toutefois déroger à ce principe lorsqu'il s'agit de la détention régulière d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion est en cours (article 5.1, f) et à condition qu'elle ait le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si sa détention est illégale (article 5.4).

B.7.3. La disposition attaquée permet la privation de liberté alors même qu'aucune circonstance propre au comportement de celui qui la subit n'est invoquée. Cette mesure pourrait être ordonnée quand bien même l'intéressé aurait introduit, devant le commissaire général, contre la décision négative du ministre ou de son délégué, le recours urgent et suspensif organisé par l'article 63/2 de la loi.

La disposition attaquée prévoit donc une cause de détention qui n'est pas justifiée par des circonstances comparables à celles qui, dans d'autres dispositions de la loi du 15 décembre 1980, permettent de priver de leur liberté certaines catégories d'étrangers. Ces dispositions concernent tantôt un étranger qui se trouve en situation irrégulière et qui ne revendique pas le statut de réfugié (article 7, alinéa 3; article 27, alinéa 3), tantôt une personne qui, par son comportement, compromet gravement l'ordre public (article 25), tantôt un demandeur d'asile mais dans des circonstances exceptionnellement graves (article 52bis, alinéa 4; article 54, § 2; article 63/5, alinéa 3), tantôt un étranger en état de vagabondage et de mendicité (article 74), tantôt un étranger qui attend l'autorisation d'entrer dans le Royaume ou son refoulement du territoire (article 74/5).

B.7.4. Selon les travaux préparatoires, la mesure a pour objet « si les demandes de ces demandeurs d'asile sont déjà rejetées dans une première phase de la procédure, d'éloigner rapidement ces personnes du territoire du Royaume et d'éviter qu'elles vivent dans la clandestinité ». Il est précisé qu'« une mesure de maintien ne sera prise que si elle est absolument nécessaire et proportionnelle » (Doc. parl., Sénat, Exposé des motifs, 1992-1993, n° 555-1, p. 18).

Quant au délai maximum de deux mois, il est justifié comme suit :

« La première mesure proposée dans ce projet de loi est l'augmentation d'un mois à deux mois de la durée maximale de la détention administrative. Les expériences du passé démontrent qu'un délai d'un mois est trop court pour les autorités publiques compétentes et ne répond pas à l'objectif de la détention, c'est-à-dire l'éloignement effectif de l'intéressé du territoire. La communication des documents nécessaires et notamment des titres d'identité par le pays où l'étranger sera reconduit demande beaucoup de temps et, souvent, un mois ne suffit pas pour traiter le dossier » (Doc. parl., Sénat, rapport, 1992-1993, n° 555-2, p. 10; Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 556-1, p. 2).

B.7.5. La disposition critiquée s'inscrit dans un ensemble de mesures destinées à faire face à la multiplication des demandes qui apparaissent d'emblée comme dépourvues de tout fondement. Le maintien dans un lieu déterminé concerne une catégorie de réfugiés : ceux dont la demande a été rejetée par le Ministre ou son délégué pour une des causes d'irrecevabilité ou de non-fondement manifestes prévues par l'article 52 de la loi. La mesure tend à éviter qu'ils ne vivent dans la clandestinité, ce qui les rendrait introuvables et empêcherait leur éloignement du territoire. Elle réalise un équilibre entre le souci d'exécuter les décisions d'irrecevabilité devenues définitives et la nécessité de permettre à ceux qui ont introduit le recours urgent et suspensif prévu par l'article 63/2 de la loi du 15 décembre 1980 de rester en Belgique pendant l'instruction de ce recours. En raison des circonstances particulières qui l'ont inspirée, la mesure ne porte pas à la liberté d'aller et de venir de ceux qui la subissent une atteinte qui serait disproportionnée.

La durée du maintien sera, au maximum, de six jours ouvrables si le commissaire général, faisant droit au recours urgent de l'intéressé, décide qu'un examen ultérieur est nécessaire (articles 63/2, § 1er, et 63/3, alinéa 2, combinés). Dans ce cas, en effet, il est immédiatement mis fin au maintien (article 63/3, alinéa 3).

Si le commissaire général confirme la décision du ministre ou de son délégué, la durée de deux mois, qui a pris cours dès le début du maintien, n'est pas excessive, compte tenu de la difficulté d'obtenir à bref délai, des autorités étrangères compétentes, les documents nécessaires, étant entendu qu'en aucun cas cette durée ne pourra être dépassée (article 74/6, § 5).

B.7.6. En ce qui concerne le contrôle juridictionnel de la mesure critiquée, il fut précisé, lors des travaux préparatoires :

« Pour que la nécessité de la détention ne soit pas complètement soumise au libre pouvoir d'appréciation du ministre compétent, ou de son délégué, l'article 31 mentionne l'objectif de la détention éventuelle, c'est-à-dire, "garantir l'éloignement effectif du territoire". Le juge qui devra se prononcer sur la privation de liberté, pourra apprécier le caractère légal du maintien à la lumière de l'objectif que l'on poursuit par le truchement de cette mesure. Conformément à l'article 30 du projet de loi, la chambre du conseil du tribunal correctionnel a été désignée comme étant le juge compétent pour surveiller le caractère légal de cette privation de liberté » (Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 555-1, p. 18).

En vertu de l'article 71 de la loi du 15 décembre 1980, l'étranger qui fait l'objet d'une mesure privative de liberté, notamment celle qui est prévue par l'article 74/6, peut introduire un recours contre cette mesure devant la chambre du conseil du tribunal correctionnel. Si celle-ci n'a pas statué dans les cinq jours ouvrables, l'étranger est mis en liberté. Le même recours peut être introduit un mois plus tard. L'ordonnance de la chambre du conseil est susceptible d'appel (article 72).

B.7.7. En raison des circonstances qui justifient la mesure et des garanties juridictionnelles qui permettent d'en contrôler la légalité, les personnes qu'elle vise ne font pas l'objet d'une atteinte discriminatoire à leur liberté individuelle.

B.7.8. Il résulte de ce qui précède que l'article 36 de la loi du 6 mai 1993 ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution (anciens articles 6 et 6bis).

Par ces motifs,

la Cour

— déclare irrecevable le recours formé par l'association sans but lucratif « Association Droit des gens »;

— annule l'article 32 de la loi du 6 mai 1993 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce que cet article introduit un article 69bis, alinéa 2, dans cette dernière loi;

— annule l'article 33 de la loi précitée du 6 mai 1993 qui remplace l'article 70 de la loi précitée du 15 décembre 1980, en ce qui concerne l'alinéa 2 de l'article 70 nouveau;

— rejette le recours en ce qu'il est dirigé contre l'article 8, 3°, de la loi du 6 mai 1993 qui complète l'article 50 de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il est interprété en B.5.8;

— rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 14 juillet 1994.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 94 — 2067

[C — 21254]

Arrest nr. 61/94 van 14 juli 1994

Rolnummer 611

In zake: het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van de wet van 6 mei 1993 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingesteld door de vereniging zonder winstoogmerk « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters K. Blanckaert, L.P. Suetens, L. François, P. Martens, Y. de Wasseige, J. Delruelle, G. De Baets en H. Coremans, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest:

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 november 1993 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 november 1993, stellen

1. de vereniging zonder winstoogmerk « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », waarvan de zetel gevestigd is te 1210 Brussel, Poststraat 37, vertegenwoordigd door haar raad van bestuur;

2. de vereniging zonder winstoogmerk « Syndicat des avocats pour la démocratie », waarvan de zetel gevestigd is te 1000 Brussel, Minimenstraat 12, vertegenwoordigd door haar raad van bestuur;

3. de vereniging zonder winstoogmerk « Droit des gens », waarvan de zetel gevestigd is te 1060 Brussel, Amerikaansestraat 15, vertegenwoordigd door haar raad van bestuur;

die woonplaats hebben gekozen op het kantoor van Mr. L. Walleyn, advocaat, Paleizenstraat 154 te 1210 Brussel, beroep in tot vernietiging van de artikelen 8, 11, 15, 30, 3°, 31, 32, 33, 36 en 38 van de wet van 6 mei 1993 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 mei 1993.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 2 november 1993 heeft de voorzitter in functie de rechters van zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven conform artikel 76 van de voormelde bijzondere wet bij op 22 december 1993 ter post aangetekende brieven, die op 23 december 1993 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1993.

De Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, met ambtswoning te 1000 Brussel, Wetstraat 16, heeft een memorie ingediend bij op 7 februari 1994 ter post aangetekende brief.

Afschriften van die memorie zijn conform artikel 89 van de organieke wet overgezonden bij op 9 februari 1994 ter post aangetekende brieven, die op 10 februari 1994 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

De verzoekende partijen hebben een memorie van antwoord ingediend bij op 11 maart 1994 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 17 maart 1994 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, tot 2 november 1994 verlengd.

Bij beschikking van 21 april 1994 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting vastgesteld op 10 mei 1994.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 21 april 1994 ter post aangetekende brieven, die op 22 april 1994 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Bij beschikking van 5 mei 1994 heeft voorzitter M. Melchior de zaak aan het Hof in voltallige zitting voorgelegd.

Op de terechtzitting van 10 mei 1994 :

— zijn verschenen :

- Mr. L. Walley en Mr. P. Jaspis, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;
- Mr. P. Legros en de heer. C. Nikis, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters Y. de Wasseige en L.P. Suetens verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten Mr. L. Walley en Mr. C. Nikis gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Ouderwerp van de aangevochten bepalingen

Artikel 54 van de wet van 15 december 1980, zoals vervangen bij artikel 15 van de wet van 6 mei 1993, voorziet in vier categorieën van vreemdelingen die ambtshalve op een bepaalde plaats kunnen worden ingeschreven. Krachtens artikel 52, § 2, 5°, van de wet van 15 december 1980, zoals aangevuld bij artikel 11, 3°, van de voormelde wet van 6 mei 1993, kan de Minister of diens gemachtigde beslissen dat die vreemdelingen niet toegelaten zullen worden in de hoedanigheid van vluchteling in het Rijk te verblijven indien zij zich gedurende ten minste één maand onttrekken aan de door de Koning te organiseren meldingsplicht.

Het derde en vierde lid van artikel 50 van de wet van 15 december 1980, ingevoegd bij artikel 8, 3°, van de voormelde wet van 6 mei 1993, bepalen, enerzijds (derde lid), dat de Minister of diens gemachtigde kan beslissen de verklaring waarbij een vreemdeling zich vluchteling verklaart niet in aanmerking te nemen wanneer hij reeds dezelfde verklaring heeft afgelegd en hij geen nieuwe gegevens aanbrengt ter ondersteuning ervan en, anderzijds (vierde lid), dat tegen die weigering geen vordering tot schorsing kan worden ingesteld voor de Raad van State.

Het vierde en vijfde lid van artikel 63/5 van de wet van 15 december 1980, zoals ingevoegd bij artikel 30, 3°, van de voormelde wet van 6 mei 1993, bepalen onder meer dat wanneer de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen een beslissing bevestigt waartegen een dringend beroep is ingesteld, hij kan beslissen dat de aangevochten beslissing of de maatregel tot verwijdering uitvoerbaar zal zijn niettegenstaande elk hoger beroep. Artikel 69bis, tweede lid, en artikel 70, tweede lid, van de wet van 15 december 1980, zoals respectievelijk ingevoegd en gewijzigd bij de artikelen 32 en 33 van de voormelde wet van 6 mei 1993, bepalen dat de door de Commissaris-generaal bevestigde en niettegenstaande elk hoger beroep uitvoerbaar verklaarde beslissing door de Raad van State niet kan worden geschorst.

Artikel 30 van de wet van 6 mei 1993 vult artikel 68 van de wet van 15 december 1980 aan en beoogt artikel 63/5, derde lid, ervan.

Artikel 36 van de wet van 6 mei 1993 voegt artikel 74/6 in de wet van 15 december 1980 in, volgens hetwelk onder meer sommige vluchtelingen in een welbepaalde plaats kunnen worden vastgehouden zo de Minister of diens gemachtigde die vasthouding nodig acht om de effectieve verwijdering van het grondgebied te waarborgen, ingeval de beslissing bedoeld in artikel 52 uitvoerbaar zou worden.

Tenslotte vult artikel 38 van de wet van 6 mei 1993 artikel 90 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State aan en voorziet in kamers met één lid voor geschillen betreffende de wet van 15 december 1980, behoudens andersluidende vraag van de verzoeker en beslissing van de eerste voorzitter of de staatsraad die hij heeft aangewezen.

IV. In rechte

— A —

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

A.1. Om hun belang te staven, beroepen de verzoekende partijen zich op hun respectief statutair doel, op de door hun statutaire organen genomen beslissingen het beroep in te stellen, alsmede op het arrest van het Hof nr. 20/93 van 9 maart 1993, dat door de « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » en de « Syndicat des avocats pour la démocratie » ingestelde beroepen ontvankelijk verklaarde.

De memorie van de Ministerraad

A.1.2. De Ministerraad werpt twee excepties van onontvankelijkheid op.

A.1.2.a. De eerste is afgeleid uit het niet naleven, door de verzoekende partijen, van de bekendmakingen en formaliteiten voorgeschreven bij artikel 26 van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winst oogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, zodat, met toepassing van artikel 10 van dezelfde wet en de desbetreffende rechtspraak, het verzoekschrift niet ontvankelijk zou moeten worden verklaard.

A.1.2.b. De tweede exceptie betreft het ontbreken van belang van de verzoekende partijen. De Ministerraad richt zich in zijn memorie naar de wijsheid van het Hof ten aanzien van de beoordeling van het belang van de « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », maar betwist het belang zowel van het « Syndicat des avocats pour la démocratie » als van de « Association Droit des gens » om in rechte te treden. Het maatschappelijk doel van de eerstgenoemde zou slechts betrekking hebben op de advocaten en de Belgische burgers terwijl het maatschappelijk doel van de tweede genoemde in dermate algemene termen zou zijn gedefinieerd dat dat doel niet van bijzondere aard zou zijn en niet onderscheiden zou zijn van het algemeen belang.

De memorie van antwoord

A.1.3.a. Wat de artikelen 10 en 26 van de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winst oogmerk betreft, beroept de « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » zich op de rechtspraak van de Raad van State volgens welke de sanctie waarin artikel 26 voorziet, slechts in geval van misbruik en fraude toepasselijk is, welke ten deze niet voorhanden zouden zijn. Bovendien wordt opgemerkt dat de voormelde vereniging zonder winst oogmerk door de Belgische Staat op diverse gronden wordt gesubsidieerd en erkend.

Wat de niet-neerlegging van de lijst van haar leden in 1993 betreft merkt het « Syndicat des avocats pour la démocratie » op dat geen wijziging (toetreding of ontslag) heeft plaatsgevonden ten opzichte van de lijst die in 1992 werd neergelegd en dat bijgevolg in 1993 geen neerlegging noodzakelijk was.

De « Association Droit des gens », van haar kant, merkt op dat zij wel degelijk ingeschreven is bij de griffie van de rechtbank, maar onder de letter « A » en niet « D ».

A.1.3.b. Ten aanzien van het ontbreken van belang beroept de memorie van antwoord zich, wat de eerste twee verzoekende partijen betreft, op het arrest nr. 20/93, waarbij het Hof hun beroepen ontvankelijk verklaarde. Bovendien bestaat het maatschappelijk doel van het « Syndicat des avocats pour la démocratie » met name erin de rechten van de verdediging te bevorderen en te waarborgen; die zouden door de bestreden bepalingen zijn geraakt.

Wat de « Association Droit des gens » betreft, beroept de memorie zich op haar maatschappelijk doel (met name het aanmoedigen van de universele eerbiediging van rechten van de individuen en de volkeren en het versterken van de rol die door België op dat vlak wordt gespeeld) en op de publikatie van werken en de organisatie van seminars, waaruit het duurzame en constante karakter van haar activiteit zou blijken.

Ten gronde

Ten aanzien van de verhoudingen tussen de artikelen 6, 6bis en 128 van de Grondwet

A.2.1. Bij wijze van bedenking vooraf, die geldt voor alle betwiste bepalingen, preciseert de Ministerraad, na een herinnering aan de rechtspraak van het Hof van Cassatie, de Raad van State en het Arbitragehof betreffende het gelijkheidsbeginsel, de band tussen dat principe en het (vroegere) artikel 128 van de Grondwet: de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet zijn toepasselijk tussen Belgen onderling en tussen vreemdelingen onderling; artikel 128 van de Grondwet van zijn kant is toepasselijk tussen Belgen en vreemdelingen. Indien de wet niet in verschillende behandelingen tussen de Belgen en de vreemdelingen heeft voorzien, kunnen laatstgenoemden zich beroepen op de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet.

Uit die analyse zou voortvloeien dat geen enkele van de verwijzingen die door de verzoekende partijen worden aangehaald ten aanzien van het bestaan van onderscheiden in behandeling die door de betwiste bepalingen worden gemaakt tussen de Belgen en de vreemdelingen, in strijd zou zijn met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet.

A.2.2. Ten aanzien van de verhoudingen tussen de artikelen 6, 6bis en 128 van de Grondwet betwisten de verzoekende partijen de interpretatie die de Ministerraad geeft aan het arrest van het Hof nr. 20/93 van 4 maart 1993; wanneer de wetgever gebruik maakt van de afwijking die toegestaan wordt bij artikel 128, kan hij de vreemdeling niet aan welke discriminatie dan ook onderwerpen, aangezien artikel 128 « slechts een bijzondere toepassing is van het gelijkheids- en niet-discriminatiebeginsel dat is vastgesteld bij de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet ». De onderscheiden die steunen op artikel 128 zouden derhalve op objectieve en redelijke criteria moeten rusten. Een andere lezing van artikel 128 zou tot gevolg hebben « de constitutionele tekst te situeren in de marge van de huidige evolutie van de internationale bescherming van de mensenrechten, die tendeert naar een steeds meer ongedifferentieerde toepassing van de grondrechten op alle categorieën van volkeren die op welk grondgebied dan ook leven ».

Ten aanzien van de ambtshalve inschrijving en de invoering van een meldingsplicht voor sommige kandidaat vluchtelingen (artikelen 11 en 15 van de wet van 6 mei 1993, die respectievelijk artikel 52 van de wet van 15 december 1980 wijzigen en artikel 54 van die wet vervangen)

Het verzoekschrift

A.3.1.1. Volgens de verzoekende partijen zouden die bepalingen een willekeurige discriminatie invoeren, enerzijds, tussen de asielzoekers en de andere vreemdelingen die wettig op het grondgebied verblijven, en, anderzijds, tussen verschillende categorieën van vluchtelingen: die welke beoogd worden door die bepalingen en die welke zich vluchteling hebben verklaard voordat hun machtiging om te verblijven verstreken is of tenslotte naargelang tegen hen al dan niet een maatregel van vasthouding op een bepaalde plaats werd genomen.

De verzoekende partijen merken op dat vóór de inwerkingtreding van artikel 15 alle inwoners, met inbegrip van de asielzoekers, behoudens toepassing van artikel 18 van de wet van 15 december 1980, de keuze hadden van hun verblijfplaats en dus van de gemeente waarin zij zich inschreven.

A.3.1.2. Volgens het verzoekschrift wordt het probleem dat de bepalingen beogen op te lossen door een aanwijzing van een vaste verblijfplaats, veroorzaakt door de houding van gemeentebesturen die weigeren vluchtelingen in te schrijven of hun de maatschappelijke steun uit te keren.

A.3.1.3. Het onderscheid dat door de artikelen 11 en 15 tussen de asielzoekers wordt gemaakt, zou niet verantwoord zijn; het zou meer de echte vluchtelingen raken, die over het algemeen niet in de mogelijkheid verkeren aan een nationaal paspoort en een visum te komen. Het onderscheid zou artikel 31 van het Verdrag van Genève schenden, aangezien de betwiste bepalingen niet als noodzakelijk kunnen worden aangemerkt in de zin van dat verdrag.

De vluchtelingen bevinden zich immers in eenzelfde objectieve situatie, die er namelijk in bestaat dat zij de erkenning van de hoedanigheid van vluchteling hebben aangevraagd en dat die aanvraag wordt onderzocht. Bovendien geldt de wens te vermijden dat de asielzoekers onvindbaar zijn, op gelijke wijze voor alle categorieën van vreemdelingen.

A.3.1.4. De artikelen 11 en 15 van de wet van 6 mei 1993 zouden eveneens artikel 2, 1^o, van het Protocol nr. 4 bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens alsmede artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten schenden.

A.3.1.5. Het nieuwe artikel 54, § 1, 4^o, zou bijzonder onverantwoord zijn, in zoverre asielzoekers slechts aan de verplichting van verblijf zouden worden onderworpen op basis van een ministeriële maatregel die per hypothese teniet zou zijn gedaan door het Commissariaat generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

De memorie van de Ministerraad

A.3.2.1. Verwijzend naar de parlementaire voorbereiding en naar de in het ontwerpstadium verkerende maatregelen van uitvoering onderstreept de Ministerraad dat de inschrijving ambtshalve waarin artikel 15 voorziet, slechts een administratieve inschrijving mogelijk maakt; zij maakt op generlei wijze een vorm van toewijzing van een verblijfplaats uit, noch een maatregel die een beperking aanbrengt op de bewegingsvrijheid van de betrokkene binnen het Koninkrijk, noch zelfs een maatregel die oplegt dat men zijn hoofdverblijf op een bepaalde plaats dient te hebben.

De meldingsplicht waarin artikel 11 voorziet, zou evenmin de individuele vrijheden van de asielzoekers beperken: zij zou beogen het probleem te verhelpen van de asielzoekers die zich onvindbaar maken, en niet hun een soort politiecontrole op te leggen, aangezien de plaats van melding trouwens zeer goed kan samenvallen met de woonplaats die door de asielzoeker werd gekozen.

A.3.2.2. Ten aanzien van het onderscheid dat wordt gemaakt tussen de asielzoekers die in het nieuwe artikel 54, § 1, eerste lid, worden beoogd, en de anderen, legt de Ministerraad uit dat de voormelde bepaling slechts diegenen beoogt van wie het recht op verblijf enkel wordt gewaarborgd op grond van de hoedanigheid van asielzoeker en die, zonder die mogelijkheid zich vluchteling te verklaren, in een onwettige situatie zouden verkeren.

Dat verschil in behandeling zou worden verantwoord door het precare karakter van het verblijf van de asielzoekers beoogd in het nieuwe artikel 54, § 1, eerste lid, aangezien de inschrijving ambtshalve beperkt is in de tijd krachtens het tweede lid van de voormelde bepaling. Daartegenover staat dat het opnemen in de werkingssfeer van artikel 54, van de kandidaat vluchtelingen die reeds op het grondgebied verblijven of gevestigd zijn op een andere grond dan de hoedanigheid van asielzoeker, van wie de situatie niet precair is, nutteloos zou zijn geweest ten opzichte van de in artikel 15 beoogde doelstellingen.

A.3.2.3. Het zou allereerst gaan om het ondervangen van de onwettige weigering van sommige gemeenten en van sommige openbare centra voor maatschappelijk welzijn om nieuwe asielzoekers in te schrijven.

Gezien die doelstelling zou het zinloos geweest zijn de categorieën van asielzoekers die reeds in het vreemdelingenregister of in het bevolkingsregister van een gemeente zijn ingeschreven en voor wie zich geen probleem van weigering van inschrijving zou voordoen, onder de werkingssfeer van artikel 15 te laten vallen.

A.3.2.4. Het zou er vervolgens om gaan dat de kandidaat vluchtelingen harmonieus gespreid worden over de verschillende gemeenten van het Rijk, aangezien de door sommigen aangevoerde verzaadiging in dat verband hun weigering verantwoordt de maatschappelijke dienstverlening toe te kennen waarop de asielzoekers recht hebben. De memorie merkt op dat die verzaadiging haast uitsluitend veroorzaakt wordt door de komst van nieuwe kandidaat-vluchtelingen, die zich doorgaans concentreren in de gemeenten die reeds een groot aantal vluchtelingen tellen.

De memorie merkt bovendien op dat het feit de Minister of diens gemachtigde te machtigen een plaats van inschrijving aan te wijzen voor alle categorieën van asielzoekers, als een omgekeerde discriminatie had kunnen worden gezien door diegenen die reeds ingeschreven waren in het register van een gemeente.

A.3.2.5. Betreffende de discriminatie die tot stand zou worden gebracht door artikel 11, in zoverre het machtigt tot een meldingsplicht voor de asielzoekers, merkt de memorie op dat de meesten van hen de voorwaarden van artikel 2 van de wet van 15 december 1980 niet in acht nemen, zodat hun aanwezigheid in het land vanuit wettelijk oogpunt slechts verantwoord is om de enige reden dat zij verklaren hun land te zijn ontvlucht omdat hun leven of hun vrijheid er in gevaar zou zijn of zij althans vrezen er vervolgd te zullen worden.

A.3.2.6. Het zou er in de eerste plaats om gaan de asielzoeker tijdens de hele duur van de machtigingsprocedure te kunnen bereiken om hem te horen over de redenen van zijn aanvraag of om inlichtingen te verkrijgen. Die verschijningen zouden noodzakelijk zijn om te antwoorden op een aanvraag om machtiging tot verblijf in het Koninkrijk die uitgaat van iemand die er niet zou kunnen verblijven indien hij niet de hoedanigheid van vluchteling of kandidaat-vluchteling zou bezitten.

A.3.2.7. Vervolgens zou het erom gaan van de asielzoeker, van wie het verblijf enkel verzekerd is door zijn hoedanigheid van asielzoeker, een voortdurende belangstelling te eisen voor de procedure die hij heeft ingesteld, omdat het enkel die hoedanigheid van kandidaat-vluchteling is die zijn aanwezigheid op het grondgebied van het Koninkrijk verantwoordt.

A.3.2.8. Ten aanzien van het discriminerende karakter, inzonderheid van het nieuwe artikel 54, § 1, eerste lid, 4^o, merkt de memorie op dat het doel erin zou bestaan de vreemdelingen te beogen die zich hebben gemeld bij de grens van het Koninkrijk zonder in het bezit te zijn van de in artikel 2 van bovenvermelde wet vereiste documenten en die onwettig de plaats waar zij werden vastgehouden hebben verlaten om zo het grondgebied onwettig binnen te komen. Zonder die tekst, waarvan de onderscheiden draagwijdte ten opzichte van 1^o en 2^o van dezelfde bepaling wordt gepreciseerd, hadden de erin beoogde vreemdelingen niet aan de verplichtingen kunnen worden onderworpen die voortvloeien uit de artikelen 11 en 15 van de wet van 6 mei 1993.

De memorie van antwoord

A.3.3.1. De verzoekende partijen zetten in hun memorie van antwoord diverse elementen uiteen, onder meer de vermindering van de maatschappelijke dienstverlening, waaruit zou voortvloeien dat de administratieve inschrijving in een gemeente de bewegingsvrijheid, de vrijheid in een andere gemeente te verblijven alsmede de uitoefening van een beroepsactiviteit zal beperken.

A.3.3.2. De memorie betwist vervolgens de diverse verantwoordingen die door de Ministerraad worden gegeven om sommige asielzoekers verschillend te behandelen.

De doelstelling van een harmonieuze spreiding van de kandidaat vluchtelingen over de verschillende gemeenten van het Koninkrijk zou in tegenspraak zijn met de interpretatie die door de Ministerraad aan artikel 15 wordt gegeven, zodat de inschrijving ambtshalve geen adequate maatregel zou uitmaken.

De doelstellingen die erin bestaan de betaling van de maatschappelijke steun door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn te verzekeren alsmede de asielzoekers te kunnen contacteren, zouden door de bestreden bepalingen evenmin worden bereikt; bovendien merkt, wat de laatstgenoemde doelstelling betreft, de memorie op dat diverse bepalingen zowel van de wet van 15 december 1980 als van die van 6 mei 1993 de kennisgeving van de documenten op de woonplaats van de aanvrager en niet op zijn administratieve verblijfplaats handhaven, zodat die maatregel verstoeken zou zijn van objectieve en redelijke verantwoording.

Ten aanzien van de onbevoegdheid van de Raad van State om bepaalde beslissingen betreffende de kandidaat-vluchtelingen te schorsen (artikelen 8 (dat artikel 50 van de wet van 15 december 1980 wijzigt), 30, 3^o, 31 en 32 (die de artikelen 63/5 en 68 van dezelfde wet wijzigen en er een nieuw artikel 69bis in invoegen), en artikel 33 (dat artikel 70 van dezelfde wet wijzigt))

Argumentatie van de verzoekende partijen

A.4.1.1. Volgens de verzoekende partijen zou de wetgever door die bepalingen de asielzoekers de mogelijkheid hebben ontnomen voor de Raad van State de schorsing te vorderen van een maatregel die zij als onwettig beschouwen wanneer de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen het nuttig achtte dat de maatregel uitvoerbaar zou zijn niettegenstaande elk hoger beroep.

Die maatregel zou discriminerend zijn in vergelijking met alle andere bestuurshandelingen, betreffende zowel de Belgen als de vreemdelingen, die geschorst kunnen worden krachtens artikel 17 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, met name de maatregelen tot verwijdering genomen op basis van de artikelen 3.7 of 21 van de wet van 15 december 1980.

A.4.1.2. Volgens het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State zou het feit dat de kandidaat-vluchtelingen de schorsing niet kunnen verkrijgen van maatregelen waarvan zij de vernietiging voor de Raad van State vorderen, het recht schenden op daadwerkelijke rechtshulp in geval van inbreuk op de grondrechten, vastgesteld door het Verdrag van Genève (artikel 16, 1^o) en het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens (artikel 13 junctis de artikelen 3 en 8).

A.4.1.3. Het doel van die maatregel, dat zou zijn de duur van de gehele erkenningsprocedure te verkorten, zou er niet door zijn bereikt, in zoverre de achterstand in de behandeling van de asioldossiers zich voornamelijk zou voordoen bij de Dienst Vreemdelingenzaken en bij de dienst van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen zelf, en duidelijk minder bij de Vaste Commissie voor Beroep.

De schorsing zou de asielprocedure slechts verlengen in het geval dat zij door de Raad van State zou worden ingewilligd, dat wil zeggen in gevallen waarin onwettigheden zouden zijn begaan door het bestuur.

Bovendien zou het ontbreken van een schorsingsprocedure voor de Raad van State ertoe aanzetten de voorzitters van de rechtbanken die zitting houden in kort geding te adieren in de hoop dat, zoals sommigen reeds hebben gedaan, zij verklaren dat het verbod van het kort geding ter zake niet toepasselijk is wegens schending van diverse internationale oorkonden.

A.4.1.4. Volgens de verzoekende partijen kan het onderscheid dat door de betwiste bepalingen wordt gemaakt, niet als verantwoord worden aangemerkt, enerzijds, omdat schorsing veeleer mogelijk zou moeten zijn voor een verzoeker wiens leven of veiligheid in het gedrang is dan voor iemand die de schorsing vordert van welke andere handeling van bestuur dan ook die hem nadeel dreigt te berokkenen en, anderzijds, omdat die discriminatie in strijd zou zijn met de in A.3.2 aangehaalde internationale bepalingen.

De werkelijke verantwoording van die nieuwe bepalingen zou erin bestaan het bestuur te beschermen tegen een daadwerkelijke controle, door een rechtscollege, van de eventuele onwettigheden die het zou kunnen begaan; zij zouden derhalve de ontkenning zelf van de rechtsstaat betekenen.

Argumentatie van de Ministerraad

A.4.2.1. In hoofdorde beschouwt de Ministerraad het middel als niet ontvankelijk of althans niet gegrond wegens het ontbreken van belang. Die exceptie steunt op het feit dat de verzoekende partijen niet de vernietiging hebben gevorderd van de artikelen 25, 2^o en 3^o, van de wet van 6 mei 1993 die, in een aantal gevallen, het gerechtelijk kort geding opheffen, waarvan het Hof in zijn arrest nr. 20/93 heeft erkend dat de uitwerking gelijkwaardig is aan die van het administratief kort geding. De verzoekende partijen zouden aldus hun belang hebben verloren om de opheffing van het administratief kort geding te betwisten.

A.4.2.2. In ondergeschikte orde betwist de memorie het discriminerende karakter van de genoemde bepalingen.

A.4.2.3. Allereerst wordt onderstreept dat de vreemdeling die bedreigd wordt door een maatregel tot verwijdering in een zeer verschillende situatie verkeert ten opzichte van de vreemdeling die in kennis wordt gesteld van een beslissing waarbij hem een bouwvergunning wordt geweigerd, zodat procedureverschillen kunnen worden ingevoerd.

A.4.2.4. De Ministerraad betoogt dat het heronderzoek dat voor de asielzoeker openstaat wiens aanvraag om erkenning als vluchteling een eerste maal niet ontvankelijk werd verklaard, overigens waarborgen biedt en dergelijke gevolgen inhoudt dat het verantwoord is dat de bevestigende beslissing op een aanvraag die tweemaal niet ontvankelijk werd bevonden, in sommige gevallen uitvoerbaar kan worden verklaard niettegenstaande elk hoger beroep terwijl bepaalde andere vreemdelingen de schorsing kunnen vorderen van de maatregel die op hen betrekking heeft.

De verschillende karakteristieken van de procedure voor de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen zouden het duidelijke onderscheid verantwoorden dat wordt gemaakt tussen, enerzijds, de situatie van de vreemdeling die het voorwerp heeft uitgemaakt van een maatregel die uitsluitend vatbaar is voor een gewoon beroep tot schorsing en tot vernietiging voor de Raad van State of die een vordering tot herziening heeft ingesteld, en, anderzijds, die van de asielzoeker die het voorwerp uitmaakt van een beslissing die vatbaar is voor een dringend beroep bij de Commissaris-generaal. Het voormelde beroep zou, volgens de Ministerraad, belangrijke waarborgen vertonen en gevolgen inhouden die op zijn minst gelijkwaardig zijn aan het beroep tot schorsing.

De memorie merkt immers achtereenvolgens de indeplaatsstelling op van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen om uitspraak te doen over de dringende aanvragen tot heronderzoek, zijn onafhankelijkheid ten aanzien van de Minister, het feit dat, in tegenstelling met de aanvragen tot herziening, een andere overheid optreedt in de procedure van dringend heronderzoek, alsook de doeltreffendheid van het beroep vermits het de Commissaris een vernietigingsbevoegdheid verleent en het beroep zelf schorsend is.

De Ministerraad onderstreept eveneens de procedurewaarborgen, met name de aanwezigheid van de raadsman van de vluchteling, van een tolk, en de eisen ten aanzien van de motivering van de beslissing.

A.4.2.5. De memorie verantwoordt artikel 8, 3^o (opheffing van het administratief kort geding tegen een weigering die volgt op een tweede aanvraag) door het feit dat de wetgever achtereenvolgende beroepen heeft willen vermijden die uitsluitend worden ingesteld om dilatoire redenen, wanneer de aangevoerde nieuwe feiten identiek zijn aan die welke reeds werden aangevoerd en zij een eerste keer zowel door de Minister als door de Commissaris-generaal werden verworpen.

A.4.2.6. De Ministerraad onderstreept dat het Hof niet rechtstreeks de niet-naleving van internationale bepalingen kan toetsen en zet de redenen uiteen waarom die welke door de verzoekende partijen worden aangehaald, niet zouden zijn geschonden.

A.4.2.7. Artikel 16 van het Verdrag van Genève betreffende de status van vluchtelingen zou geen betrekking hebben op de asielzoekers, die beoogd worden door de betwiste bepalingen, maar uitsluitend op de vluchtelingen.

A.4.2.8. Overigens zou artikel 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens niet zijn geschonden, om verschillende redenen. Allereerst omdat het niet het asielrecht zou vaststellen zoals de memorie ontwikkelt. Vervolgens, gesteld zelfs dat het asielrecht door het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens wordt gewaarborgd, dan nog is de beslissing van niet-ontvankelijkheid van de hoedanigheid van vluchteling vatbaar voor een beroep, aangezien het dringend beroep beschouwd moet worden als daadwerkelijke rechtspraak, zelfs zonder jurisdictioneel te zijn, zowel volgens de rechtsleer als volgens de rechtspraak van de Europese Commissie voor de Rechten van de Mens.

A.4.2.9. Wat de schending betreft van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens merkt de memorie op dat, volgens een vaste rechtspraak van de Europese Commissie voor de Rechten van de Mens, de mogelijkheid voor een vreemdeling zich al dan niet op het grondgebied van een Staat te bevinden, net zoals de beslissingen betreffende een asielaanvraag, vreemd is aan artikel 6 van het Verdrag.

A.4.2.10. Tenslotte stelt, wat de schending van artikel 3 van hetzelfde Verdrag betreft, de memorie dat de asielzoeker wiens verzoek wordt afgewezen, voor wie de Commissaris-generaal heeft vastgesteld dat de asielaanvraag niet ontvankelijk was en omtrent wie hij bovendien verklaart dat deze naar de grens van het land zou kunnen worden teruggeleid waar volgens zijn zeggen zijn leven of zijn vrijheid zou worden bedreigd, niet voldoet aan de vereisten die gesteld worden door de rechtspraak betreffende het voormelde artikel 3.

A.4.2.11. Die maatregelen beogen de toevloed van de asielzoekers te verminderen door de duur van de erkenning te verkorten en door het te laten weten bij de asielzoeker, de schorsingsprocedure zou de erkenningsduur aanzienlijk verlengen, aangezien slechts een zeer geringe minderheid van arresten binnen de wettelijke termijn van vijftienveertig dagen wordt uitgesproken.

De memorie van antwoord

A.4.3.1. Ten aanzien van het ontbreken van belang bij het middel, afgeleid uit het feit dat de verzoekende partijen niet de artikelen 25, 2^o, en 34 van de wet van 6 mei 1993 betwisten, merken zij in hun memorie van antwoord allereerst op dat artikel 25, 2^o, slechts een vormwijziging bevat en dat bovendien de opheffing van de bevoegdheid van de rechter in kort geding niet uit het behoud van artikel 63 van de wet van 15 december 1980 voortvloeit, maar wel uit de exclusieve bevoegdheid die aan de Raad van State is toegewezen om de door hem vernietigbare handelingen te schorsen.

De opheffing van artikel 70bis van de wet van 15 december 1980 door artikel 34 is verantwoord door het feit dat de Minister niet meer bevoegd is om de maatregel te nemen die door artikel 70bis werd beoogd.

A.4.3.2. Ten aanzien van het verschil in behandeling dat door de voormelde bepalingen tot stand wordt gebracht, onderstreept de memorie dat indien er een aangelegenheid bestaat waarin de schorsing van een verwijderingsmaatregel essentieel is opdat een latere vernietiging nog een effect kan hebben, dat precies is wanneer het erom gaat een asielzoeker naar het land terug te wijzen dat hij is ontvlucht en waar volgens hem zijn leven of zijn vrijheid in gevaar zijn; dat was trouwens de bestaansreden van het voormelde artikel 70 bis.

Hoewel de verzoekende partijen niet betwisten dat de asielzoeker zich in een meer gunstige situatie bevindt dan de vreemdeling die beoogd wordt door een maatregel genomen ter uitvoering van artikel 3 of 7, vergelijken zij daarentegen zijn situatie met die van vreemdelingen die beoogd worden door een maatregel die genomen wordt ter uitvoering van artikel 11 of aan wie het statuut van gelijkgestelde met de vluchteling werd geweigerd, die over een administratief kort geding beschikt na uitputting van het administratief beroep.

De memorie betwist dat het dringend beroep dat bij de Commissaris-generaal wordt georganiseerd, de door de Ministerraad aangevoerde procedurewaarborgen zou bieden, anders dan die welke de procedure van herziening omgeven die de memorie opsomt. In tegenstelling met deze laatste zou de Commissaris-generaal optreden als administratieve overheid, zou de aanvrager verhoord worden door een ambtenaar, zou de advocaat geen kennis hebben van het dossier.

A.4.3.3. Wat artikel 8, 3^o, betreft, betwist de memorie het antwoord dat door de Ministerraad wordt gegeven in zoverre het vooronderstelt dat de gemachtigde van de Minister nooit ten onrechte de voormelde bepaling zou toepassen, wat des te meer twijfelachtig is daar dit een ambtenaar van rang 22 kan zijn. Volgens de verzoekende partijen kan men weliswaar begrijpen dat in geval van nieuwe aanvraag niet in een nieuw schorsend dringend beroep bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen is voorzien, maar verantwoordt niets daarentegen de opheffing van het administratief kort geding bij de Raad van State, dat bedoeld is om na te gaan of in een geval dat zeer ernstige gevolgen kan hebben voor het individu, de wet door de administratie werd geëerbiedigd.

A.4.3.4. Ten aanzien van artikel 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens merkt de memorie op dat een minimum van rechten van de verdediging moet worden gewaarborgd opdat men kan spreken van daadwerkelijke rechtshulp. Tevens wordt opgemerkt dat, niettegenstaande de termen van de wet en gelet op de niet overeenstemming ervan met het internationale recht, de Raad van State en de rechter in kort geding een vordering tot schorsing van een maatregel tot verwijdering die door de Commissaris-generaal is bevestigd en uitvoerbaar is verklaard niettegenstaande elk hoger beroep, respectievelijk ontvankelijk verklaard en zich te dien aanzien bevoegd verklaard hebben.

Ten aanzien van de kamers met één lid en de bijzondere rechtspleging voor de Raad van State inzake vreemdelingenrecht (artikel 33, tweede lid (dat artikel 70 van de wet van 15 december 1980 wijzigd) en artikel 38 (dat artikel 90 van de op 12 januari 1973 gecordineerde wetten op de Raad van State wijzigd))

Argumentatie van de verzoekende partijen

A.5.1. Volgens de verzoekende partijen zouden de bijzondere rechtspleging en het stelsel van de kamer met één rechter (behoudens facultatieve beslissing genomen door de eerste voorzitter) geen discriminatie tussen Belgen en vreemdelingen uitmaken, maar wel een discriminatie tussen vreemdelingen, die steunt op de aard van de bestuurshandeling waarvan zij de wettigheid betwisten.

Het verzoekschrift betwist de pertinentie van het aangevoerde motief het feit dat in andere hypothesen in een kamer met één rechter zou zijn voorzien, en stelt dat het ertoe leidt dat de vorderingen betreffende het vreemdelingenrecht gelijkgesteld worden met de kennelijk niet gegronde aanvragen, waarop de andere hypothesen van beroep op een kamer met één rechter betrekking hebben.

Argumentatie van de Ministerraad

A.5.2. De Ministerraad stelt dat de verzoekende partijen slechts kritiek uitoefenen op artikel 38 en op de kamers met één lid die erdoor worden ingevoerd, en merkt op dat die bepaling toepasselijk is op alle vreemdelingen en zij verantwoord is door de achterstand die op het niveau van de Raad van State inzake vreemdelingenrecht bestaat; overigens zou er geen reden zijn om de onpartijdigheid en de beroepsernst van de alleenrechtspreekende rechter in twijfel te trekken.

De memorie van antwoord

A.5.3. De memorie merkt op dat zowel de invoering van de kamer met één lid als de machtiging een bijzondere rechtspleging voor te schrijven worden betwist; het argument van de gerechtelijke achterstand zou niet pertinent zijn in zoverre de kamers met één lid slechts inzake vreemdelingen zouden zijn ingesteld.

Ten aanzien van de mogelijkheid van vasthouding, op een bepaalde plaats, van kandidaat-vluchtelingen aan wie de toegang tot het nationale grondgebied of de toelating om te verblijven werd geweigerd (artikel 36, dat een artikel 74/6 invoegt in de wet van 15 december 1980)

Argumentatie van de verzoekende partijen

A.6.1.1. Op basis van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, volgens hetwelk de bepaling, die toen in het ontwerp stadium verkeerde, herzien moest worden om rekening te houden met artikel 31; tweede lid, van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, zetten de verzoekende partijen het doel uiteen dat door de wetgever wordt nagestreefd, te weten te vermijden dat de asielzoekers van wie de aanvraag in een eerste fase van de procedure werd verworpen, onderduiken.

A.6.1.2. Om het onverantwoorde karakter van die maatregel tot vasthouding op een bepaalde plaats te staven, beroept het verzoekschrift zich op het arrest van het Hof nr. 20/93, waaruit zou voortvloeien dat een dergelijke maatregel, die geldt ten aanzien van asielzoekers die reeds in het land zijn, buitensporig zou zijn. Behalve dat hij hun privé- en hun gezinsleven en hun rechten van de verdediging zou raken, zou hij zelfs, gelet op zijn gevolgen, het aantal illegalen veeleer verhogen in plaats van het te verminderen.

A.6.1.3. Die maatregel zou discriminerend zijn ten opzichte van het lot dat wordt voorbehouden aan de andere vreemdelingen (niet asielzoekers) die het voorwerp uitmaken van maatregelen tot terugdrijving of uitzetting. Immers, wat het bevel het grondgebied te verlaten betreft, is ofwel de vasthouding meer beperkt in de tijd (bevel dat steunt op artikel 7) ofwel is ze uitgesloten (bevel dat steunt op de artikelen 11, 13 en 61). Een dergelijke maatregel zou ook uitgesloten zijn in geval van uitzetting of terugwijzing.

De vreemdelingen aan wie kennis is gegeven van een beslissing tot weigering van verblijf met bevel het grondgebied te verlaten, een beslissing tot terugwijzing of een verwerping van een aanvraag om toelating tot vestiging met bevel het grondgebied te verlaten, kunnen niet het voorwerp uitmaken van een vrijheidsberovende maatregel tijdens de duur van het onderzoek van een aanvraag om herziening, behoudens op beslissing van de Minister zelf en « wanneer uitzonderlijk ernstige omstandigheden zulks wettigen » (artikel 67).

A.6.1.4. Tenslotte wijzen de verzoekende partijen erop dat een discriminatie in het leven wordt geroepen tussen de gewone vluchtelingen en de personen die gelijkgesteld worden met de vluchtelingen in de zin van artikel 57 van de wet, waarbij de laatstgenoemden niet het voorwerp kunnen uitmaken van een maatregel tot vasthouding.

Argumentatie van de Ministerraad

A.6.2.1. De Ministerraad merkt op dat artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980 ertoe machtigt asielzoekers op een bepaalde plaats vast te houden wier aanvraag tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een eerste of een tweede beslissing van niet ontvanke-lijkheid, zowel bij de grens als in het Koninkrijk, voor zover die vasthouding noodzakelijk is om de effectieve verwijdering van het grondgebied te waarborgen; die vasthouding mag niet langer dan twee maanden duren en is vatbaar voor een gerechtelijk beroep; zij mag niet verward worden met de vasthouding die gelast wordt krachtens artikel 74/5.

A.6.2.2. De Ministerraad stelt dat artikel 74/6 geen discriminatie bevat, in zoverre de wet van 15 decem-ber 1980 in talrijke gevallen zou voorzien waarin de vreemdelingen van hun vrijheid kunnen worden beroofd : achtereenvolgens worden de hypothesen ontwikkeld die beoogd worden door de artikelen 7, derde lid; 25; 27, derde lid; 54, § 2; 63/6; 74 en 74/5. Uit die opsomming zou blijken dat telkens als een verwijderingsbeslissing door de Minister of diens gemachtigde wordt genomen, wat het geval is in de bij artikel 74/6 beoogde hypothese, tot een hechtens of tot een vasthouding kan worden beslist, zodat de voormelde bepaling niet discriminerend zou zijn.

A.6.2.3. Ten aanzien van de discriminatie tussen de asielzoeker die een dringend beroep instelt bij de Commissaris generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen en de vreemdeling die een verzoek tot herziening indient conform de artikelen 65 en 66, ontwikkelt de Ministerraad de gelijknissen tussen de twee procedures, aangezien het beroep dat openstaat voor de Commissaris-generaal volgens hem gunstiger is gelet op de waarborgen die het biedt. Te vergelijken zijn met name het schorsende karakter van de twee beroepen en de mogelijkheid van vrijheidsberovende maatregelen. Daartegenover staat dat, anders dan bij het verzoek tot herziening, het beroep dat voor de Commissaris-generaal wordt gebracht, voor een andere overheid wordt gebracht dan die welke de betwiste beslissing heeft genomen.

A.6.2.4. De discriminatie tussen, enerzijds, de vreemdelingen die de hoedanigheid van vluchteling opeisen en die een dringend beroep bij de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen hebben ingesteld en, anderzijds, de vreemdeling aan wie de hoedanigheid van gelijkgestelde met vluchteling werd geweigerd en die een verzoek tot herziening conform artikel 64, eerste lid, 7^o, van de wet heeft ingesteld, wordt door de Ministerraad om dezelfde redenen betwist als die welke hiervoor werden opgemerkt, aangezien de twee mogelijke beroepen ruimschoots gelijksoortig zijn.

A.6.2.5. De Ministerraad betwist tenslotte de pertinentie van de verwijzing die door de verzoekende partijen wordt gemaakt naar B.4.2 van het arrest van het Hof nr. 20/93. Hij merkt op dat de situatie van de asielzoekers die het voorwerp uitmaken van een maatregel van vasthouding krachtens artikel 74/5 van de wet, fundamenteel verschillend is van de situatie van de vreemdeling die wordt vastgehouden conform artikel 74/6, en dat de vasthouding krachtens deze laatste bepaling voor hem gunstiger is om diverse redenen, onder meer in zoverre die vatbaar is voor een gerechtelijk beroep.

De memorie van antwoord

A.6.3. Wat het argument betreft volgens hetwelk de wet van 15 december 1980 veel andere hypothesen zou bevatten waarin de vreemdelingen van hun vrijheid kunnen worden beroofd, betwist de memorie van antwoord allereerst de vergelijking die wordt gemaakt met artikel 7, derde lid, dat, enerzijds, clandestiene, delinquente vreemdelingen of vreemdelingen die in België komen om frauduleus te werken betreft, welke, anderzijds, het voorwerp uitmaken van een beslissing tot terugdrijving die definitief is geworden, in tegenstelling tot de asielzoekers van wie de procedure aan de gang is.

De artikelen 25, 27, 52bis, 54 en 63/5 zouden slechts toepasselijk zijn voor zover ernstige uitzonderlijke omstandigheden het verantwoorden. Na zich te hebben beroepen op het arrest van het Hof nr. 20/93 wat artikel 74/5 betreft, besluit de memorie dat de wet geenszins voorschrijft dat telkens als een beslissing tot verwijdering wordt genomen, tot hechtens of vasthouding kan worden overgegaan; integendeel, afgezien van het geval van de asielzoekers die bij de grens moeten wachten op een beslissing die het hun mogelijk maakt het grondgebied binnen te komen, kan een hechtens nooit worden overwogen ten aanzien van een vreemdeling die het voorwerp uitmaakt van een maatregel tot beslissing van ontzegging van verblijf of tot verwijdering waartegen de wet in een schorsend beroep voorziet, behalve indien uitzonderlijke ernstige omstandigheden het verantwoorden.

— B —

Ten aanzien van het belang

B.1.1. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat dit belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat dit maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd, wat moet blijken uit de concrete en duurzame werking van de vereniging, zowel in het verleden als in het heden.

B.1.2. De vereniging zonder winstoogmerk « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », heeft volgens artikel 2 van haar statuten tot doel de strijd tegen racisme, antisemitisme en xenofobie. Zij « roept tot eensgezindheid en actie op, al diegenen die zich willen verzetten tegen discriminatie, haat, vooroordelen, op basis van ras, taal, afkomst of filosofische gezindheid, en die de vriendschap en vrede onder de volkeren, de gelijkheid en broederlijkheid onder de mensen willen laten zegevieren ».

B.1.3. De vereniging zonder winstoogmerk « Syndicat des avocats pour la démocratie », heeft met name tot doel :

« 1^o de rechten van de verdediging te bevorderen en te waarborgen en daartoe zowel de advocaten als de andere burgers individuele, politieke, economische en sociale vrijheden en fysieke integriteit te verzekeren;

2^o voor met name de meest noodlijdende burgers of slachtoffers van inbreuken op de mensenrechten de toegang tot het beste recht en een democratische, moderne en menselijke justitie te bevorderen en te waarborgen;

3^o te ijveren voor de naleving van de openbare en individuele grondrechten en fundamentele vrijheden, met name tegen elk misbruik van de overheid en van elk gezag ».

B.1.4. Elk van die twee verzoekende verenigingen streeft een doelstelling na die niet met het algemeen belang noch met het individuele belang van haar leden samenvalt. Hun maatschappelijk doel wordt werkelijk nagestreefd, zoals blijkt uit de activiteiten die zij uitoefenen. De bepalingen die zij bestrijden betreffen de doelstellingen die zij nastreven. Hun raden van bestuur, waaraan hun statuten de bevoegdheid verlenen in hun naam in rechte op te treden, hebben de beslissing het huidige beroep in te stellen, genomen respectievelijk op 13 september 1993 (« Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ») en op 5 juni 1993 (« Syndicat des avocats pour la démocratie »). Hun statuten zijn bekendgemaakt in de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad*, respectievelijk op 5 februari 1976 en 24 maart 1988.

De exceptie in verband met het gebrek aan belang van de « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » en de « Syndicat des avocats pour la démocratie » kan niet worden aangenomen.

B.1.5. Naar luid van haar statuten, heeft de vereniging zonder winstoogmerk « Association Droit des gens » tot doel :

« het bevorderen van een vreedzame en harmonieuze coëxistentie tussen de staten, het aanmoedigen van de universele eerbiediging van de rechten van het individu en de volkeren en het versterken van de rol van België op dat vlak;

het ontwikkelen bij de Belgische, voornamelijk volwassen bevolking van een bewustwording en een kritische kennis van de maatschappelijke werkelijkheid in al haar aspecten, het analytisch vermogen, het vermogen tot kiezen, handelen en oordelen en een houding van verantwoordelijkheid en actieve deelname aan het sociaal, economisch, cultureel en politiek leven.

Daartoe zal de vereniging middelen ontwikkelen en gebruiken om de internationale rechtsregels te vulgariseren, met inbegrip van het humane recht, en zal ze studies uitvoeren over onderwerpen die betrekking hebben op het internationaal recht ».

Een maatschappelijk doel dat zo ruim is omschreven is niet van een bijzondere aard en derhalve is het niet onderscheiden van het algemeen belang.

Het door de vereniging zonder winstoogmerk « Association Droit des gens » ingestelde beroep moet derhalve als niet-ontvankelijk worden aangezien.

Ten aanzien van de exceptie in verband met de niet-naleving van artikel 10 van de wet van 27 juni 1921 en ten aanzien van de toepassing van artikel 26 van de genoemde wet

B.1.6. De Ministerraad verwijt aan de vereniging zonder winstoogmerk « Syndicat des avocats pour la démocratie » in 1993 de lijst van haar leden niet te hebben neergelegd op de griffie van de burgerlijke rechtbank te Brussel.

De vereniging zonder winstoogmerk « Syndicat des avocats pour la démocratie » heeft een voor echt verklaard uittreksel uit de notulen van de vergadering van haar raad van bestuur van 6 september 1993 neergelegd, naar luid waarvan :

« De raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk ' Syndicat des avocats pour la démocratie ', verenigd met de meerderheid van de leden, vaststellend dat er geen wijziging is in de lijst van de leden van de vereniging zoals die voor het laatst is opgesteld en neergelegd, beslist dat er geen reden is om een nieuwe ledenlijst neer te leggen, overeenkomstig artikel 10 van de wet op de verenigingen zonder winstoogmerk ».

De Ministerraad betwist de juistheid van dat stuk niet.

De exceptie van niet-ontvankelijkheid kan dan ook niet worden aangenomen.

B.1.7. De Ministerraad voert tenslotte aan dat de vereniging zonder winstoogmerk « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » niet « de nationaliteit van haar leden, noch de inschrijving van haar vreemde leden in het bevolkingsregister » heeft vermeld op de ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg neergelegde lijst.

B.1.8. Indien het nalaten van de bij artikel 10 van de wet van 27 juni 1921 vereiste formaliteiten tot de sanctie kan leiden waarin artikel 26 van dezelfde wet voorziet, zou het overtrokken zijn die sanctie toe te passen op een onjuistheid of een vergetelheid van minder belang terwijl de publikatie zelf, voor wat wezenlijk is, is volbracht.

In het huidige geval ontbreken enkel de vermelding van de nationaliteit van de leden en die van de inschrijving in het bevolkingsregister van hen die niet Belg zijn.

B.1.9. Artikel 26, tweede lid, van de wet van 27 juni 1921, gewijzigd bij artikel 10 van de wet van 28 juni 1984 betreffende sommige aspecten van de toestand van de vreemdelingen en houdende invoering van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, belet een vereniging zich op haar rechtspersoonlijkheid te beroepen ten aanzien van derden « wanneer drie vijfden van de leden niet de Belgische nationaliteit bezitten dan wel geen in het Rijk gevestigde vreemdelingen zijn, ingeschreven in het bevolkingsregister en verblijf houdende in België ».

Die bepaling wijst op de wil van de wetgever om de sanctie van de niet-tegenstelbaarheid van de rechtspersoonlijkheid te verbinden aan de schending van de grondregel die zij vaststelt en niet aan elk weglaten van de vermeldingen die ten aanzien van de buitenlandse leden van een vereniging worden geëist.

De vereniging zonder winstoogmerk « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » bevestigt in een brief van 11 maart 1994, toegevoegd aan haar memorie, dat al haar effectieve leden Belg zijn of dat, als zij vreemdelingen zijn, zij regelmatig zijn ingeschreven in het bevolkingsregister.

De Ministerraad beweert niet dat de in het tweede lid van artikel 26 van de wet van 27 juni 1921 neergelegde grondregel miskend zou zijn. De in het eerste lid van hetzelfde artikel voorgeschreven sanctie moet dan ook niet worden toegepast.

De exceptie van niet-ontvankelijkheid kan niet worden aangenomen.

B.1.10. Bijgevolg is het beroep ontvankelijk wat betreft de « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » en het « Syndicat des avocats pour la démocratie »

Ten gronde

Ten aanzien van de verhouding tussen artikel 191 (vroeger artikel 128) en de artikelen 10 en 11 (vroegere artikelen 6 en 6bis) van de Grondwet

B.2. Artikel 191 (vroeger 128) van de Grondwet bepaalt :

« Iedere vreemdeling die zich op het grondgebied van België bevindt, geniet de bescherming verleend aan personen en aan goederen, behoudens de bij de wet gestelde uitzonderingen. »

Hieruit volgt dat een verschil in behandeling waardoor een vreemdeling benadeeld wordt, enkel door de wetgever kan worden ingesteld. Artikel 191 heeft niet tot doel de wetgever ertoe te machtigen, wanneer hij een dergelijk verschil invoert, zich te onttrekken aan de eerbiediging van de fundamentele beginselen die in de Grondwet zijn verankerd. Dat artikel brengt dit trouwens uitdrukkelijk in herinnering door, in het begin ervan, als regel te stellen dat de vreemdeling die zich op het grondgebied bevindt, « de bescherming (geniet) verleend aan personen en goederen ». Uit artikel 191 vloeit derhalve geenszins voort dat de wetgever, wanneer hij een verschil in behandeling invoert ten nadele van vreemdelingen, zou vermogen er niet over te waken dat dat verschil niet discriminerend zou zijn, ongeacht de aard van de in het geding zijnde beginselen.

B.3. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

Ten aanzien van de artikelen 11 en 15 van de wet van 6 mei 1993, die respectievelijk artikel 52 van de wet van 15 december 1980 wijzigt en artikel 54 van die wet vervangt

B.4.1. Niettegenstaande het dictum van het verzoekschrift tot vernietiging, dat artikel 11 in zijn geheel beoogt, vloeit uit de inhoud ervan voort dat de verzoekende partijen slechts het 3^o van dat artikel bekritisieren. Het Hof zal dan ook zijn onderzoek tot artikel 11, 3^o, van de wet van 6 mei 1993 beperken.

B.4.2. Artikel 54 van de wet van 15 december 1980, vervangen bij artikel 15 van de wet van 6 mei 1993, bepaalt :

« § 1. De Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of diens gemachtigde kan de plaats bepalen waar de vreemdelingen worden ingeschreven die :

1^o het Rijk binnengekomen zijn zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden en die de hoedanigheid van vluchteling hebben aangevraagd;

2^o zich aan de grens hebben aangemeld zonder in het bezit te zijn van de in artikel 2 vereiste documenten en die zich vluchteling hebben verklaard bij de met de grenscontrole belaste overheden;

3^o de hoedanigheid van vluchteling hebben aangevraagd nadat hun machtiging om te verblijven is verstreken;

4^o zich vluchteling hebben verklaard en zich in een welbepaalde plaats, gelegen in het grensgebied of in hiermee gelijkgestelde plaatsen hebben bevonden, zoals bepaald in titel IIIter van deze wet.

De inschrijving op een bepaalde plaats duurt totdat definitief is beslist over de aanvraag tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling of totdat het bevel om het land te verlaten is uitgevoerd.

Bij de inschrijving op een bepaalde plaats houdt de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of diens gemachtigde rekening met :

1^o de bezettingsgraad van de opvangcentra voor asielzoekers;

2^o een harmonieuze spreiding over de gemeenten volgens de criteria bepaald bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

§ 2. In uitzonderlijk ernstige omstandigheden kan de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, indien hij zulks nodig acht voor de handhaving van de openbare orde of de veiligheid van het land, de betrokkene voorlopig ter beschikking stellen van de Regering. »

Artikel 52, § 2, 5^o, van de wet van 15 december 1980, aangevuld bij artikel 11, 3^o, van de wet van 6 mei 1993, bepaalt :

« § 2. De Minister van Justitie of diens gemachtigde kan beslissen dat de vreemdeling die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden, die zich vluchteling verklaart en vraagt als dusdanig erkend te worden, niet toegelaten zal worden in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven :

(...)

5^o wanneer de vreemdeling bedoeld in artikel 54, § 1, eerste lid, zich gedurende minstens één maand onttrekt aan de meldingsplicht waarvan de nadere regels bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden bepaald. »

B.4.3. De betwiste bepalingen staan, enerzijds, de bevoegde Minister of diens gemachtigde toe de plaats te bepalen waar de kandidaat vluchtelingen die tot één van de vier in het eerste lid vermelde categorieën behoren worden ingeschreven (artikel 54, § 1) en staan hem toe, anderzijds, aan diezelfde kandidaat-vluchtelingen te ontzeggen in die hoedanigheid in het Koninkrijk te verblijven, indien zij zich gedurende ten minste één maand onttrekken aan de meldingsplicht met de organisatie waarvan de Koning is belast (artikel 52, § 2, 5^o).

Het aldus gemaakte onderscheid tussen de vreemdelingen die in België vermogen te verblijven uitsluitend omdat zij zich vluchteling verklaren en die aan die dubbele maatregel zijn onderworpen, enerzijds, en de andere vreemdelingen, met inbegrip van de andere asielzoekers, anderzijds, werd als volgt verantwoord :

« Een tweede maatregel die wordt voorgesteld is het invoeren van de mogelijkheid om asielzoekers die geen titel hebben om in het land te verblijven maar die zich op het grondgebied bevinden in afwachting van het resultaat van hun asielaanvraag, verplicht in te schrijven op een bepaalde plaats, hetzij in het Klein-Kasteeltje, hetzij in een opvangcentrum, hetzij in een bepaalde gemeente. Tevens moet de asielzoeker zich daar regelmatig melden zonder dat hij evenwel gehinderd wordt in zijn vrijheid van komen en gaan. De asielaanvraag van een kandidaat vluchteling die zich niet schikt naar de voorgeschreven meldingsplicht, zal kunnen onontvankelijk worden verklaard. Hierdoor zal onder meer een oplossing worden geboden voor het probleem van de kandidaat politieke vluchtelingen die in feite onvindbaar zijn geworden terwijl de procedure tot erkenning nog steeds loopt. Door de invoering van een meldingsplicht wordt van de asielzoeker een blijvende belangstelling voor het bekomen van het asiel geëist. » (Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 555/2, p. 10).

De Minister beklemtoonde eveneens, in de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

« Ook uit veiligheidsoverwegingen is het onontbeerlijk te weten waar elke vreemdeling gevestigd is.

(...)

(...), het vreemdelingenregister van elke gemeente (zal) in orde worden gebracht, aangezien de Minister de plaats zal kunnen bepalen waar de vreemdeling wordt ingeschreven. Een vreemdeling zal dan ook maar in één gemeente kunnen worden ingeschreven. » (Gedr. St., Kamer, 1992-1993, nr. 903/5, p. 51)

B.4.4. Dat onderscheid steunt op objectieve criteria. De wetgever heeft, wettig, de asielzoeker die « precair » verblijf houdt administratief willen lokaliseren op één en één enkele plaats gedurende het onderzoek van zijn aanvraag, zich zodoende verzekerd zowel van zijn belangstelling ten aanzien ervan als van de efficiëntie van de maatregelen die het vereist of kan impliceren.

Door te voorzien in de inschrijving ambtshalve en de meldingsplicht van de kandidaat vluchtelingen beoogd in artikel 54, § 1, eerste lid, heeft de wetgever een maatregel genomen die zowel adequaat is ten opzichte van de doelstellingen die hij nastreefde, als niet onevenredig, aangezien slechts de vreemdelingen beoogd worden die in België verblijven alleen wegens hun aanvraag om erkenning van het statuut van vluchteling.

B.4.5. Volgens de verzoekende partijen zouden die maatregelen niet kunnen worden verantwoord doordat zij diverse internationale bepalingen schenden, te weten artikel 31 van het Verdrag van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen, artikel 2 van het Protocol nr. 4 bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en de Politieke Rechten.

Die internationale bepalingen hebben dit gemeenschappelijk, dat zij, onder voorbehoud van de beperkingen die zij preciseren, het vrij verkeer van de personen die zij beogen waarborgen alsmede, wat de laatste twee bepalingen betreft, de vrije keuze van hun verblijf.

B.4.6. Het nieuwe artikel 54, § 1, van de wet van 15 december 1980 machtigt de bevoegde Minister een administratieve inschrijving in te stellen die op zich de uitoefening van het recht zich vrij te verplaatsen en in vrijheid woonplaats te kiezen niet beperkt.

Weliswaar zou de combinatie van bedoeld artikel 54, § 1, met artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, dat bepaalt dat de inschrijving in de bevolkingsregisters moet geschieden in de gemeente waar de betrokkene zijn hoofdverblijf heeft, kunnen leiden tot een beperking van de uitoefening van het recht om in vrijheid woonplaats te kiezen.

Een dergelijke beperking is evenwel niet strijdig met de aangehaalde internationaalrechtelijke bepalingen, vermits, enerzijds, artikel 31.2 van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 betreffende de status van vluchtelingen toestaat aan de bewegingsvrijheid van vreemdelingen die zich vluchteling verklaren beperkingen op te leggen, voor zover die noodzakelijk zijn, en, anderzijds, zowel artikel 2 van het Protocol nr. 4 bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens als artikel 12 van het Internationaal Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke Rechten aan de wetgever toestaan de uitoefening van het recht in vrijheid verblijfplaats te kiezen te beperken, indien die beperking in een democratische samenleving nodig is, onder meer ter bescherming van de nationale veiligheid of ter handhaving van de openbare orde.

Ten deze beantwoordt de administratieve inschrijving van vreemdelingen die in België vermogen te verblijven uitsluitend wegens hun aanvraag om erkenning van het statuut van vluchteling, aan de vereiste van noodzakelijkheid die door de voormelde bepalingen is geformuleerd.

B.4.7. De aan de niet-naleving van de meldingsplicht verbonden sanctie dit is de mogelijkheid voor de bevoegde Minister of zijn gemachtigde de vreemdeling die zich vluchteling verklaart niet toe te laten in die hoedanigheid in het Rijk te verblijven - kan niet worden aangezien als kennelijk onevenredig, vermits de wetgever, in het belang zelf van de betrokkene, vermag te eisen dat die op een regelmatige wijze medewerking verleent aan het onderzoek van zijn aanvraag.

B.4.8. Bijgevolg schenden de artikelen 11, 3^o, en 15 van de wet van 6 mei 1993 niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (vroegere artikelen 6 en 6bis).

Ten aanzien van artikel 8 (dat artikel 50 van de wet van 15 december 1980 wijzigt), 30, 3^o, 31 en 32 (die de artikelen 63/5 en 68 van dezelfde wet wijzigen en er een nieuw artikel 69bis in invoegen), en ten aanzien van artikel 33 (dat artikel 70 van dezelfde wet wijzigt)

B.5.1. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, moeten de middelen van het verzoekschrift te kernnen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden geschonden zijn, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

Die vereisten worden verantwoord, enerzijds, door de verplichting voor het Hof om dadelijk na de ontvangst van het beroep te onderzoeken of het niet klaarblijkelijk niet ontvankelijk of klaarblijkelijk ongegrond is ofwel of het Hof niet klaarblijkelijk onbevoegd is om er kennis van te nemen, en, anderzijds, door de verplichting voor de partijen die op de argumenten van de verzoekers wensen te antwoorden, om dit te doen bij een enkele memorie en binnen de op straffe van niet-ontvankelijkheid vastgestelde termijnen.

De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 31 van de wet van 6 mei 1993 zonder evenwel te preciseren in welk opzicht die bepaling de artikelen 10 en 11 (vroegere artikelen 6 en 6bis) van de Grondwet zou schenden. Bijgevolg is het beroep niet ontvankelijk in zoverre het dat artikel betreft.

B.5.2. Niettegenstaande het dictum van het verzoekschrift, dat artikel 8, artikel 30, 3^o, en de artikelen 32 en 33 in hun geheel beoogt, vloeit uit de uiteenzetting van het middel voort dat de verzoekende partijen hun kritiek beperken tot de volgende bepalingen van de wet van 6 mei 1993: artikel 8, 3^o; artikel 30, 3^o, in zoverre het een vijfde lid aan artikel 63/5 van de wet van 15 december 1980 toevoegt; artikel 32, uitsluitend wat het tweede lid van artikel 69bis betreft dat het aan de voormelde wet van 1980 toevoegt; artikel 33, uitsluitend wat het tweede lid van het nieuwe artikel 70 van de wet van 15 december 1980 betreft. Het Hof zal zijn onderzoek dan ook tot die bepalingen beperken.

B.5.3. Volgens de Ministerraad zouden de verzoekende partijen geen belang hebben bij het middel dat tegen de opheffing van het administratief kort geding wordt aangevoerd, doordat zij niet de artikelen 25, 2^o, en 34 van de wet van 6 mei 1993 betwisten, die tot gevolg hebben dat in sommige gevallen het gerechtelijk kort geding, dat gelijkwaardig is met dat wat voor de Raad van State bestaat, wordt afgeschaft.

Zoals uit de vorenstaande rechtsoverwegingen B.1.1 tot B.1.5 blijkt, hebben de « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » en het « Syndicat des avocats » pour la démocratie » hun belang bij het beroep tot vernietiging van de door het middel beoogde bepalingen van de wet van 6 mei 1993 aangetoond.

Dat belang kan niet worden aangetast door de omstandigheid dat die verzoekende partijen andere bepalingen van de wet niet hebben aangevochten, die, in andere gevallen, een analoge werking hebben.

B.5.4. Artikel 50; derde en vierde lid, van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij artikel 8, 3^o, van de wet van 6 mei 1993, bepaalt :

« De Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of diens gemachtigde, kan beslissen de verklaring niet in aanmerking te nemen wanneer de vreemdeling voorheen reeds dezelfde verklaring heeft afgelegd bij een in het eerste lid bedoelde overheid en hij geen nieuwe gegevens aanbrengt dat er, wat hem betreft, ernstige aanwijzingen bestaan van een gegronde vrees voor vervolging in de zin van het Internationaal Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, ondertekend te Genève op 28 juli 1951. De nieuwe gegevens moeten betrekking hebben op feiten of situaties die zich hebben voorgedaan na de laatste fase in de procedure waarin de vreemdeling ze had kunnen aanbrengen.

Een beslissing om de verklaring niet in aanmerking te nemen is alleen vatbaar voor een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State. Er kan geen vordering tot schorsing tegen deze beslissing worden ingesteld ».

Het vierde en het vijfde lid van artikel 63/5 van de wet van 15 december 1980, zoals gewijzigd bij het betwiste artikel 30, 3^o, bepalen :

« In geval van bevestiging van de aangevochten beslissing geeft de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten tevens uitdrukkelijk advies over de eventuele terugleiding van betrokkene naar de grens van het land dat hij is ontvlucht en waar, volgens zijn verklaring, zijn leven, zijn fysieke integriteit of zijn vrijheid in gevaar zou verkeren.

Wanneer de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten een beslissing bevestigt waartegen een dringend beroep is ingesteld, vermeldt hij uitdrukkelijk of de aangevochten beslissing en de maatregel tot verwijdering bedoeld in het eerste en het tweede lid uitvoerbaar zijn niettegenstaande elk hoger beroep. »

Ten slotte-bepalen de nieuwe artikelen 69 *bis*, tweede lid, en 70, tweede lid, die uit de betwiste artikelen 32 en 33 voortvloeien :

« Artikel 69 *bis*

(...)

Geen vordering tot schorsing bij de Raad van State kan worden ingesteld tegen de door de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten bevestigde en niettegenstaande elk hoger beroep uitvoerbaar verklaarde aangevochten beslissing, bedoeld in artikel 63/5, eerste lid, noch tegen de maatregelen tot verwijdering van het grondgebied.

Artikel 70

(...)

De Raad is niet bevoegd om de schorsing te bevelen van de beslissingen die overeenkomstig artikel 63/5 uitvoerbaar zijn niettegenstaande elk hoger beroep. »

B.5.5. Krachtens die bepalingen kan de Raad van State niet schorsen, enerzijds de ministeriële weigering om een verklaring in aanmerking te nemen die, ten opzichte van de eerder afgelegde verklaring, geen nieuwe aanwijzingen van vervolging aanvoert (artikel 50, derde en vierde lid), anderzijds de beslissing waarbij, op dringend beroep, de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen een ministeriële beslissing bevestigt door die uitvoerbaar te verklaren niettegenstaande elk hoger beroep (de artikelen 69 *bis*, tweede lid, en 70, tweede lid).

B.5.6. Met de voormelde bepalingen beoogt de wetgever het bereiken van een evenwicht tussen een snelle procedure, die erop gericht is vreemdelingen die zich kennelijk ten onrechte vluchteling in de zin van het Verdrag van Genève verklaren snel te weren, enerzijds, en de zorg om aan asielzoekers toch een voldoende rechtsbescherming te bieden, anderzijds.

B.5.7. Geen bepaling van de Grondwet of van een internationale overeenkomst verplicht de wetgever om een algemeen administratief kort geding in te stellen. Wanneer evenwel de wetgever oordeelt dat het wenselijk is te voorzien in de mogelijkheid van een vordering tot schorsing van de bestuurshandelingen, kan hij die vordering niet ontzeggen aan bepaalde categorieën van rechtssubjecten ten deze bepaalde categorieën van vreemdelingen die zich vluchteling verklaren -, indien daarvoor geen redelijke verantwoording bestaat.

Ten aanzien van artikel 50, derde en vierde lid

B.5.8.1. De bestreden bepaling is tijdens de parlementaire voorbereiding verantwoord als volgt :

« Het is de bedoeling te vermijden dat een vreemdeling zijn verblijf op een kunstmatige wijze verlengt door voor een tweede of volgende keer een aanvraag in te dienen, nadat een afgesloten onderzoek heeft aangetoond dat hij niet in aanmerking komt voor erkenning als vluchteling. Het gaat dus om vreemdelingen die vroeger reeds een aanvraag hadden ingediend en die de mogelijkheid hebben gehad om tegen een weigering in beroep te gaan. De weigering overeenkomstig artikel 50, alinea 3, kan worden beschouwd als een weigering om een zaak met dezelfde partijen en met hetzelfde voorwerp een tweede keer te onderzoeken. Een eventueel tweede onderzoek van dezelfde aanvraag kan worden afgewezen, zonder dat hiermee aan de betrokkene het recht op een effectief rechtsmiddel ontzegd wordt. » (Memorie van toelichting, Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 555-1, p. 9).

De wetgever heeft aldus beoogd een specifieke vorm van misbruik van procedure, het systeem van herhaalde identieke verklaringen, uit te schakelen.

Daartoe heeft hij de vordering tot schorsing bij de Raad van State uitgesloten in de gevallen waarin de vreemdeling :

a) reeds vroeger een verklaring om zich als vluchteling te laten erkennen heeft afgelegd, verklaring die na onderzoek niet in aanmerking is genomen; en

b) de mogelijkheid heeft gehad om tegen die weigering in beroep te gaan en alle rechtsmiddelen uit te putten; en

c) een identieke verklaring aflegt zonder enig nieuw gegeven aan te voeren.

Nieuwe gegevens in de zin van de bestreden wetsbepaling zijn gegevens die « betrekking hebben op feiten of situaties die zich hebben voorgedaan na de laatste fase in de procedure waarin de vreemdeling ze had kunnen aanbrengen ».

B.5.8.2. Artikel 50, derde en vierde lid, is dus slechts van toepassing op een louter bevestigende beslissing van de Minister of zijn gemachtigde.

Die bepaling voert aldus slechts een specifiek geval in waarin de vordering tot schorsing voor de Raad van State niet ontvankelijk is. Alvorens de vordering tot schorsing niet ontvankelijk te verklaren, zal de Raad van State nagaan of de voorwaarden met betrekking tot die grond van niet ontvankelijkheid zijn vervuld.

Als de vreemdeling nieuwe gegevens aanvoert, maar de bevoegde Minister of diens gemachtigde oordeelt dat zij niet van die aard zijn dat daardoor een gegronde vrees voor vervolging in de zin van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 wordt aangetoond, is artikel 50, derde en vierde lid, niet van toepassing.

B.5.8.3. De wetgever vermag maatregelen te nemen om misbruik van procedure tegen te gaan. Ten deze kan de uitsluiting van de enkele vordering tot schorsing, binnen de zeer enge grenzen die in artikel 50, derde en vierde lid, zijn bepaald, niet als kennelijk onredelijk of onevenredig worden aangezien.

*Ten aanzien van de artikelen 69 *bis*, tweede lid, en 70, tweede lid*

B.5.9.1. Krachtens artikel 69 *bis*, tweede lid, kan geen vordering tot schorsing bij de Raad van State worden ingesteld « tegen de door de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten bevestigde en niettegenstaande elk hoger beroep uitvoerbaar verklaarde aangevochten beslissing, bedoeld in artikel 63/5, eerste lid, noch tegen de maatregelen tot verwijdering van het grondgebied ».

De in artikel 63/5, eerste lid, bedoelde beslissing is de beslissing van de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, houdende weigering van de toegang tot het Belgisch grondgebied of van de toelating om in de hoedanigheid van kandidaat-vluchteling in het Rijk te verblijven; met andere woorden, de beslissingen van onontvankelijkheid of van kennelijke ongegrondheid.

Uit de parlementaire voorbereiding (Memorie van toelichting, Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 555-1, p. 16), alsmede uit de globale context van de bestreden bepaling, blijkt dat met de termen « de maatregelen tot verwijdering van het grondgebied » slechts zijn bedoeld de verwijderingsmaatregelen die zijn genomen op grond van en ter uitvoering van de uitvoerbaar verklaarde beslissing van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen of een van zijn adjuncten. De vordering tot schorsing wordt dus niet voor elke verwijderingsmaatregel uitgesloten; zij blijft mogelijk tegen onder meer terugwijzings en uitzettingsbesluiten.

B.5.9.2. Door de wet van 14 juli 1987 was een specifiek administratief beroep ingesteld het dringend verzoek tot heronderzoek tegen de beslissing tot weigering van toegang tot het grondgebied, verblijf of vestiging genomen met toepassing van artikel 52 van de wet van 15 december 1980 ten aanzien van een vreemdeling die zich vluchteling verklaart.

Over dat dringend verzoek werd beslist door de bevoegde Minister, weliswaar nadat die het advies had ingewonnen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

B.5.9.3. De bestreden wet heeft de bevoegdheid van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen in de eerste fase van de asielpprocedure uitgebreid.

De Commissaris-generaal beschikt in het raam van de procedure van het dringend beroep thans over een beslissingsbevoegdheid in plaats van een adviesbevoegdheid.

Met toepassing van artikel 63/5 schorst het dringend beroep de aangevochten beslissing van de Minister of van diens gemachtigde.

Tijdens de termijn waarbinnen men een dringend beroep kan indienen alsmede tijdens de duur van het onderzoek van dat beroep, worden alle maatregelen tot verwijdering van het grondgebied die zijn genomen ten opzichte van de vreemdeling wegens de feiten die aanleiding hebben gegeven tot de bestreden beslissing, geschorst.

B.5.9.4. De beslissingen die achtereenvolgens door de Minister of diens gemachtigde en nadien, ten gevolge van een dringend beroep, door de Commissaris-generaal of diens adjunct worden genomen, zijn ernstige en onomkeerbare maatregelen, aangezien zij ertoe kunnen leiden dat de betrokkene onmiddellijk wordt teruggestuurd naar het land waar, volgens hem, zijn leven of vrijheid worden bedreigd.

B.5.9.5. In een aangelegenheid waarin een aanzienlijk aantal ongerechtvaardigde aanvragen bij de overheid worden ingediend, is het evenwel niet onredelijk passende maatregelen te nemen om dilatoire beroepen te voorkomen en het verloop van de procedure te versnellen, door de klaarblijkelijk niet-ontvankelijke of klaarblijkelijk ongegronde aanvragen van meet af aan te weren. Aldus wil de wetgever de overheid de mogelijkheid bieden zich toe te leggen op het onderzoek van de ernstige aanvragen, zonder vertraging op te lopen met het onderzoek van de andere aanvragen.

B.5.9.6. Die laatste doelstelling moet evenwel worden verzoend met de zorg geen zinvol beroep te ontzeggen aan diegene die zou staande houden dat zijn terugzending naar het land waaruit hij is gevlucht, hem aan een onmenselijke of vernederende behandeling blootstelt.

Ingeval een dergelijk gevaar in ernst zou worden aangevoerd, blijkt de mogelijkheid om voor de Raad van State een beroep tot vernietiging in te stellen, niet de uitoefening te zijn van een daadwerkelijke rechtshulp, aangezien de proceduretermijnen het in de meeste gevallen onmogelijk maken te gepasten tijde een arrest te verkrijgen.

B.5.9.7. Geen enkele tekst verbiedt de bevoegde overheid de negatieve beslissing van de Commissaris-generaal of diens adjunct uit te voeren wanneer hij de beslissing van de Minister of diens gemachtigde bevestigt. Aangenomen kan worden dat, om elke onzekerheid hierover te vermijden, de wetgever de Commissaris-generaal heeft toegestaan zijn beslissing uitvoerbaar te verklaren, zelfs als voor de Raad van State een beroep tot vernietiging en een vordering tot schorsing zouden zijn ingesteld. In dat geval zal alleen een beslissing tot schorsing die wordt genomen door de Raad van State, en die eventueel bij dringende noodzakelijkheid wordt genomen door een voorzitter, onder voorbehoud van de bevestiging door de kamer waarbij de zaak aanhangig is gemaakt en na de vaststelling van het ernstige karakter van de middelen en van het nadeel, de verwijdering van het grondgebied verhinderen.

B.5.9.8. Door terzelfder tijd te bepalen dat de Commissaris-generaal zijn beslissing uitvoerbaar kan verklaren en dat in dat geval tegen die beslissing geen vordering tot schorsing kan worden ingesteld, heeft de wetgever een maatregel genomen die voor zover de Minister over de mogelijkheid beschikt het risico te voorkomen dat de betrokkene in de clandestiniteit verdwijnt (wat verder bij artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980 wordt onderzocht) niet evenredig is, te meer daar die maatregel de administratieve overheid ertoe in staat stelt zelf aan te geven tegen welke beslissingen het verboden is voor de Raad van State een vordering tot schorsing in te stellen.

B.5.10. Uit wat voorafgaat volgt dat artikel 50, derde en vierde lid, zoals het is geïnterpreteerd in B.5.8, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (vroegere artikelen 6 en 6bis) niet schendt, maar dat de artikelen 69bis, tweede lid, en 70, tweede lid, die artikelen van de Grondwet wel schenden.

Ten aanzien van artikel 33, eerste lid (dat artikel 70 van de wet van 15 december 1980 wijzigt) en ten aanzien van artikel 38 (dat artikel 90 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State wijzigt)

B.6.1. Het nieuwe artikel 70, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« Wanneer bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring van een beslissing is ingesteld, als bedoeld in artikel 69, doet deze hierover uitspraak overeenkomstig de bijzondere regels inzake termijn en rechtspleging die de Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit. »

Artikel 90 van de op 12 februari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, aangevuld bij artikel 38 van de wet van 6 mei 1993 bepaalt :

« De kamers van de afdeling administratie houden zitting ten getale van één lid voor de beroepen tot nietigverklaring die ingesteld worden tegen administratieve beslissingen die zijn genomen met toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Op vraag van de verzoeker in het verzoekschrift of ambtshalve, kan de eerste voorzitter of de Staatsraad die hij heeft aangewezen, bevelen dat een zaak wordt verwezen naar een kamer met drie leden. »

B.6.2. De specifieke kenmerken, de toename en het dringende karakter van de geschillen ontstaan uit de toepassing van de wet van 15 december 1980 en van de wetten waarbij zij is gewijzigd, verantwoorden de goedkeuring van bijzondere regels, die geschikt zijn om de behandeling van de beroepen tot vernietiging te versnellen. Door de Koning toe te staan te voorzien in dergelijke regels met betrekking tot de procedure en de termijnen, en door toe te staan dat de beroepen worden onderzocht door kamers met één enkele raadsheer, heeft de wetgever maatregelen genomen die verband houden met het doel dat hij nastreeft. Dergelijke afwijkende regels doen geen afbreuk aan de fundamentele waarborgen van de jurisdictionele wetigheidstoetsing die aan de Raad van State is toevertrouwd. Zij kunnen niet als onevenredig worden beschouwd.

B.6.3. Bijgevolg schenden de artikelen 33, eerste lid, en 38 van de wet van 6 mei 1993 niet de artikelen 10 en 11 (vroegere artikelen 6 en 6bis) van de Grondwet.

Ten aanzien van artikel 36, dat artikel 74/6 in de wet van 15 december 1980 invoegt

B.7.1. Artikel 74/6 van de wet van 15 december 1980 bepaalt :

« § 1. De vreemdeling die het Rijk binnengekomen is zonder te voldoen aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden of wiens verblijf heeft opgehouden regelmatig te zijn en aan wie de toegang tot 's lands grondgebied of de toelating om in de hoedanigheid van kandidaat vluchteling in het Rijk te verblijven werd ontzegd krachtens artikel 52, kan in een welbepaalde plaats worden vastgehouden in afwachting van die toelating of van zijn

verwijdering van het grondgebied, zo de Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, of diens gemachtigde, deze vasthouding nodig acht om de effectieve verwijdering van het grondgebied te waarborgen ingeval de beslissing bedoeld in artikel 52 uitvoerbaar wordt.

§ 2. De nodige maatregelen kunnen worden genomen opdat betrokkene de plaats waar hij wordt vastgehouden niet zonder de vereiste toestemming verlaat.

§ 3. De Koning kan het regime en de werkingsmaatregelen bepalen die van toepassing zijn op de plaats bedoeld in § 1.

§ 4. De duur van het vasthouden, waartoe is beslist met toepassing van § 1, mag ten hoogste twee maanden bedragen. »

B.7.2. De vrijheidsbeneming, met een mogelijke duur van twee maanden, van een persoon die er niet van wordt verdacht een strafbaar feit te hebben gepleegd en van wie niet wordt beweerd dat zijn gedrag een gevaar zou vormen voor de openbare orde, houdt een directe aantasting in van de eerbiediging van de individuele vrijheid, gewaarborgd bij artikel 12 van de Grondwet.

Ten aanzien van de vreemdelingen die het statuut van vluchteling aanvragen, wordt die vrijheid herbevestigd door artikel 31 van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951 : geen enkele strafsancie mag op hen worden toegepast op grond van hun onregelmatige binnenkomst of onregelmatig verblijf en hun bewegingsvrijheid mag niet meer worden beperkt dan noodzakelijk.

Volgens artikel 5.1 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, ten slotte, heeft een ieder recht op vrijheid. De wet kan evenwel van dat beginsel afwijken in geval van rechtmatige vasthouding van een persoon teneinde hem te beletten op onrechtmatige wijze het land binnen te komen, of ingeval tegen hem een uitwijzingsprocedure hangende is (artikel 5, 1, f) en op voorwaarde dat hij het recht heeft voorziening te vragen bij de rechter opdat deze op korte termijn beslist over de wettigheid van zijn gevangenhouding en zijn invrijheidstelling beveelt, indien de gevangenhouding onrechtmatig is (artikel 5.4).

B.7.3. De bestreden bepaling laat de vrijheidsbeneming toe ook al wordt geen enkele omstandigheid aangevoerd die eigen is aan het gedrag van diegene die ze ondergaat. Die maatregel zou zelfs kunnen worden bevolen ingeval de betrokkene voor de Commissaris-generaal het bij artikel 83/2 van de wet georganiseerde dringende en schorsende beroep zou hebben ingesteld tegen de negatieve beslissing van de Minister of diens gemachtigde.

De aangevochten bepaling voorziet derhalve in een grond van vasthouding die niet wordt verantwoord op grond van omstandigheden die vergelijkbaar zijn met die welke, in andere bepalingen van de wet van 15 december 1980, de mogelijkheid bieden bepaalde categorieën van vreemdelingen van hun vrijheid te beroven. Die bepalingen betreffen nu eens een vreemdeling die zich in een onregelmatige situatie bevindt en geen aanspraak maakt op het statuut van de vluchteling (artikel 7, derde lid; artikel 27, derde lid), dan weer een persoon die, door zijn gedrag, de openbare orde ernstig in het gedrag brengt (artikel 25); in nog een ander geval betreft het een asielzoeker, maar in uitzonderlijk ernstige omstandigheden (artikel 52bis, vierde lid; artikel 54, § 2; artikel 63/5, derde lid), of een vreemdeling die in staat van landloperij en bedelarij verkeert (artikel 74), of een vreemdeling die wacht op de machtiging om in het Rijk toegelaten te worden of in afwachting van zijn terugrijding van het grondgebied (artikel 74/5).

B.7.4. Volgens de parlementaire voorbereiding heeft de maatregel tot doel om « indien de aanvragen van deze asielzoekers al in een eerste fase van de procedure worden verworpen, betrokkenen snel van het grondgebied te verwijderen en aldus te vermijden dat zij in de clandestiniteit zouden onderduiken ». Er is gepreciseerd dat « een maatregel tot vasthouding (...) enkel (zal) worden genomen indien deze strikt noodzakelijk en proportioneel is » (Gedr. St., Senaat, Memorie van toelichting, 1992-1993, nr. 555-1, p. 18).

De maximumtermijn van twee maanden wordt zijnerzijds als volgt verantwoord :

« Een eerste maatregel die in dit wetsontwerp wordt voorgesteld is de verlenging van de maximumduur van de administratieve hechtenis van één tot twee maanden. De ervaring uit het verleden heeft geleerd dat een maximumtermijn van één maand te kort is voor de bevoegde overheidsdiensten om aan het doel van de hechtenis te kunnen verantwoord worden, met name de betrokkene effectief van het grondgebied te verwijderen. De mededeling van de nodige documenten, en meer bepaald van de identiteitsstukken, door het land waarnaar de betrokkene zal worden teruggeleid, vergt tijd en in vele gevallen is één maand onvoldoende om het dossier af te handelen. » (Gedr. St., Senaat, verslag, 1992-1993, nr. 555-2, p. 10; Gedr. St., Senaat, 1992-1993, nr. 556-1, p. 2).

B.7.5. De gekritiseerde bepaling past in een geheel van maatregelen om het hoofd te bieden aan de toename van de aanvragen die van meet af aan ongegrond lijken. De vasthouding op een bepaalde plaats heeft betrekking op een categorie van vreemdelingen, namelijk de vreemdelingen wier aanvraag door de Minister of diens gemachtigde werd verworpen wegens een van de gronden van kennelijke niet ontvankelijkheid of kennelijke ongegrondheid waarin artikel 52 van de wet voorziet. De maatregel beoogt te vermijden dat zij in de clandestiniteit terechtkomen, waardoor zij onvindbaar zouden worden en hun verwijdering van het grondgebied zou worden verhinderd. Hij brengt een evenwicht tot stand tussen de zorg de definitief geworden beslissingen van niet ontvankelijkheid ten uitvoer te brengen en de noodzaak om aan hen die het dringende en schorsende beroep hebben ingesteld waarin artikel 83/2 van de wet van 15 december 1980 voorziet, de mogelijkheid te bieden in België te blijven tijdens het onderzoek van dat beroep. Wegens de bijzondere omstandigheden die eraan ten grondslag liggen, maakt de maatregel op de bewegingsvrijheid van diegenen die hem ondergaan geen inbreuk die onevenredig zou zijn.

De duur van de vasthouding zal maximum zes werkdagen bedragen indien de Commissaris-generaal het dringend beroep van de betrokkene inwilligt en beslist dat een verder onderzoek noodzakelijk is (artikel 63/2, § 1, in samenhang gelezen met artikel 63/3, tweede lid). In dat geval wordt immers onmiddellijk een einde gemaakt aan de vasthouding (artikel 63/3, derde lid).

Ingeval de Commissaris-generaal de beslissing van de Minister of van diens gemachtigde bevestigt, is de duur van twee maanden, die een aanvang heeft genomen bij het begin van de vasthouding, niet buitensporig, gezien de moeilijkheid om in een korte tijdsspanne de nodige documenten te verkrijgen van de bevoegde buitenlandse overheden, met dien verstande dat die duur in geen geval mag worden overschreden (artikel 74/8, § 5).

B.7.6. Ten aanzien van de jurisdictionele toetsing van de gekritiseerde maatregel werd tijdens de parlementaire voorbereiding het volgende gepreciseerd :

« Tevens wordt, om het al of niet noodzakelijk karakter van de opsluiting niet volledig aan de vrije beoordelingsbevoegdheid van de bevoegde Minister of zijn gemachtigde over te laten, in artikel 31 de doelstelling van de eventuele opsluiting vermeld, nl. « om de effectieve verwijdering van het grondgebied te waarborgen ». Aldus zal de rechter die over de vrijheidsberoving zal moeten oordelen, de wettelijkheid van de vasthouding kunnen beoordelen in het licht van het doel dat met de maatregel wordt nagestreefd. Overeenkomstig artikel 30 van het wetsontwerp werd immers de Raadkamer van de Correctionele Rechtbank aangeduid als bevoegde rechter om toe te zien op de wettelijkheid van de vrijheidsberoving. » (Gedr. St., 1992-1993, nr. 555-1, p. 18).

Krachtens artikel 71 van de wet van 15 december 1980 kan de vreemdeling die het voorwerp is van een maatregel van vrijheidsbeneming, en met name van die waarin artikel 74/6 voorziet, tegen die maatregel een beroep instellen bij de raadkamer van de correctionele rechtbank. Indien de raadkamer geen uitspraak heeft gedaan binnen vijf werkdagen, wordt de vreemdeling in vrijheid gesteld. Hetzelfde beroep kan een maand later worden ingesteld. Tegen de beschikking van de raadkamer kan hoger beroep worden ingesteld (artikel 72).

B.7.7. Wegens de omstandigheden die de maatregel verantwoorden en de jurisdictionele waarborgen die het mogelijk maken de wettigheid ervan te toetsen, wordt de individuele vrijheid van de personen die erdoor worden beoogd, niet op discriminerende wijze aangetast.

B.7.8. Bijgevoeg schendt artikel 36 van de wet van 6 mei 1993 niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (vroegere artikelen 6 en 6bis).

Om die redenen,

het Hof

— verklaart het beroep dat is ingesteld door de vereniging zonder winstoogmerk « Association Droit des gens » niet ontvankelijk;

— vernietigt artikel 32 van de wet van 6 mei 1993 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in zoverre dat artikel in de laatstvermelde wet een artikel 69bis, tweede lid, invoegt;

— vernietigt artikel 33 van de voormelde wet van 6 mei 1993 dat artikel 70 van de voormelde wet van 15 december 1980 vervangt, wat het tweede lid van het nieuwe artikel 70 betreft;

— verwerpt het beroep in zoverre het is gericht tegen artikel 8, 3^o, van de wet van 6 mei 1993 dat artikel 50 van de wet van 15 december 1980 aanvult, zoals die bepaling is uitgelegd in B.5.8;

— verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 14 juli 1994.

De griffier,

H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 94 — 2087

[C — 21254]

Urteil Nr. 61/94 vom 14. Juli 1994

Geschäftsverzeichnisnummer 611

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 6. Mai 1993 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über den Zugang zum Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern, erhoben von der Vereinigung ohne Erwerbszweck « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern K. Blanckaert, L.P. Suetens, L. François, P. Martens, Y. de Wasseige, J. Delruelle, G. De Baets und H. Coremans, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Durch eine Klageschrift, die dem Hof mit einem am 2. November 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. November 1993 bei der Kanzlei eingegangen ist, erheben

1. die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », mit Sitz in 1210 Brüssel, rue de la Poste 37, vertreten durch ihren Verwaltungsrat,
2. die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Syndicat des avocats pour la démocratie », mit Sitz in 1000 Brüssel, rue des Minimes 12, vertreten durch ihren Verwaltungsrat, und
3. die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Droit des gens », mit Sitz in 1060 Brüssel, rue Américaine 15, vertreten durch ihren Verwaltungsrat,

Domizil wählend in der Kanzlei von RA L. Walley, rue des Palais 154 in 1210 Brüssel, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 8, 11, 15, 30^{3o}, 31, 32, 33, 36 und 38 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über den Zugang zum Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Mai 1993.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 2. November 1993 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes mit am 22. Dezember 1993 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 23. Dezember 1993 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Dezember 1993.

Der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, mit Amtssitz in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16, hat durch einen am 7. Februar 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Abschriften dieses Schriftsatzes wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 9. Februar 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 10. Februar 1994 zugestellt wurden, übermittelt.

Die klagenden Parteien haben durch einen am 11. März 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 17. März 1994 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgesetzte Frist bis zum 2. November 1994 verlängert.

Durch Anordnung vom 21. April 1994 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 10. Mai 1994 anberaumt.

Diese Anordnung wurde die Parteien notifiziert, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte über die Terminsetzung informiert wurden; dies erfolgte mit am 21. April 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 22. April 1994 zugestellt wurden.

Durch Anordnung vom 5. Mai 1994 hat der Vorsitzende M. Melchior dem vollzählig tagenden Hof die Rechtssache vorgelegt.

Auf der Sitzung am 10. Mai 1994

— erschienen

. RA L. Walley und RA P. Jaspis, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA P. Legros und RA C. Nikis, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die Richter Y. de Wasseige und L.P. Suetens Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte L. Walley und C. Nikis angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren verlief gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

Artikel 54 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, so wie ersetzt durch Artikel 15 des Gesetzes vom 6. Mai 1993, sieht vier Kategorien von Ausländern vor, die von Amts wegen an einem bestimmten Ort eingetragen werden können. Aufgrund von Artikel 52 § 2 5^o des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, so wie ergänzt durch Artikel 11 3^o des genannten Gesetzes vom 6. Mai 1993, kann der Minister oder sein Bevollmächtigter beschließen, daß es diesen Ausländern nicht gestattet ist, sich als Flüchtling im Königreich aufzuhalten, wenn sie sich mindestens einen Monat lang der vom König zu organisierenden Meldepflicht entziehen.

Die Absätze 3 und 4 von Artikel 50 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, eingefügt durch Artikel 8 3^o des vorgenannten Gesetzes von 1993, sehen einerseits (Absatz 3) vor, daß der Minister oder sein Bevollmächtigter die Erklärung, mit der ein Ausländer sich als Flüchtling ausgibt, nicht berücksichtigen muß, wenn dieser die betreffende Erklärung bereits abgegeben hat und keine neuen Elemente zu ihrer Unterstützung vorbringt, und andererseits (Absatz 4), daß diese Ablehnung nicht Gegenstand eines Antrags auf Aussetzung vor dem Staatsrat sein kann.

Die Absätze 4 und 5 von Artikel 63/5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, so wie eingefügt durch Artikel 30 3^o des genannten Gesetzes von 1993, sehen insbesondere vor, daß der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose, wenn er eine den Gegenstand einer Dringlichkeitsklage bildende Entscheidung bestätigt, beschließen kann, daß die angefochtene Entscheidung oder die Ausweisungsmaßnahme ungeachtet jeglicher Rechtsmittel einlegung vollstreckbar ist. Artikel 69 bis Absatz 2 und Artikel 70 Absatz 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch die Artikel 32 und 33 des genannten Gesetzes vom 6. Mai 1993 eingefügten bzw. abgeänderten Fassung sehen vor, daß die vom Generalkommissar bestätigte und ungeachtet jeglicher Rechtsmittel einlegung für vollstreckbar erklärte Entscheidung nicht vom Staatsrat ausgesetzt werden kann.

Artikel 30 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 ergänzt Artikel 68 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 und bezieht sich auf dessen Artikel 63/5 Absatz 3.

Artikel 36 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 fügt einen Artikel 74/6 in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 ein, wonach insbesondere gewisse Ausländer an einem bestimmten Ort festgehalten werden können, wenn der Minister oder sein Bevollmächtigter dies als erforderlich erachtet, um die tatsächliche Ausweisung aus dem Staatsgebiet zu gewährleisten, falls die in Artikel 52 erwähnte Entscheidung vollstreckbar werden sollte.

Schließlich ergänzt Artikel 38 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 Artikel 90 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, indem er Kammern mit einem einzigen Gerichtsrat für Streitigkeiten in bezug auf das Gesetz vom 15. Dezember 1980 vorsieht, außer bei einem gegenteiligen Antrag des Klägers und einer Entscheidung des ersten Vorsitzenden oder des von ihm bestimmten Staatsrates.

IV. In rechtlicher Beziehung

— A —

Was die Zulässigkeit betrifft

A.1. Die klagenden Parteien beziehen sich zur Untermauerung ihres Interesses auf ihren jeweiligen satzungsmäßigen Zweck, auf die von ihren satzungsmäßigen Gremien gefaßten Klageerhebungsbeschlüsse sowie auf das Urteil Nr. 20/93 des Hofes vom 9. März 1993; darin habe der Hof von der « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » und vom « Syndicat des avocats pour la démocratie » erhobene Klagen für zulässig erklärt.

Schriftsatz des Ministerrates

A.1.2. Der Ministerrat macht zwei Unzulässigkeitseinreden geltend.

A.1.2.a. Die erste geht davon aus, daß die klagenden Parteien die Veröffentlichungs- und Formvorschriften nach Artikel 26 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an die Vereinigungen ohne Erwerbzweck und die gemeinnützigen Einrichtungen nicht eingehalten hätten, so daß die Klage in Anwendung von Artikel 10 desselben Gesetzes und der diesbezüglichen Rechtsprechung für unzulässig zu erklären sei.

A.1.2.b. Die zweite Einrede betrifft das nicht vorhandene Interesse der klagenden Parteien. Der Ministerrat richtet sich in seinem Schriftsatz nach dem Ermessen des Hofes, was das Interesse der « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » anbelangt, bestreitet jedoch das Interesse sowohl des « Syndicat des avocats pour la démocratie » als auch der « Association Droit des gens », vor Gericht aufzutreten. Der Vereinigungszweck der ersteren betreffe nur die Rechtsanwälte und die belgischen Bürger, während die Definition des Vereinigungszwecks der letzteren so allgemein gehalten sei, daß er nicht besonderer Art sei und sich nicht vom allgemeinen Interesse unterscheide.

Erwiderungsschriftsatz

A.1.3.a. Bezüglich der Artikel 10 und 26 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 verweist die « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » auf die Rechtsprechung des Staatsrates, wonach die in Artikel 26 vorgesehene Strafmaßnahme nur im Fall von Mißbrauch und Täuschung Anwendung finde, was in diesem Fall nicht vorliege. Außerdem wird hervorgehoben, daß die vorgenannte Vereinigung ohne Erwerbzweck in verschiedenen Eigenschaften vom Belgischen Staat bezuschußt und anerkannt werde.

Was die Nicht hinterlegung seiner Mitgliedsliste im Jahr 1993 betrifft, verweist das « Syndicat des avocats pour la démocratie » darauf, daß keine Änderung (Bei- oder Austritt) im Vergleich zu der 1992 hinterlegten Liste eingetreten sei und folglich 1993 keine Hinterlegung erforderlich gewesen sei.

Die « Association Droit des gens » ihrerseits verweist darauf, daß sie tatsächlich in der Gerichtskanzlei eingetragen sei, jedoch unter dem Buchstaben « A » und nicht unter « D ».

A.1.3.b. Was das fehlende Interesse betrifft, verweist der Erwidierungsschriftsatz in bezug auf die ersten zwei klagenden Parteien auf das Urteil Nr. 20/93, mit dem der Hof ihre Klagen für zulässig erklärt habe. Überdies sei im Vereinigungszweck des « Syndicat des avocats pour la démocratie » vorgesehen, « die Rechte der Verteidigung zu fördern und zu gewährleisten », welche durch die angefochtenen Bestimmungen beeinträchtigt würden.

Was die « Association Droit des gens » betrifft, bezieht der Schriftsatz sich auf ihren Vereinigungszweck (insbesondere die weltweite Beachtung der Rechte des Einzelnen und der Völker zu fördern und die Rolle Belgiens in diesem Bereich zu stärken) sowie auf die Veröffentlichung von Werken und die Organisation von Seminaren, die die Dauerhaftigkeit und Beständigkeit ihrer Tätigkeit unter Beweis stellen würden.

Zur Hauptsache

Hinsichtlich der Verhältnisse zwischen den Artikeln 6, 6bis und 128 der Verfassung

A.2.1. Als einleitende Überlegung zu den angefochtenen Bestimmungen insgesamt erinnert der Ministerrat zunächst an die Rechtsprechung des Kassationshofes, des Staatsrates und des Schiedshofes bezüglich des Gleichheitsgrundsatzes und erläutert anschließend die Verbindung zwischen diesem Grundsatz und dem (vormaligen) Artikel 128 der Verfassung; die Artikel 6 und 6bis der Verfassung fänden Anwendung auf die Belgier untereinander sowie auf die Ausländer untereinander, während Artikel 128 der Verfassung seinerseits auf das Verhältnis zwischen Belgiern und Ausländern Anwendung finde. Wenn das Gesetz keine unterschiedliche Behandlung zwischen den Belgiern und den Ausländern vorgesehen habe, so könnten letztere sich auf die Artikel 6 und 6bis der Verfassung berufen.

Aus dieser Analyse ergebe sich, daß keiner der von den klagenden Parteien angeführten Verweise bezüglich des Vorhandenseins von Behandlungsunterschieden zwischen Belgiern und Ausländern in den angefochtenen Bestimmungen im Widerspruch zu den Artikeln 6 und 6bis der Verfassung stehe.

A.2.2. In bezug auf die Zusammenhänge zwischen den Artikeln 6, 6bis und 128 der Verfassung bestreiten die klagenden Parteien die Auslegung des Urteils Nr. 20/93 des Hofes vom 4. März 1993 durch den Ministerrat, wenn der Gesetzgeber von der durch Artikel 128 gestatteten Abweichung Gebrauch mache, dürfe er den Ausländer nicht gleich welcher Diskriminierung aussetzen, da Artikel 128 « nur eine besondere Anwendung des durch die Artikel 6 und 6bis der Verfassung festgeschriebenen Grundsatzes der Gleichheit und des Diskriminierungsverbotes » sei. Die auf Artikel 128 beruhenden Unterscheidungen müßten sich folglich auf objektive und vernünftige Kriterien stützen. Eine andere Auslegung von Artikel 128 hätte zur Folge, daß « der Verfassungstext an den Rand der heutigen Entwicklung des internationalen Schutzes der Menschenrechte zu verlegen, die auf eine zunehmend undifferenzierte Anwendung der Grundrechte auf alle Bevölkerungskategorien, die auf irgendeinem Staatsgebiet leben, hinausläuft ».

Hinsichtlich der Eintragung von Amts wegen und der Einführung einer Meldepflicht für gewisse Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling (Artikel 11 und 15 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 zur Abänderung von Artikel 52 bzw. zum Ersatz von Artikel 54 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980)

Klageschrift

A.3.1.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien schaffen diese Bestimmungen eine willkürliche Diskriminierung einerseits zwischen den Asylbewerbern und den anderen sich ordnungsgemäß auf dem Staatsgebiet aufhaltenden Ausländern sowie andererseits zwischen verschiedenen Kategorien von Flüchtlingen, nämlich denjenigen, auf die sich diese Bestimmungen beziehen, und denjenigen, die sich als Flüchtling ausgegeben haben, bevor ihre Aufenthaltsgenehmigung ausläuft, oder aber je nachdem, ob sie Gegenstand einer Festhaltungsmaßnahme an einem bestimmten Ort gewesen sind oder nicht.

Die klagenden Parteien führen an, daß vor dem Inkrafttreten von Artikel 15 sämtliche Einwohner, einschließlich der Asylbewerber, ihren Aufenthaltsort und somit die Gemeinde, in der sie sich einschrieben, wählen konnten, außer im Falle der Anwendung von Artikel 18 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980.

A.3.1.2. Laut der Klageschrift wird das Problem, das diese Bestimmungen durch eine Anweisung des Aufenthaltsortes lösen sollen, durch die Haltung der Gemeindeverwaltungen, die sich weigern, Flüchtlinge einzuschreiben oder ihnen die Sozialhilfe zu gewähren, verursacht.

A.3.1.3. Die durch die Artikel 11 und 15 zwischen den Asylbewerbern vorgenommene Unterscheidung sei nicht gerechtfertigt; sie treffe in stärkerem Maße die wirklichen Flüchtlinge, die im allgemeinen nicht die Möglichkeit hätten, sich einen nationalen Paß und ein Visum zu besorgen. Sie verstoße gegen Artikel 31 des Genfer Abkommens, da die angefochtenen Bestimmungen nicht als im Sinne dieses Abkommens notwendig angesehen werden könnten.

Die Flüchtlinge befänden sich nämlich in einer objektiv gleichen Situation, die darin bestehe, daß sie die Anerkennung der Eigenschaft als Flüchtling beantragt hätten und dieser Antrag geprüft werde. Außerdem sei der Wunsch, zu vermeiden, daß die Asylbewerber unauffindbar sind, für alle Kategorien von Ausländern gleichermaßen geboten.

A.3.1.4. Die Artikel 11 und 15 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 würden ebenfalls gegen Artikel 21^o des Protokolls Nr. 4 zur Europäischen Menschenrechtskonvention sowie gegen Artikel 12 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte verstoßen.

A.3.1.5. Der neue Artikel 54 § 1^o sei besonders ungerechtfertigt, insofern Asylbewerber ausschließlich aufgrund einer ministeriellen Maßnahme, von der anzunehmen sei, daß sie durch das Generalkommissariat für Flüchtlinge und Staatenlose aufgehoben worden wäre, der Verpflichtung eines zugewiesenen Aufenthaltsortes unterworfen würden.

Schriftsatz des Ministerrates

A.3.2.1. Der Ministerrat bezieht sich auf die Vorarbeiten und die geplanten Ausführungsmaßnahmen und hebt hervor, daß die in Artikel 15 vorgesehene Eintragung von Amts wegen nur eine verhältnismäßige Eintragung ermögliche; sie stelle in keiner Weise eine Anweisung des Aufenthaltsortes oder eine Maßnahme zur Einschränkung der Freizügigkeit der betreffenden Person innerhalb des Königreichs oder sogar eine Maßnahme dar, durch die eine Hauptniederlassung an einem bestimmten Ort vorgeschrieben werde.

Die in Artikel 11 vorgesehene Meldepflicht beschränke ebenfalls nicht die bürgerlichen Freiheiten der Asylbewerber; sie zielt darauf ab, dem Problem von Asylbewerbern, die sich unauffindbar machen, abzuwehren, und nicht darauf, sie einer Art Polizeikontrolle zu unterwerfen, da der Ort der Meldung im übrigen durchaus mit dem Ort des vom Asylbewerber gewählten Wohnortes übereinstimmen könne.

A.3.2.2. Was den Unterschied zwischen den Asylbewerbern, auf die sich Artikel 54 § 1 Absatz 1 (neu) bezieht, und den anderen betrifft, erklärt der Ministerrat, daß die vorgenannte Bestimmung sich nur auf diejenigen beziehe, deren Aufenthaltsrecht nur aufgrund ihrer Eigenschaft als Asylbewerber gewährleistet sei und die ohne die Möglichkeit, sich als Flüchtling auszugeben, in einer ungesetzlichen Lage wären.

Dieser Behandlungsunterschied lasse sich rechtfertigen durch die Unsicherheit des Aufenthaltes der Bewerber, auf die sich Artikel 54 § 1 Absatz 1 (neu), bezieht, da die Eintragung von Amts wegen aufgrund von Absatz 2 der vorgenannten Bestimmung zeitlich begrenzt sei. Es sei im Hinblick auf die in Artikel 15 angestrebten Ziele hingegen sinnlos gewesen, die Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling in den Anwendungsbereich von Artikel 54 einzuschließen, die sich bereits in einer anderen Eigenschaft als derjenigen eines Asylbewerbers im Königreich aufhalten oder bereits hier niedergelassen haben und deren Lage unsicher ist.

A.3.2.3. Es gehe zunächst darum, der - illegalen - Weigerung gewisser Gemeinden und gewisser Öffentlichen Sozialhilfezentren, neue Asylbewerber einzutragen, abzuwehren.

Im Hinblick auf diese Zielsetzung wäre es sinnlos gewesen, die Kategorien von Asylbewerbern, die bereits im Fremdenregister oder im Bevölkerungsregister einer Gemeinde eingetragen sind und für die sich das Problem der Verweigerung einer Eintragung nicht stellen würde, in den Anwendungsbereich von Artikel 15 zu bringen.

A.3.2.4. Sodann gehe es darum, die Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling gleichmäßig auf die verschiedenen Gemeinden des Königreichs zu verteilen, wobei die von einigen Gemeinden diesbezüglich vorgebrachte Sättigung ihre Weigerung, die den Asylbewerbern zustehende Sozialhilfe zu gewähren, rechtfertige. Der Schriftsatz hebt hervor, daß diese Sättigung fast ausschließlich auf die Ankunft neuer Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling zurückzuführen sei, die sich meistens auf die Gemeinden konzentrieren würden, in denen bereits zahlreiche Flüchtlinge vorhanden sind.

Der Schriftsatz hebt überdies hervor, wenn dem Minister oder seinem Bevollmächtigten gestattet worden wäre, einen Eintragungsort für alle Kategorien von Asylbewerbern zu bestimmen, hätten diejenigen, die bereits Gegenstand einer Eintragung in einem Gemeinderegister sind, dies als umgekehrte Diskriminierung auffassen können.

A.3.2.5. In bezug auf die Diskriminierung, die sich aus Artikel 11 ergäbe, insofern er eine Meldepflicht für die Asylbewerber zuläßt, hebt der Schriftsatz hervor, daß die meisten von ihnen nicht die Bedingungen von Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einhalten würden, so daß ihre Anwesenheit im Land gesetzlich nur durch die Tatsache gerechtfertigt sei, daß sie behaupten, aus ihrem Land geflohen zu sein, weil dort ihre Freiheit oder ihr Leben in Gefahr seien oder sie zumindest befürchten würden, dort verfolgt zu werden.

A.3.2.6. Es gehe zunächst darum, den Asylbewerber während der gesamten Dauer des Genehmigungsverfahrens erreichen zu können, um von ihm die Beweggründe seines Antrags zu vernehmen oder um Auskünfte zu erhalten. Dieses Erscheinen sei erforderlich, um einen Antrag einer Person auf Genehmigung zum Aufenthalt im Königreich zu beantworten, die sich nicht hier aufhalten dürfte, wenn sie nicht Flüchtling oder Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling wäre.

A.3.2.7. Anschließend gehe es darum, vom Asylbewerber, dessen Aufenthalt nur durch seine Eigenschaft als Asylbewerber gesichert sei, ein ständiges Interesse für das von ihm eingeleitete Verfahren zu fordern, da seine Anwesenheit auf dem Gebiet des Königreichs allein durch diese Eigenschaft als Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling gerechtfertigt sei.

A.3.2.8. Was den diskriminierenden Charakter insbesondere von Artikel 54 § 1 Absatz 1 4^o (neu) betrifft, hebt der Schriftsatz hervor, daß die Ausländer erreicht werden sollen, die an der Grenze des Königreichs vorstellig geworden sind, ohne im Besitz der in Artikel 2 des vorgenannten Gesetzes vorgeschriebenen Dokumente zu sein, und die den Ort, an dem sie festgehalten wurden, illegal verlassen haben, um unrechtmäßig in das Gebiet einzudringen. Ohne diesen Text, dessen unterschiedliche Tragweite im Vergleich zu den Punkten 1^o und 2^o derselben Bestimmung hervorgehoben wird, hätten die Ausländer, auf die sie sich beziehen, nicht den Verpflichtungen aus den Artikeln 11 und 15 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 unterworfen werden können.

Erwiderungsschriftsatz

A.3.3.1. Die klagenden Parteien legen in ihrem Erwiderungsschriftsatz verschiedene Faktoren dar, insbesondere die Einschränkung der Sozialhilfe, was zur Folge habe, daß die verwaltungsmäßige Eintragung in einer Gemeinde die Freizügigkeit, die Freiheit, in einer anderen Gemeinde zu wohnen, sowie die Ausübung einer Berufstätigkeit einschränken würde.

A.3.3.2. Im Schriftsatz werden sodann die verschiedenen Rechtfertigungen bestritten, die der Ministerrat für eine unterschiedliche Behandlung gewisser Asylbewerber anführt.

Das Ziel einer gleichmäßigen Verteilung der Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling auf die verschiedenen Gemeinden des Königreichs stehe im Widerspruch zur Auslegung von Artikel 15 durch den Ministerrat, so daß die Eintragung von Amts wegen keine angemessene Maßnahme darstelle.

Auch die Zielsetzung, die Zahlung der Sozialhilfe durch die Öffentlichen Sozialhilfezentren zu gewährleisten, und diejenige, Verbindung mit den Asylbewerbern aufnehmen zu können, würden durch die angefochtenen Maßnahmen nicht erreicht; überdies verweist der Schriftsatz in bezug auf letztere Zielsetzung darauf, daß verschiedene Bestimmungen sowohl des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 als auch des Gesetzes vom 6. Mai 1993 die Zustellung der Dokumente am Wohnsitz des Antragstellers und nicht an seinem verwaltungsmäßigen Aufenthaltsort beibehalten, so daß diese Maßnahme einer objektiven und vernünftigen Rechtfertigung entbehre.

Hinsichtlich der Unzuständigkeit des Staatsrates, gewisse Entscheidungen über Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling auszusetzen (Artikel 8 (zur Abänderung von Artikel 50 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), 30^o, 31 und 32 (zur Abänderung der Artikel 63/5 und 68 desselben Gesetzes und Einfügung eines neuen Artikels 69bis in dieses Gesetz) und Artikel 33 (zur Abänderung von Artikel 70 desselben Gesetzes))

Argumentation der klagenden Parteien

A.4.1.1. Nach Ansicht der klagenden Parteien hat der Gesetzgeber mit diesen Bestimmungen den Asylbewerbern die Möglichkeit genommen, vor dem Staatsrat die Aussetzung einer Maßnahme zu beantragen, die sie für ungesetzlich halten, wenn der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose es für zweckdienlich erachtet hat, daß die Maßnahme ungachtet jeglicher Rechtsmittel einlegung vollstreckbar ist.

Diese Maßnahme sei diskriminierend im Vergleich zu allen anderen Verwaltungsakten — sowohl in bezug auf die Belgier als auch auf die Ausländer —, die aufgrund von Artikel 17 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat ausgesetzt werden könnten, insbesondere die Ausweisungsmaßnahmen aufgrund der Artikel 3.7 oder 21 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980.

A.4.1.2. Laut Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates verstoße die Tatsache, daß die Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling nicht die Aussetzung von Maßnahmen erreichen könnten, deren Nichtigerklärung sie vor dem Staatsrat beantragen, gegen das Recht auf eine wirksame Beschwerde im Fall einer Verletzung der Grundfreiheiten, das durch das Genfer Abkommen (Artikel 16 1^o) und die Europäische Menschenrechtskonvention (Artikel 13 in Verbindung mit den Artikeln 3 und 8) festgeschrieben sei.

A.4.1.3. Die Zielsetzung dieser Maßnahme, nämlich eine Verkürzung des gesamten Anerkennungsverfahrens, werde hierdurch nicht erreicht, insofern die Verspätung in der Bearbeitung der Asylanträge hauptsächlich beim Ausländeramt und bei der Dienststelle des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose selbst, aber weit weniger beim Ständigen Beschwerdeausschuß liege.

Die Aussetzung verlängere das Asylverfahren nur in dem Fall, wo es vom Staatsrat bewilligt werde, das heißt in den Fällen, wo die Verwaltung Gesetzwidrigkeiten begangen hätte.

Überdies würde das Fehlen des Aussetzungsverfahrens vor dem Staatsrat dazu verleiten, die im Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung tagenden Gerichtspräsidenten zu befassen, in der Hoffnung, daß diese — wie manche es bereits getan hätten —, erklären, das Verbot des Verfahrens auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung sei in dieser Sache wegen der Verletzung verschiedener internationaler Vertragswerke nicht anwendbar.

A.4.1.4. Nach Ansicht der klagenden Parteien kann die durch die angefochtenen Bestimmungen hervorgerufene Unterscheidung nicht als gerechtfertigt angesehen werden, einerseits weil die Möglichkeit der Aussetzung eher für einen Kläger, dessen Leben oder Sicherheit in Gefahr ist, erforderlich sei als für jemanden, der die Aussetzung irgendeines anderen Verwaltungsaktes, der ihm zum Nachteil gereichen kann, beantragt, und andererseits, weil diese Diskriminierung gegen die unter A.3.2 angeführten internationalen Bestimmungen verstoße.

Die eigentliche Rechtfertigung dieser neuen Bestimmungen bestehe darin, die Verwaltung davor zu schützen, daß ein Rechtsprechungsorgan effektiv die von ihr eventuell begangenen Gesetzwidrigkeiten kontrolliert; sie stelle somit im Grunde die Verneinung des Rechtsstaates dar.

Argumentation des Ministerrates

A.4.2.1. In der Hauptsache erachtet der Ministerrat den Klagegrund als unzulässig oder zumindest als unbegründet wegen mangelnden Interesses. Diese Einrede gründet darauf, daß die klagenden Parteien nicht die Nichtigerklärung der Artikel 25 2° und 3° des Gesetzes vom 6. Mai 1993 beantragt hätten, die in gewissen Fällen das gerichtliche Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung abschaffen würden, wobei der Hof in seinem Urteil Nr. 20/93 anerkannt habe, daß dieses Verfahren eine gleichwertige Wirkung wie das Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung in Verwaltungsangelegenheiten habe. Die klagenden Parteien hätten somit ihr Interesse, die Abschaffung des Verfahrens auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung in Verwaltungsangelegenheiten anzufechten, verloren.

A.4.2.2. Hilfsweise bestreitet der Schriftsatz die diskriminierende Beschaffenheit der angeführten Bestimmungen.

A.4.2.3. Zunächst hebt er hervor, daß die Situation eines Ausländers, der einer Ausweisungsmaßnahme unterliegt, sich stark von derjenigen eines Ausländers, dem eine Entscheidung über die Verweigerung einer Baugenehmigung zugestellt wird, unterscheidet, so daß unterschiedliche Verfahren eingeführt werden könnten.

A.4.2.4. Im übrigen weist — so der Ministerrat — die erneute Prüfung, die einem Asylbewerber angeboten werde, dessen Antrag auf Anerkennung der Eigenschaft als Flüchtling ein erstes Mal für unzulässig erklärt worden sei, solche Garantien und Wirkungen auf, daß es gerechtfertigt sei, wenn der zweimal für unzulässig befundene Antrag in gewissen Fällen ungeachtet jeglicher Rechtsmittelinlegung für vollstreckbar erklärt werden könne, obschon gewisse andere Ausländer die Aussetzung der sie betreffenden Maßnahme beantragen könnten.

Die verschiedenen Charakteristika des Verfahrens vor dem Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose würden den deutlichen Unterschied rechtfertigen, der eingeführt werde, und zwar zwischen einerseits der Situation des Ausländers, der Gegenstand einer Maßnahme gewesen sei, gegen die nur eine gewöhnliche Klage auf Aussetzung und Nichtigerklärung vor dem Staatsrat möglich sei, oder der eine Revisionsklage erhoben habe, und andererseits derjenigen des Asylbewerbers, der Gegenstand einer Entscheidung sei, gegen die eine Dringlichkeitsklage beim Generalkommissar eingereicht werden könne. Die vorgenannte Klage weist nach Auffassung des Ministerrates bedeutende Garantien auf und beinhalte Wirkungen, die zumindest der Aussetzungsklage gleichwertig seien.

Im Schriftsatz wird nämlich nacheinander auf die Einsetzung des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose zur Beurteilung der dringenden Anträge auf Neuprüfung, auf seine Unabhängigkeit vom Minister, auf die Tatsache, daß im Gegensatz zu den Revisionsanträgen eine andere Behörde im Verfahren auf dringende Neuprüfung einschreitet, sowie auf die Wirksamkeit der Klage — da dem Kommissar eine Befugnis der Urteilsabänderung verliehen werde und da die Klage Suspensiveffekt habe — hingewiesen.

Der Ministerrat hebt ebenfalls die Verfahrensgarantien hervor, insbesondere die Anwesenheit des Rechtsanwalts des Flüchtlings, sowie eines Dolmetschers und die Erfordernisse bezüglich der Begründung der Entscheidung.

A.4.2.5. Artikel 8 3° (Abschaffung des Verfahrens auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung in Verwaltungsangelegenheiten gegen eine Verweigerung, die auf einen zweiten Antrag folgt), rechtfertigt der Schriftsatz dadurch, daß der Gesetzgeber aufeinanderfolgende Klagen, die nur aus Verzögerungsgründen eingereicht würden, habe vermeiden wollen, insofern die angeführten neuen Fakten mit den bereits geltend gemachten übereinstimmen und ein erstes Mal sowohl vom Minister als auch vom Generalkommissar abgewiesen worden seien.

A.4.2.6. Der Ministerrat betont, daß der Hof die Nichteinhaltung internationaler Bestimmungen nicht direkt kontrollieren könne, und erläutert die Gründe, warum die von den klagenden Parteien angeführten Bestimmungen nicht verletzt worden seien.

A.4.2.7. Artikel 16 des Genfer Abkommens über die Rechtsstellung der Flüchtlinge betreffe nicht die Asylbewerber; auf die sich die angefochtenen Bestimmungen bezögen, sondern nur die Flüchtlinge.

A.4.2.8. Überdies sei Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention aus verschiedenen Gründen nicht verletzt worden. So schreibe sie zunächst nicht das Asylrecht fest, wie im Schriftsatz dargelegt werde. Außerdem könne, selbst in der Annahme, daß das Asylrecht durch die Europäische Menschenrechtskonvention garantiert werde, die Entscheidung über die Unzulässigkeit der Eigenschaft als Flüchtling Gegenstand einer Klage sein, da die Dringlichkeitsklage als wirksame Beschwerde anzusehen sei, selbst wenn sie nicht vor einer Gerichtsbarkeit erfolge, und zwar sowohl gemäß der Rechtslehre als auch gemäß der Rechtsprechung der Europäischen Kommission für Menschenrechte.

A.4.2.9. In bezug auf die Verletzung von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention bemerkt der Schriftsatz, daß die Möglichkeit für einen Ausländer, sich auf dem Gebiet eines Staates zu befinden oder nicht, ebenso wie die Entscheidungen über einen Asylantrag gemäß einer ständigen Rechtsprechung der Europäischen Kommission für Menschenrechte Artikel 6 der Konvention fremd sind.

A.4.2.10. Was schließlich den Verstoß gegen Artikel 3 derselben Konvention betrifft, wird im Schriftsatz der Standpunkt vertreten, daß der zurückgewiesene Asylbewerber, bei dem der Generalkommissar festgestellt hat, daß sein Asylantrag unzulässig war, und in bezug auf den er außerdem erklärt, er könne an die Grenze des Landes, wo nach seiner Darlegung sein Leben oder seine Freiheit bedroht sei, gebracht werden, nicht die von der Rechtsprechung bezüglich des vorgenannten Artikels 3 vorgeschriebenen Anforderungen erfüllt.

A.4.2.11. Diese Maßnahmen sollten den Strom der Asylbewerber eindämmen, indem sie die Dauer der Anerkennung verkürzen und den Asylbewerbern dies zur Kenntnis bringen würden; das Aussetzungsverfahren würde die Dauer der Anerkennung erheblich verlängern, da nur ein sehr geringer Anteil der Urteile innerhalb der gesetzlichen Frist von 45 Tagen verkündet werde.

Erwiderungsschriftsatz

A.4.3.1. In bezug auf das fehlende Interesse am Klagegrund, der daraus abgeleitet wird, daß die klagenden Parteien die Artikel 25 2° und 34 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 nicht anfechten würden, führen diese in ihrem Erwiderungsschriftsatz zunächst an, daß Artikel 25 2° nur eine formelle Änderung beinhalte und daß außerdem die Aufhebung der Zuständigkeit des im Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung urteilenden Richters sich nicht aus der Aufrechterhaltung von Artikel 63 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ergebe, sondern vielmehr aus der ausschließlichen Zuständigkeit des Staatsrates zur Aussetzung der von ihm für nichtig erklärten Akte.

Die Aufhebung von Artikel 70 bis des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 durch Artikel 34 rechtfertige sich ihrerseits dadurch, daß der Minister nicht mehr zuständig sei, die Maßnahme, auf die sich Artikel 70 bis bezogen habe, zu ergreifen.

A.4.3.2. In bezug auf den Behandlungsunterschied infolge der vorgenannten Bestimmungen hebt der Schriftsatz hervor, daß eine Angelegenheit, in der die Aussetzung einer Ausweisungsmaßnahme von wesentlicher Bedeutung sei, damit eine spätere Nichtigerklärung noch eine Wirkung haben könne, gerade dann bestehe, wenn ein Asylbewerber in das Land, aus dem er geflohen ist und in dem nach seiner Darlegung sein Leben oder seine Freiheit gefährdet ist, zurückzusenden sei; dies sei übrigens die Daseinsberechtigung des vorgenannten Artikels 70 bis gewesen.

Die klagenden Parteien bestreiten zwar nicht, daß der Asylbewerber sich in einer günstigeren Lage befinden würde als der Ausländer, den eine in Ausführung von Artikel 3 oder 7 ergriffene Maßnahme betrifft, doch sie vergleichen dessen Lage mit derjenigen eines Ausländers, den eine in Ausführung von Artikel 11 ergriffene Maßnahme betrifft oder dem das Statut als einem Flüchtling Gleichgestellter verweigert wurde, der dieser nach der Erschöpfung der Verwaltungsklage auf das Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung in Verwaltungsangelegenheiten zurückgreifen kann.

Der Schriftsatz bestreitet, daß die beim Generalkommissar organisierte Dringlichkeitsklage die vom Ministerrat angeführten Verfahrensgarantien aufweise, dies im Gegensatz zu denjenigen des Revisionsverfahrens, die im Schriftsatz aufgezählt werden. Im Gegensatz zum letzteren trete der Generalkommissar als Verwaltungsbehörde auf, werde der Antragsteller von einem Beamten angehört und habe der Rechtsanwalt keine Kenntnis von der Akte.

A.4.3.3. Bezüglich des Artikels B 3° bestreitet der Schriftsatz die vom Ministerrat erteilte Antwort, insofern sie voraussetze, daß der Bevollmächtigte des Ministers die vorgenannte Bestimmung nie zu Unrecht anwenden würde, was um so zweifelhafter sei, als dieser ein Beamter im Rang 22 sein könne. Nach Darstellung der klagenden Parteien könne man zwar verstehen, daß im Falle eines neuen Antrags eine neue dringende Suspensivklage beim Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose nicht vorgesehen sei, doch es rechtfertige nichts die Abschaffung des Verfahrens auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung in Verwaltungsangelegenheiten vor dem Staatsrat, mit dem geprüft werden solle, ob in einem Fall, der sehr schwerwiegende Folgen für den Einzelnen haben könne, das Gesetz von der Verwaltung eingehalten worden sei.

A.4.4. In bezug auf Artikel 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention heißt es im Schriftsatz, daß ein Mindestmaß an Verteidigungsrechten gewährleistet sein müsse, damit man von einer wirksamen Beschwerde reden könne. Ferner heißt es darin, daß ungeachtet des Wortlautes des Gesetzes und angesichts dessen, daß es nicht mit dem internationalen Recht übereinstimme, der Staatsrat und der im Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung urteilende Richter einen Antrag auf Aussetzung einer vom Generalkommissar bestätigten und ungeachtet jeglicher Rechtsmittel einlegung für vollstreckbar erklärten Ausweisungsmaßnahme für zulässig erklärt bzw. sich dafür zuständig erklärt hätten.

Hinsichtlich der Kammern mit einem einzigen Gerichtsrat und des besonderen Verfahrens vor dem Staatsrat in Sachen Ausländerrecht (Artikel 33 Absatz 2 (zur Abänderung von Artikel 70 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980) und Artikel 38 (zur Abänderung von Artikel 90 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat))

Argumentation der klagenden Parteien

A.5.1. Nach Darlegung der klagenden Parteien stellen das besondere Verfahren und das System der Kammern mit einem einzigen Gerichtsrat (außer im Falle einer vom ersten Vorsitzenden getroffenen fakultativen Entscheidung) keine Diskriminierung zwischen Belgiern und Ausländern, sondern eine Diskriminierung zwischen Ausländern auf der Grundlage der Beschaffenheit des Verwaltungsaktes, dessen Gesetzmäßigkeit sie in Frage stellen, dar.

Mit der Klage wird die Zweckdienlichkeit der angeführten Begründung bestritten - der Umstand, daß in anderen Fällen eine Kammer mit einem einzigen Gerichtsrat vorgesehen sei -, wobei die klagenden Parteien davon ausgehen, daß sie darauf hinauslaufe, die Anträge bezüglich des Ausländerrechtes den offensichtlich unbegründeten Anträgen, auf die sich die anderen Fälle der Klageerhebung vor einer Kammer mit einem einzigen Gerichtsrat beziehen, gleichzustellen.

Argumentation des Ministerrates

A.5.2. Der Ministerrat weist darauf hin, daß die klagenden Parteien nur Artikel 38 und die dadurch eingeführten Kammern mit einem einzigen Gerichtsrat bemängeln würden, und führt an, daß diese Bestimmung auf alle Ausländer Anwendung finde und daß sie durch die beim Staatsrat im Bereich des Ausländerrechtes bestehende Verspätung gerechtfertigt sei; im übrigen gebe es keinen Grund, die Unparteilichkeit und das berufliche Pflichtbewußtsein des Einzelrichters in Frage zu stellen.

Erwiderungsschriftsatz

A.5.3. Der Schriftsatz führt an, daß sowohl die Einführung der Kammer mit einem einzigen Gerichtsrat als auch die Ermächtigung zum Anordnen eines Sonderverfahrens bestritten werde; das Argument der gerichtlichen Verspätung sei nicht zweckdienlich, insofern die Kammern mit einem einzigen Gerichtsrat nur in bezug auf Ausländer eingeführt worden seien.

Hinsichtlich der Möglichkeit, Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling, denen der Zugang zum Staatsgebiet oder die Aufenthaltsgenehmigung verweigert wurde, an einem bestimmten Ort festzuhalten (Artikel 36 zur Einfügung eines Artikels 74/8 in das Gesetz vom 15. Dezember 1980)

Argumentation der klagenden Parteien

A.6.1.1. Die klagenden Parteien beziehen sich auf die Stellungnahme der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates, wonach die damals in der Entwurfsphase befindliche Bestimmung habe angepaßt werden müssen, um Artikel 31 Absatz 2 des Internationalen Abkommens über die Rechtsstellung der Flüchtlinge Rechnung zu tragen, und legen das vom Gesetzgeber angestrebte Ziel dar, nämlich zu vermeiden, daß die Asylbewerber, deren Antrag in einer ersten Phase des Verfahrens abgelehnt wurde, untertauchen.

A.6.1.2. Zur Darlegung der ungerechtfertigten Beschaffenheit dieser Maßnahme des Festhaltens an einem bestimmten Ort beruft sich die Klageschrift auf das Urteil des Hofes Nr. 20/93, aus dem hervorgehe, daß eine solche Maßnahme, die sich auf bereits im Lande befindende Antragsteller beziehe, übertrieben sei. Sie beeinträchtige nicht nur ihr Privat- und Familienleben sowie ihre Verteidigungsrechte, sondern könne angesichts ihrer Auswirkungen sogar die Zahl der Illegalen erhöhen, statt sie zu verringern.

A.6.1.3. Diese Maßnahme sei diskriminierend gegenüber dem Schicksal der anderen Ausländer (die kein Asyl beantragen), die Gegenstand einer Abschiebung oder Ausweisung sind. Was die Anweisung zum Verlassen des Staatsgebietes betrifft, sei die Festhaltung nämlich entweder zeitlich begrenzt (Anordnung auf der Grundlage von Artikel 7) oder ausgeschlossen (Anordnung aufgrund der Artikel 11, 13 und 61). Eine solche Maßnahme sei auch im Fall einer Ausweisung oder der Zurückweisung ausgeschlossen.

Die Ausländer, die von einer Entscheidung der Aufenthaltsverweigerung mit Anordnung zum Verlassen des Staatsgebietes, einer Entscheidung der Zurückweisung einer Ablehnung eines Antrags auf Niederlassungsgenehmigung mit Anordnung zum Verlassen des Staatsgebietes in Kenntnis gesetzt worden seien, dürften während der Dauer der Prüfung eines Revisionsantrags nicht Gegenstand einer Maßnahme des Freiheitsentzugs sein, außer im Falle einer Entscheidung des Ministers selbst und « wenn außergewöhnlich schwerwiegende Umstände dies rechtfertigen » (Artikel 67).

A.6.1.4. Schließlich verweisen die klagenden Parteien darauf, daß eine Diskriminierung bestehe zwischen den gewöhnlichen Flüchtlingen und den Personen, die im Sinne von Artikel 57 des Gesetzes den Flüchtlingen gleichgestellt werden, da letztere nicht Gegenstand einer Festhaltungsmaßnahme sein können.

Argumentation des Ministerrates

A.6.2.1. Der Ministerrat verweist darauf, daß Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 es erlaube, Asylbewerber an einem bestimmten Ort festzuhalten, deren Antrag auf Anerkennung als Flüchtling bereits Gegenstand einer ersten oder zweiten Unzulässigkeitsentscheidung war, und zwar sowohl an der Grenze als auch im Königreich, insofern dieses Festhalten erforderlich sei, um die tatsächliche Ausweisung aus dem Staatsgebiet zu gewährleisten; dieses Festhalten dürfe nicht länger als zwei Monate dauern, könne Gegenstand einer gerichtlichen Klage sein und dürfe nicht mit dem gemäß Artikel 74/5 angeordneten Festhalten verwechselt werden.

A.6.2.2. Der Ministerrat ist der Ansicht, daß Artikel 74/6 keine Diskriminierung enthalte, insofern das Gesetz vom 15. Dezember 1980 zahlreiche Fälle vorsehe, in denen den Ausländern ihre Freiheit entzogen werden könne; sodann werden nacheinander die in den Artikeln 7 Absatz 3, 25, 27 Absatz 3, 54 § 2, 63/5, 74 und 74/5 vorgesehenen Hypothesen behandelt. Aus dieser Aufzählung gehe hervor, daß jedesmal, wenn eine Ausweisungsentscheidung durch den Minister oder seinen Bevollmächtigten getroffen werde - was in der Hypothese, von der in Artikel 74/6 die Rede ist, zutrefte -, eine Haft oder ein Festhalten beschlossen werden könne, so daß die vorgenannte Bestimmung nicht diskriminierend sei.

A.6.2.3. In bezug auf die Diskriminierung zwischen dem Asylbewerber, der eine Dringlichkeitsklage beim Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose erhebt, und dem Ausländer, der einen Revisionsantrag gemäß den Artikeln 65 und 66 einreicht, erläutert der Ministerrat die Ähnlichkeiten zwischen den beiden Verfahren, wobei die vor dem Generalkommissar erhobene Klage nach seiner Ansicht aufgrund der darin gebotenen Garantien günstiger ist. Vergleichbar seien insbesondere die aufschiebende Wirkung der beiden Klagen und die Möglichkeit von Maßnahmen des Freiheitsentzugs. Im Gegensatz zum Revisionsantrag erfolge die Klage vor dem Generalkommissar jedoch vor einer anderen Behörde als derjenigen, die die angefochtene Entscheidung getroffen hat.

A.6.2.4. In bezug auf die Diskriminierung zwischen einerseits den Ausländern, die die Eigenschaft als Flüchtling beanspruchen und die eine Dringlichkeitsklage beim Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose eingereicht haben, und andererseits dem Ausländer, dem die Eigenschaft als einem dem Flüchtling Gleichgestellten verweigert wurde und der einen Revisionsantrag gemäß Artikel 64 Absatz 1^o des Gesetzes eingereicht hat, streitet der Ministerrat diese Diskriminierung aus den gleichen Gründen wie vorstehend erwähnt ab, da die beiden möglichen Klagen einander weitgehend gleichen.

A.6.2.5. Der Ministerrat streitet schließlich die Zweckdienlichkeit der Verweisung der klagenden Parteien auf den Punkt B.4.2 des Urteils des Hofes Nr. 20/93 ab. Er verweist darauf, daß die Asylbewerber, die Gegenstand einer Festhaltungsmaßnahme aufgrund von Artikel 74/5 des Gesetzes sind, sich in einer vollkommen anderen Situation befänden als der Ausländer, der gemäß Artikel 74/6 festgehalten wird; und daß die Festhaltung aufgrund der letztgenannten Bestimmung aus mehreren Gründen für ihn vorteilhafter sei, insbesondere in dem Maße, als gegen diese Festhaltung Klage vor Gericht erhoben werden kann.

Erwiderungsschriftsatz

A.6.3. In bezug auf das Argument, das Gesetz vom 15. Dezember 1980 enthalte zahlreiche andere Hypothesen, in denen den Ausländern ihre Freiheit entzogen werden könne, weist der Erwiderungsschriftsatz zunächst den Vergleich mit Artikel 7 Absatz 3 zurück, der einerseits die untergetauchten und straffälligen Ausländer oder die Ausländer, die nach Belgien kommen, um hier illegal zu arbeiten, betreffe, und andererseits diejenigen, die Gegenstand einer endgültigen Abschiebungsentscheidung sind, im Gegensatz zu den Asylbewerbern, deren Verfahren in der Schwebe ist.

Die Artikel 25, 27, 52bis, 54 und 63/5 seien nur anwendbar, insofern außergewöhnlich schwerwiegende Umstände dies rechtfertigten. Nach einem Verweis auf das Urteil Nr. 20/93 des Hofes in bezug auf Artikel 74/5 schlußfolgert der Schriftsatz, das Gesetz sehe keineswegs vor, daß jedesmal, wenn eine Ausweisungsentscheidung getroffen wird, eine Haft oder eine Festhaltung beschlossen werden könne; im Gegenteil könne niemals - abgesehen vom Fall der Asylbewerber, die an der Grenze eine Entscheidung zur Einreise in das Staatsgebiet abwarten müssen - eine Haft gegenüber einem Ausländer ins Auge gefaßt werden, der Gegenstand einer Entscheidung der Aufenthaltsverweigerung oder der Ausweisung sei, gegen die das Gesetz eine Suspensivklage vorsehe, außer wenn außergewöhnlich schwerwiegende Umstände dies rechtfertigen würden.

— B —

Hinsichtlich des Interesses

B.1.1. Wenn eine Vereinigung ohne Erwerbszweck sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und daß dieser Vereinigungszweck tatsächlich erstrebt wird, was nach wie vor aus der konkreten und dauerhaften Tätigkeit der Vereinigung hervorgehen soll.

B.1.2. Die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » bezweckt gemäß Artikel 2 ihrer Satzung die Bekämpfung von Rassismus, Antisemitismus und Ausländerfeindlichkeit. Sie « ruft all diejenigen zur Einigkeit und Aktion auf, die sich der Diskriminierung, dem Haß, den Vorurteilen aufgrund von Rasse, Sprache, Herkunft oder Weltanschauung widersetzen und die Freundschaft und den Frieden unter den Völkern, die Gleichheit und Brüderlichkeit unter den Menschen siegen lassen wollen ».

B.1.3. Die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Syndicat des avocats pour la démocratie » hat namentlich zum Zweck,

« 1° die Rechte der Verteidigung zu fördern und zu gewährleisten und dazu sowohl den Rechtsanwälten als auch den übrigen Bürgern die individuellen, politischen, wirtschaftlichen und sozialen Freiheiten und die körperliche Unversehrtheit zu sichern;

2° für insbesondere die notdürftigsten Bürger oder Opfer von Antastungen der Menschenrechte den Zugang zum bestmöglichen Recht und zu einer demokratischen, modernen und humanen Justiz zu fördern und zu gewährleisten;

3° die Beachtung der öffentlichen und individuellen Grundrechte und -freiheiten zu erstreben und namentlich jeden Mißbrauch seitens der Obrigkeit und seitens jeder Gewalt zu bekämpfen; ».

B.1.4. Beide klagenden Vereinigungen verfolgen eine Zielsetzung, die weder mit dem allgemeinen Interesse noch mit dem individuellen Interesse ihrer Mitglieder zusammenfällt. Ihr Vereinigungszweck wird tatsächlich erstrebt, was aus den von ihnen ausgeübten Tätigkeiten hervorgeht. Die Bestimmungen, die sie bestreiten, betreffen die von den Vereinigungen ins Auge gefaßten Ziele. Ihre jeweiligen Verwaltungsräte, denen ihre Satzungen die Zuständigkeit erteilen, in ihrem Namen vor Gericht aufzutreten, haben den Beschluß zur Erhebung der anhängigen Klage am 13. September 1993 (« Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie ») bzw. am 5. Juni 1993 (« Syndicat des avocats pour la démocratie ») gefaßt. Ihre Satzungen wurden am 5. Februar 1976 bzw. am 24. März 1988 in den Beilagen zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Der mit dem fehlenden Interesse der « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » und des « Syndicat des avocats pour la démocratie » begründeten Einrede kann nicht stattgegeben werden.

B.1.5. Die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Association Droit des gens » verfolgt gemäß ihrer Satzung folgende Zielsetzung:

« ein friedliches und harmonisches Zusammenleben zwischen den Staaten unterstützen, die weltweite Beachtung der Rechte des Einzelnen und der Völker fördern und die Rolle Belgiens in diesem Bereich stärken;

bei der belgischen Bevölkerung, insbesondere den Erwachsenen, eine Bewußtseinsbildung und ein kritisches Wissen der gesellschaftlichen Gegebenheiten, Fähigkeiten zur Analyse, zur Entscheidung, zum Handeln und zur Bewertung, sowie ein verantwortliches Verhalten und eine aktive Teilnahme am gesellschaftlichen, wirtschaftlichen, kulturellen und politischen Leben fördern.

Zu diesem Zweck schafft die Vereinigung Mittel zur allgemeinverständlichen Darstellung und Verbreitung der Regeln des internationalen Rechtes, einschließlich der Menschenrechte, setzt sie diese Mittel ein und führt sie Studien über bestimmte Themen in Verbindung zum internationalen Recht durch ».

Ein solch umfassend definierter Vereinigungszweck weist keine besondere Beschaffenheit auf und unterscheidet sich deshalb nicht vom allgemeinen Interesse.

Die von der Vereinigung ohne Erwerbszweck « Association Droit des gens » erhobene Klage ist aus diesem Grund für unzulässig zu erklären.

Hinsichtlich der Einrede wegen Nichteinhaltung von Artikel 10 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 und hinsichtlich der Anwendung von Artikel 26 des genannten Gesetzes

B.1.6. Der Ministerrat wirft der Vereinigung ohne Erwerbszweck « Syndicat des avocats pour la démocratie » vor, 1993 nicht ihre Mitgliederliste bei der Kanzlei des Zivilgerichtes in Brüssel hinterlegt zu haben.

Die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Syndicat des avocats pour la démocratie » hat einen beglaubigten Auszug aus dem Protokoll ihrer Verwaltungsratssitzung vom 6. September 1993 vorgelegt, dem folgendes zu entnehmen ist:

« Der mit der Mehrheit seiner Mitglieder tagende Verwaltungsrat der Vereinigung ohne Erwerbszweck 'Syndicat des avocats pour la démocratie' stellt fest, daß es in der Liste der Mitglieder der Vereinigung, so wie sie beim letzten Mal aufgestellt und hinterlegt wurde, keinerlei Änderungen gibt, und beschließt, daß es gemäß Artikel 10 des Gesetzes über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck keinen Anlaß gibt, eine neue Mitgliederliste zu hinterlegen ».

Der Ministerrat bestreitet nicht die Echtheit dieses Belegs.

Die Unzulässigkeitseinrede kann somit nicht angenommen werden.

B.1.7. Der Ministerrat führt schließlich an, die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » habe auf der in der Kanzlei des Gerichtes Erster Instanz hinterlegten Liste nicht « die Nationalität ihrer Mitglieder und die Eintragung ihrer ausländischen Mitglieder in das Bevölkerungsregister » angegeben.

B.1.8. Auch wenn die Unterlassung der in Artikel 10 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 vorgeschriebenen Formalität die in Artikel 26 desselben Gesetzes vorgesehene Strafe bewirken kann, wäre es doch übertrieben, diese Strafe auf eine Ungenauigkeit oder eine nebensächliche Unterlassung anzuwenden, während die eigentliche Veröffentlichung im wesentlichen durchgeführt wurde.

Im vorliegenden Fall wurde nur die Angabe der Staatsangehörigkeit der Mitglieder und die Eintragung derjenigen, die nicht Belgier sind, ins Bevölkerungsregister unterlassen.

B.1.9. Artikel 26 Absatz 2 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 in der durch Artikel 10 des Gesetzes vom 28. Juni 1984 über gewisse Aspekte der Rechtsstellung der Ausländer und zur Einführung des Gesetzbuches der belgischen Staatsangehörigkeit abgeänderten Fassung hindert eine Vereinigung daran, sich auf die Rechtspersönlichkeit gegenüber Dritten zu berufen, « wenn drei Fünftel der Mitglieder nicht die belgische Staatsangehörigkeit besitzen oder nicht Ausländer sind, die im Königreich niedergelassen, im Bevölkerungsregister eingetragen und in Belgien wohnhaft sind ».

Diese Bestimmung drückt den Willen des Gesetzgebers aus, die Strafe der Nichtentgegenhaltbarkeit der Rechtspersönlichkeit mit der Verletzung der darin enthaltenen Grundnorm zu verbinden, nicht aber mit irgendeiner Unterlassung der in bezug auf ausländische Mitglieder einer Vereinigung erforderlichen Angabe.

Die Vereinigung ohne Erwerbszweck « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » behauptet in einem ihrem Schriftsatz beigefügten Dokument vom 11. März 1994, daß alle ihre effektiven Mitglieder Belgier oder, falls sie Ausländer seien, ordnungsgemäß im Bevölkerungsregister eingetragen seien.

Der Ministerrat behauptet nicht, daß die in Absatz 2 von Artikel 26 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 ausgedrückte Grundnorm mißachtet werde. Die im ersten Absatz desselben Artikels vorgesehene Strafe sei nicht anzuwenden.

Der Unzulässigkeitseinrede kann nicht stattgegeben werden.

B.1.10. Aus dem Vorstehenden geht hervor, daß die Klage zulässig ist, was die « Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » und das « Syndicat des avocats pour la démocratie » betrifft.

Zur Hauptsache

Hinsichtlich der Beziehung zwischen Artikel 191 (vormals Artikel 128) und den Artikeln 10 und 11 (vormals Artikel 6 und 6bis) der Verfassung

B.2. Artikel 191 der Verfassung (vormals Artikel 128) besagt:

« Jeder Ausländer, der sich auf dem Staatsgebiet Belgiens befindet, genießt den Personen und Gütern gewährten Schutz, vorbehaltlich der durch Gesetz festgelegten Ausnahmen. »

Daraus ergibt sich, daß ein Behandlungsunterschied, der einen Ausländer benachteiligt, nur vom Gesetzgeber eingeführt werden kann. Artikel 191 hat nicht zum Ziel, den Gesetzgeber dazu zu ermächtigen, sich bei der Schaffung einer solchen Ungleichheit von der Einhaltung der in der Verfassung festgeschriebenen Grundprinzipien zu befreien. Dieser Artikel erinnert übrigens ausdrücklich daran, indem er eingangs die Regel aufstellt, daß der Ausländer, der sich auf dem Staatsgebiet befindet, « den Personen und Gütern gewährten Schutz » genießt. Aus Artikel 191 ergibt sich also keineswegs, daß der Gesetzgeber bei der Schaffung eines Behandlungsunterschieds zum Nachteil von Ausländern ungeachtet der Art der betreffenden Grundsätze nicht darauf zu achten hätte, daß dieser Unterschied nicht diskriminierend ist.

B.3. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbotes schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

Hinsichtlich der Artikel 11 und 15 des Gesetzes vom 6. Mai 1993, die Artikel 52 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 abändern bzw. Artikel 54 dieses Gesetzes ersetzen

B.4.1. Ungeachtet des Tenors der Nichtigkeitsklageschrift, der sich auf den gesamten Artikel 11 bezieht, ergibt sich aus dem Inhalt der Klageschrift, daß die klagenden Parteien nur Ziffer 3^o dieses Artikels beanstanden. Der Hof wird somit seine Prüfung auf Artikel 11 3^o des Gesetzes vom 6. Mai 1993 beschränken.

B.4.2. Artikel 54 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980, ersetzt durch Artikel 15 des Gesetzes vom 6. Mai 1993, besagt:

« § 1. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Zugang zum Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern gehören, oder sein Bevollmächtigter kann den Eintragungsort der Ausländer bestimmen:

1^o die in das Königreich eingereist sind, ohne den in Artikel 2 vorgeschriebenen Bedingungen zu entsprechen, und die die Anerkennung als Flüchtling beantragt haben;

2^o die an der Grenze vorstellig geworden sind, ohne im Besitz der in Artikel 2 vorgeschriebenen Dokumente zu sein, und sich bei den für die Grenzkontrolle zuständigen Behörden als Flüchtling ausgegeben haben;

3^o die die Anerkennung als Flüchtling nach Ablauf ihrer Aufenthaltsgenehmigung beantragt haben;

4^o die sich als Flüchtling ausgegeben und sich an einem bestimmten Ort, der im Grenzgebiet liegt oder dem Grenzgebiet gleichgestellt ist, befunden haben, gemäß Titel III^{ter} des vorliegenden Gesetzes.

Die Eintragung an einem bestimmten Ort dauert, bis eine endgültige Entscheidung über den Antrag auf Anerkennung als Flüchtling getroffen wurde oder bis die Anordnung zum Verlassen des Staatsgebietes vollstreckt wird.

Bei der Eintragung an einem bestimmten Ort berücksichtigt der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Zugang zum Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern gehören, oder sein Bevollmächtigter:

1^o den Belegungsgrad der Aufnahmezentren für Asylbewerber;

2^o die gleichmäßige Verteilung auf die Gemeinden aufgrund von Kriterien, die durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgesetzt werden.

§ 2. Unter außergewöhnlich schwerwiegenden Umständen kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Zugang zum Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern gehören, wenn er es für die Wahrung der öffentlichen Ordnung oder der Sicherheit des Landes für erforderlich erachtet, die betreffende Person provisorisch der Regierung zur Verfügung stellen. »

Artikel 52 § 2 5^o des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 11 3^o des Gesetzes vom 6. Mai 1993 ergänzten Fassung besagt:

« § 2. Der Justizminister oder sein Bevollmächtigter kann beschließen, daß dem Ausländer, der in das Königreich gelangt ist, ohne die in Artikel 2 festgelegten Bedingungen zu erfüllen, sich als Flüchtling aus gibt und eine Anerkennung als solcher beantragt, der Aufenthalt in dieser Eigenschaft im Königreich verweigert wird:

(...)

5^o wenn der Ausländer, von dem in Artikel 54 § 1 Absatz 1 die Rede ist, sich mindestens einen Monat lang der Meldepflicht, deren Modalitäten durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgesetzt werden, entzieht, »

B.4.3. Die angefochtenen Bestimmungen ermöglichen es dem zuständigen Minister oder seinem Bevollmächtigten einerseits, den Ort zu bestimmen, an dem die Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling, die zu einer der in Absatz 1 erwähnten Kategorien gehören, eingetragen werden (Artikel 54 § 1), und ermöglichen es ihm andererseits, denselben Antragstellern zu verweigern, sich in dieser Eigenschaft im Königreich aufzuhalten, wenn sie sich mindestens einen Monat lang der vom König zu organisierenden Meldepflicht entziehen (Artikel 52 § 2 5^o).

Die somit geschaffene Unterscheidung zwischen einerseits den Ausländern, die sich nur in Belgien aufhalten dürfen, weil sie sich als Flüchtling ausgeben, und die dieser doppelten Maßnahme unterliegen, und andererseits den anderen Ausländern, einschließlich der anderen Asylbewerber, wurde folgenderweise gerechtfertigt:

« Die zweite vorgeschlagene Maßnahme besteht in der Möglichkeit, die Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling, die keine Erlaubnis besitzen, sich auf dem Staatsgebiet aufzuhalten, während des Ablaufs des Verfahrens an einem bestimmten Ort einzuschreiben, und zwar entweder im ' Petit-Château ', in einem Aufnahmezentrum oder in einer Gemeinde. Der Antragsteller muß dort regelmäßig vorstellig werden, ohne daß seine Freizügigkeit eingeschränkt wird. Der Asylantrag eines Antragstellers auf Anerkennung als Flüchtling, der der vorgeschriebenen Meldepflicht nicht nachkommt, kann für unzulässig erklärt werden. Mit dieser Maßnahme kann unter anderem das Problem der Antragsteller auf Anerkennung als politischer Flüchtling, die unauffindbar

geworden sind, obschon das Anerkennungsverfahren noch in der Schwebe ist, behoben werden. Durch die Einführung dieser Maßnahme ist der Asylbewerber verpflichtet, ein fortwährendes Interesse an der Asylgewährung unter Beweis zu stellen.» (*Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 555/2, S. 10).

Ferner hat der Minister in der Abgeordnetenversammlung folgendes hervorgehoben:

« Es ist im übrigen aus Sicherheitsgründen unerlässlich, den Niederlassungsort eines jeden Ausländers zu kennen.

(...)

(...), das Ausländerregister einer jeden Gemeinde reguliert (wird), wobei der Minister entscheiden kann, an welchem Ort der Ausländer eingetragen wird. Ein Ausländer kann folglich nur in einer einzigen Gemeinde eingetragen werden.» (*Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 903/5, S. 51)

B.4.4. Diese Unterscheidung beruht auf objektiven Kriterien. Der Gesetzgeber wollte zu Recht für die Asylbewerber mit « unsicherem » Aufenthaltsort während der Untersuchung seines Antrags einen verwaltungsmäßigen Ort vorsehen und sich gleichzeitig sowohl seines Interesses an diesem Antrag als auch der Wirksamkeit der Maßnahmen, die dieser erfordert oder beinhalten kann, vergewissern.

Indem der Gesetzgeber die Eintragung von Amts wegen und die Meldepflicht der Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling, auf die sich Artikel 54 § 1 Absatz 1 bezieht, vorsah, hat er eine sowohl den von ihm verfolgten Zielen entsprechende als auch nicht unangemessene Maßnahme ergriffen, da nur die Ausländer betroffen sind, die sich ausschließlich wegen ihres Antrags auf Anerkennung als Flüchtling in Belgien aufhalten.

B.4.5. Nach Darstellung der klagenden Parteien wären diese Maßnahmen nicht zu rechtfertigen, da sie gegen verschiedene internationale Bestimmungen verstoßen würden, nämlich Artikel 31 des Abkommens vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge, Artikel 2 des Protokolls Nr. 4 zur Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 12 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte.

Diesen internationalen Bestimmungen ist gemeinsam, daß sie vorbehaltlich der darin festgelegten Einschränkungen die Freizügigkeit der Personen, auf die sie sich beziehen, sowie hinsichtlich der beiden letzten Bestimmungen die freie Wahl des Aufenthaltsortes garantieren.

B.4.6. Der neue Artikel 54 § 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ermächtigt den zuständigen Minister, eine verwaltungsmäßige Eintragung einzuführen, die an sich das Bestehen des Rechtes auf Freizügigkeit und auf völlig freie Wahl eines Wohnsitzes nicht einschränkt.

Es trifft zu, daß die Verbindung des besagten Artikel 54 § 1 mit Artikel 1 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister und die Personalausweise und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Regelung eines nationalen Registers der natürlichen Personen, der besagt, daß die Eintragung ins Bevölkerungsregister in der Gemeinde erfolgen muß, wo der Betroffene seinen Hauptaufenthalt hat, zu einer Einschränkung der Ausübung des Rechtes auf völlig freie Wahl eines Wohnsitzes führen könnte.

Dennoch steht eine solche Einschränkung nicht im Widerspruch zu den genannten Bestimmungen des internationalen Rechtes, da einerseits Artikel 31.2 des Genfer Abkommens vom 28. Juli 1951 über die Rechtsstellung der Flüchtlinge es ermöglicht, Einschränkungen der Freizügigkeit von Ausländern, die sich als Flüchtlinge ausgeben, vorzunehmen, insofern diese Einschränkungen erforderlich sind, und andererseits sowohl Artikel 2 des Protokolls Nr. 4 zur Europäischen Menschenrechtskonvention als auch Artikel 12 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte es dem Gesetzgeber gestatten, die Ausübung des Rechtes auf freie Wahl des Aufenthaltsortes zu beschränken, wenn dies in einer demokratischen Gesellschaft insbesondere für die nationale Sicherheit oder die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung notwendig ist.

Im vorliegenden Fall entspricht die verwaltungsmäßige Eintragung der Ausländer, die sich nur aufgrund ihres Antrags auf Anerkennung als Flüchtling in Belgien aufhalten dürfen, der Erfordernis der in den vorgenannten Bestimmungen beschriebenen Notwendigkeit.

B.4.7. Die mit der Nichteinhaltung der Meldepflicht verbundene Strafe - das heißt die Möglichkeit für den zuständigen Minister oder seinen Bevollmächtigten, dem Ausländer, der sich als Flüchtling ausgibt, nicht den Aufenthalt in dieser Eigenschaft im Königreich zu gestatten - kann nicht als offensichtlich unverhältnismäßig angesehen werden, da der Gesetzgeber im Interesse des Betroffenen selbst verlangen kann, daß dieser ordnungsgemäß an der Untersuchung seines Antrags mitarbeitet.

B.4.8. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß die Artikel 11 3° und 15 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 nicht gegen die Artikel 10 und 11 (vormals Artikel 6 und 6bis) der Verfassung verstoßen.

Hinsichtlich der Artikel 8 (zur Abänderung von Artikel 50 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980), 30 3°, 31 und 32 (zur Abänderung der Artikel 63/5 und 68 desselben Gesetzes und zur Einfügung eines neuen Artikels 69bis) sowie Artikel 33 (zur Abänderung von Artikel 70 desselben Gesetzes)

B.5.1. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angegeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Hof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Diese Erfordernisse liegen einerseits in der dem Hof obliegenden Verpflichtung begründet, sofort nach Eingang der Klage zu prüfen, ob diese nicht offensichtlich unzulässig oder offensichtlich unbegründet ist, oder ob der Hof nicht offensichtlich unzuständig ist, darüber zu befinden, und andererseits in der Verpflichtung, die den Parteien, die auf die Argumente der Kläger antworten möchten, obliegt, in einem einzigen Schriftsatz und innerhalb der festgesetzten Fristen, deren Nichteinhaltung zur Unzulässigkeit führt, darauf zu antworten.

Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 31 des Gesetzes vom 6. Mai 1993, ohnedies jedoch zu erläutern, in welchem Punkt diese Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 (vormals Artikel 6 und 6bis) der Verfassung verstoßen würde. Aus den obigen Darlegungen ergibt sich, daß die Klage in bezug auf diesen Artikel unzulässig ist.

B.5.2. Ungeachtet des Tenors der Klageschrift, der sich auf Artikel 8, Artikel 30 3° sowie die Artikel 32 und 33 insgesamt bezieht, ergibt sich aus der Darlegung des Klagegrundes, daß die klagenden Parteien ihre Beschwerde auf folgende Bestimmungen des Gesetzes vom 6. Mai 1993 beschränken: Artikel 8 3°, Artikel 30 3°, insofern er dem Artikel 63/5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 einen Absatz 5 hinzufügt; Artikel 32, nur in bezug auf Absatz 2 des Artikels 69bis, den er dem vorgenannten Gesetz von 1980 hinzufügt; Artikel 33, nur in bezug auf Absatz 2 des neuen Artikels 70 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980. Der Hof beschränkt seine Prüfung folglich auf diese Bestimmungen.

B.5.3. Nach Darstellung des Ministerrates hätten die klagenden Parteien kein Interesse an dem Klagegrund, mit dem die Aufhebung des Verfahrens auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung in Verwaltungsangelegenheiten bemängelt wird, da sie nicht die Artikel 25 2° und 34 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 anfechten würden, die zur Folge hätten, daß in gewissen Fällen das gerichtliche Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung, das dem vor dem Staatsrat bestehenden gleichwertig sei, abgeschafft werde.

Wie aus den obigen Erwägungen B.1.1 bis B.1.5 hervorgeht, haben die « Mouvement contre le racisme, l'antisemitisme et la xénophobie » und das « Syndicat des avocats pour la démocratie » ihr Interesse an der Klage auf Nichtigerklärung der Bestimmungen des Gesetzes vom 6. Mai 1993, auf die sich der Klagegrund bezieht, nachgewiesen.

Dieses Interesse kann nicht durch den Umstand beeinträchtigt werden, daß diese klagenden Parteien nicht andere Bestimmungen des Gesetzes, die in anderen Fällen eine ähnliche Wirkung haben, angefochten haben.

B.5.4. Artikel 50 Absätze 3 und 4 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 in der durch Artikel 8^o des Gesetzes vom 6. Mai 1993 abgeänderten Fassung besagt:

« Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Zugang zum Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern gehören, oder sein Bevollmächtigter kann beschließen, die Erklärung nicht zu berücksichtigen, wenn der Ausländer bereits vorher die gleiche Erklärung bei einer Behörde, auf die sich Absatz 1 bezieht, abgegeben hat und wenn er keine neuen Elemente vorbringt, wonach für ihn ernsthafte Hinweise auf eine begründete Befürchtung der Verfolgung im Sinne des Internationalen Abkommens über die Rechtsstellung der Flüchtlinge, das am 28. Juli 1951 in Genf unterschrieben wurde, bestehen. Die neuen Elemente müssen sich auf Fakten oder auf Situationen beziehen, die sich nach der letzten Phase des Verfahrens, im Laufe dessen der Ausländer sie hätte vorbringen können, ereignet haben.

Gegen eine Entscheidung, die Erklärung nicht zu berücksichtigen, kann nur vor dem Staatsrat eine Nichtigkeitsklage eingereicht werden. Gegen diese Entscheidung ist kein Aussetzungsantrag möglich. »

Die durch den angefochtenen Artikel 30 3^o abgeänderten Absätze 4 und 5 des Artikels 63/5 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 besagen:

« Im Falle der Bestätigung der angefochtenen Entscheidung gibt der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten ebenfalls eine ausdrückliche Stellungnahme zur etwaigen Zurückweisung des Betroffenen an die Grenze des Landes, aus dem er geflüchtet ist oder in dem nach seiner Darstellung sein Leben, seine körperliche Unversehrtheit oder seine Freiheit bedroht sei, ab.

Wenn der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder einer seiner Beigeordneten eine Entscheidung bestätigt, die Gegenstand einer Dringlichkeitsklage ist, erwähnt er ausdrücklich, ob die angefochtene Entscheidung oder die Ausweisungsmaßnahme, auf die sich der erste und zweite Absatz beziehen, ungeachtet jeglicher Rechtsmitteleinlegung vollstreckbar ist. »

Schließlich besagen die neuen Artikel 69bis Absatz 2 und 70 Absatz 2, die sich aus den angefochtenen Artikeln 32 und 33 ergeben:

« Artikel 69bis

(...)

Es kann gegen die angefochtene Entscheidung, auf die sich Artikel 63/5 Absatz 1 bezieht und die vom Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder von einem seiner Beigeordneten bestätigt und ungeachtet jeglicher Rechtsmitteleinlegung für vollstreckbar erklärt wurde, oder gegen die Maßnahmen zur Ausweisung aus dem Staatsgebiet kein Aussetzungsantrag beim Staatsrat eingereicht werden.

Artikel 70

(...)

Der Rat ist nicht zuständig, die Aussetzung der Maßnahmen anzuordnen, die gemäß Artikel 63/5 ungeachtet jeglicher Rechtsmitteleinlegung vollstreckbar sind. »

B.5.5. Aufgrund dieser Bestimmungen kann der Staatsrat weder die ministerielle Weigerung, eine Erklärung zu berücksichtigen, in der im Vergleich zu der vorher abgegebenen keine neuen Hinweise auf eine Verfolgung angeführt werden (Artikel 50 Absätze 3 und 4), noch die Entscheidung, durch die der Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose auf eine Dringlichkeitsklage hin eine ministerielle Entscheidung bestätigt, indem er diese ungeachtet jeglicher Rechtsmitteleinlegung für vollstreckbar erklärt (Artikel 69bis Absatz 2 und Artikel 70 Absatz 2), aussetzen.

B.5.6. Durch die vorgenannten Bestimmungen beabsichtigt der Gesetzgeber, ein Gleichgewicht herzustellen zwischen einerseits einem Schnellverfahren zur schnellen Zurückweisung der Ausländer, die sich offensichtlich fälschlicherweise als Flüchtlinge im Sinne des Genfer Abkommens ausgeben, und andererseits dem Bestreben, den Asylbewerbern dennoch einen ausreichenden Rechtsschutz zu bieten.

B.5.7. Es verpflichtet keine Bestimmung der Verfassung oder eines internationalen Abkommens den Gesetzgeber, auf allgemeine Weise ein Verfahren auf Erlaß einer einstweiligen Verfügung in Verwaltungsangelegenheiten einzuführen. Wenn der Gesetzgeber es für wünschenswert erachtet, die Möglichkeit eines Antrags auf Aussetzung der Verwaltungsakte vorzusehen, kann er diesen Antrag gewissen Kategorien von Rechtssubjekten - im vorliegenden Fall gewissen Kategorien von Ausländern, die sich als Flüchtling ausgeben - jedoch nicht verweigern, wenn dazu keine vernünftige Rechtfertigung besteht.

Hinsichtlich des Artikels 50 Absätze 3 und 4

B.5.8.1. Die angefochtene Bestimmung wurde bei den Vorarbeiten wie folgt gerechtfertigt:

« Es wird bezweckt zu vermeiden, daß ein Ausländer seinen Aufenthalt künstlich verlängert, indem er einen zweiten oder weiteren Anträge einreicht, nachdem eine abgeschlossene Untersuchung gezeigt hat, daß er für eine Anerkennung als Flüchtling nicht in Frage kommt. Es handelt sich also um Ausländer, die bereits vorher einen Antrag eingereicht hatten und die Möglichkeit gehabt haben, gegen eine Ablehnung Klage zu erheben. Eine Ablehnung gemäß Artikel 50 Absatz 3 kann als eine Weigerung betrachtet werden, ein zweites Mal eine Angelegenheit mit denselben Parteien und mit demselben Gegenstand zu prüfen. Eine etwaige zweite Prüfung desselben Antrags kann verweigert werden, ohne daß dies für den Betroffenen bedeutet, daß ihm das Recht auf ein wirksames Rechtsmittel verwehrt wird. » (Begründungsschrift, *Parl. Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 555-1, S. 9).

Der Gesetzgeber wollte eine spezifische Form des Verfahrensmissbrauchs, die darin besteht, mehrfach die gleiche Erklärung abzugeben, beseitigen.

Zu diesem Zweck hat er den Antrag auf Aussetzung beim Staatsrat in den Fällen ausgeschlossen, wo der Ausländer:

a) bereits vorher eine Erklärung im Hinblick auf die Anerkennung als Flüchtling abgegeben hat, die am Ende einer Untersuchung nicht berücksichtigt wurde; und

b) die Möglichkeit gehabt hat, gegen diese Ablehnung Klage zu erheben und alle Rechtsmittel zu erschöpfen; und

c) die gleiche Erklärung abgegeben hat, ohne irgendein neues Element anzuführen.

Neue Elemente im Sinne der angefochtenen gesetzgeberischen Bestimmung sind diejenigen, die « sich auf Fakten oder auf Situationen beziehen, die sich nach der letzten Phase des Verfahrens, im Laufe dessen der Ausländer sie hätte vorbringen können, ereignet haben ».

B.5.8.2. Artikel 50 Absätze 3 und 4 ist also nur auf eine rein bestätigende Entscheidung des Ministers oder seines Bevollmächtigten anwendbar.

Diese Bestimmung bezieht sich also nur auf einen spezifischen Grund der Unzulässigkeit des Aussetzungsantrags beim Staatsrat. Dieser prüft, bevor er den Aussetzungsantrag für unzulässig erklärt, ob die Bedingungen für diesen Unzulässigkeitsgrund erfüllt sind.

Wenn der Ausländer neue Elemente geltend macht, der zuständige Minister oder sein Bevollmächtigter jedoch der Auffassung ist, daß sie nicht geeignet sind, eine begründete Befürchtung der Verfolgung im Sinne des Genfer Abkommens vom 28. Juli 1951 zu beweisen, ist Artikel 50 Absätze 3 und 4 nicht anwendbar.

B.5.8.3. Der Gesetzgeber kann Maßnahmen verabschieden, um dem Verfahrensmißbrauch entgegenzuwirken. Im vorliegenden Fall kann es nicht als offensichtlich unvernünftig oder unverhältnismäßig angesehen werden, wenn nur der Antrag auf Aussetzung innerhalb der durch Artikel 50 Absätze 3 und 4 festgelegten engen Grenzen ausgeschlossen wird.

Hinsichtlich der Artikel 69bis Absatz 2 und 70 Absatz 2.

B.5.9.1. Aufgrund von Artikel 69bis Absatz 2 kann « gegen die angefochtene Entscheidung, auf die sich Artikel 63/5 Absatz 1 bezieht und die vom Generalkommissar für Flüchtlinge und Staatenlose oder von einem seiner Beigeordneten bestätigt und ungeachtet jeglicher Rechtsmitteleinlegung für vollstreckbar erklärt wurde, oder gegen Maßnahmen zur Ausweisung aus dem Staatsgebiet » kein Antrag auf Aussetzung beim Staatsrat eingereicht werden.

Die Entscheidung, auf die sich Artikel 63/5 Absatz 1 bezieht, ist die Entscheidung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Zugang zum Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung der Ausländer gehören, die die Verweigerung des Zugangs zum belgischen Staatsgebiet oder der Aufenthaltsgenehmigung im Königreich in der Eigenschaft als Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling beinhaltet; mit anderen Worten sind es die Entscheidungen der Unzulässigkeit oder der offensichtlichen Unbegründetheit.

Aus den Vorarbeiten (Begründungsschrift, *Parl. Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 555-1, S. 16) sowie aus dem globalen Kontext der angefochtenen Bestimmung geht hervor, daß die Worte « die Maßnahmen zur Ausweisung aus dem Staatsgebiet » nur jene Ausweisungsmaßnahmen beinhalten, die auf der Grundlage und in Ausführung der für vollstreckbar erklärten Entscheidung des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose oder eines seiner Beigeordneten ergriffen wurden. Der Antrag auf Aussetzung ist also nicht für alle Ausweisungsmaßnahmen ausgeschlossen; es ist weiterhin möglich, ihn unter anderem gegen Zurückweisungs- oder Abschiebungsbeschlüsse einzureichen.

B.5.9.2. Das Gesetz vom 14. Juli 1987 hatte eine spezifische Verwaltungsklage — den dringenden Antrag auf Neuprüfung — gegen die Entscheidung zur Verweigerung des Zugangs zum Staatsgebiet, des Aufenthalts oder der Niederlassung in Anwendung von Artikel 52 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gegenüber einem sich als Flüchtling ausgebenden Ausländer eingeführt.

Dieser dringende Antrag war Gegenstand einer durch den zuständigen Minister getroffenen Entscheidung, nachdem dieser die Stellungnahme des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose eingeholt hatte.

B.5.9.3. Das angefochtene Gesetz hat die Befugnis des Generalkommissars für Flüchtlinge und Staatenlose in der ersten Phase des Asylverfahrens erweitert.

Im Rahmen des Verfahrens der Dringlichkeitsklage verfügt der Generalkommissar derzeit über eine Entscheidungsbefugnis anstelle einer beratenden Befugnis.

In Anwendung von Artikel 63/5 bewirkt die Dringlichkeitsklage eine Aussetzung der angefochtenen Entscheidung des Ministers oder seines Bevollmächtigten.

Während der Frist, in der eine Dringlichkeitsklage erhoben werden kann, sowie während der Dauer der Prüfung dieser Klage sind alle Maßnahmen zur Ausweisung aus dem Staatsgebiet gegenüber einem Ausländer wegen der Fakten, die Anlaß zu der angefochtenen Entscheidung gegeben haben, ausgesetzt.

B.5.9.4. Die Entscheidungen, die nacheinander durch den Minister oder seinen Bevollmächtigten und anschließend auf eine Dringlichkeitsklage hin vom Generalkommissar oder seinem Beigeordneten ergriffen werden, sind schwerwiegende und unwiderrufliche Maßnahmen, da sie dazu führen können, den Betroffenen unmittelbar in das Land zurückzubringen, wo nach seiner Darstellung sein Leben oder seine Freiheit bedroht ist.

B.5.9.5. Es entbehrt jedoch nicht der Vernunft, in einem Bereich, wo die Behörde mit einer beträchtlichen Zahl ungerechtfertigter Anträge befaßt wird, Maßnahmen zu ergreifen, die geeignet sind, verzögernde Anträge zu vermeiden und den Lauf des Verfahrens zu beschleunigen, indem von vornherein die offensichtlich unzulässigen oder offensichtlich unbegründeten Anträge ausgeklammert werden. Somit möchte der Gesetzgeber es der Behörde ermöglichen, sich auf die Prüfung der ernsthaften Anträge zu konzentrieren, ohne durch diejenige der anderen Anträge behindert zu werden.

B.5.9.6. Dieses Ziel muß jedoch mit der Sorge vereinbar sein, nicht demjenigen, der angibt, seine Zurückweisung in das Land, aus dem er geflohen ist, setze ihn der Gefahr einer unmenschlichen und entwürdigenden Behandlung aus, einen wirksamen Einspruch vorzuenthalten.

Falls eine solche Gefahr ernsthaft angeführt wird, erweist sich die Möglichkeit, vor dem Staatsrat eine Nichtigkeitsklage einzureichen, nicht als Ausübung einer wirksamen Beschwerde, da die Verfahrensfristen es in den meisten Fällen nicht ermöglichen, innerhalb der notwendigen Zeit ein Urteil zu erzielen.

B.5.9.7. Kein Text verbietet es der zuständigen Behörde, die negative Entscheidung des Generalkommissars oder seines Beigeordneten zu vollstrecken, wenn er die Entscheidung des Ministers oder seines Bevollmächtigten bestätigt. Man kann annehmen, daß der Gesetzgeber zur Vermeidung jeglicher Unsicherheit auf diesem Gebiet dem Generalkommissar die Möglichkeit geboten hat, seine Entscheidung für vollstreckbar zu erklären, auch wenn eine Nichtigkeitsklage und ein Antrag auf Aussetzung beim Staatsrat eingereicht wurden. In diesem Fall wird nur durch eine vom Staatsrat bzw. gegebenenfalls bei äußerster Dringlichkeit durch einen Vorsitzenden unter Vorbehalt der Bestätigung durch die damit befaßte Kammer und nach Feststellung der Ernsthaftigkeit der Klagegründe und der Schwere des Schadens getroffene Aussetzungsentscheidung die Ausweisung aus dem Staatsgebiet verhindert.

B.5.9.8. Indem der Gesetzgeber gleichzeitig vorsah, daß der Generalkommissar seine Entscheidung für vollstreckbar erklären kann und daß in diesem Fall kein Aussetzungsantrag gegen diese Entscheidung eingereicht werden kann, hat er eine Maßnahme ergriffen, die — insofern der Minister das Risiko verhindern kann, daß der Betroffene untertaucht (was nachstehend im Zusammenhang mit Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 geprüft wird) — unverhältnismäßig ist, zumal diese Maßnahme es der Verwaltungsbehörde ermöglicht, selbst die Entscheidungen zu bestimmen, gegen die sie die Beantragung der Aussetzung beim Staatsrat verbietet.

B.5.10. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, daß Artikel 50 Absätze 3 und 4 in der Auslegung gemäß B.5.8 nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung (vormals Artikel 6 und 6bis) verstößt, daß jedoch die Artikel 69bis Absatz 2 und 70 Absatz 2 gegen diese Verfassungsartikel verstoßen.

Hinsichtlich der Artikel 33 Absatz 1 (zur Abänderung von Artikel 70 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980) und 38 (zur Abänderung von Artikel 90 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat)

B.6.1. Der neue Artikel 70 Absatz 1 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 besagt:

« Wenn der Staatsrat mit einer Klage auf Nichtigkeitsklärung einer Entscheidung, auf die sich Artikel 69 bezieht, befaßt ist, befindet er über die Klage gemäß den besonderen Bestimmungen bezüglich der Frist und des Verfahrens, die der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß festlegt ».

Artikel 90 der am 12. Februar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat besagt in der durch Artikel 38 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 ergänzten Fassung:

« Die Kammern der Verwaltungsabteilung tagen mit der Zahl eines Mitglieds für Nichtigkeitsklagen, die gegen in Anwendung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über den Zugang zum Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern getroffene Verwaltungsentscheidungen eingereicht werden.

Auf Antrag des Klägers in der Klageschrift oder von Amts wegen kann der erste Vorsitzende oder der von ihm bestimmte Staatsrat die Verweisung einer Rechtssache an eine Kammer mit drei Mitgliedern anordnen. »

B.6.2. Die Besonderheit, die Zunahme und die Dringlichkeit der aus der Anwendung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 und dessen Abänderungsgesetzen entstandenen Streitsachen rechtfertigen die Annahme von besonderen Regeln, die geeignet sind, die Behandlung der Nichtigkeitsklagen zu beschleunigen. Indem der Gesetzgeber den König ermächtigt, solche Regeln in bezug auf das Verfahren und die Fristen vorzusehen und indem er es gestattet, daß die Klagen durch Kammern mit einem einzigen Gerichtsrat geprüft werden, hat er Maßnahmen ergriffen, die im Verhältnis zum angestrebten Ziel stehen. Solche von den gewöhnlichen Regeln abweichenden Maßnahmen beeinträchtigen nicht die grundsätzlichen Garantien der gerichtlichen Gesetzmäßigkeitsprüfung, die dem Staatsrat anvertraut wurde. Sie können nicht als unverhältnismäßig angesehen werden.

B.6.3. Daraus ergibt sich, daß Artikel 33 Absatz 1 und Artikel 38 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 nicht gegen die Artikel 10 und 11 (vormals Artikel 6 und 6bis) der Verfassung verstoßen.

Hinsichtlich des Artikels 36, der einen Artikel 74/6 in das Gesetz vom 15. Dezember 1980 einfügt

B.7.1. Artikel 74/6 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 besagt:

« § 1. Der Ausländer, der ins Königreich eingereist ist, ohne die in Artikel 2 festgelegten Bedingungen zu erfüllen, oder dessen Aufenthalt nicht mehr ordnungsgemäß ist und dem aufgrund von Artikel 52 der Zugang zum Staatsgebiet oder die Genehmigung zum Aufenthalt im Königreich als Antragsteller auf Anerkennung als Flüchtling verweigert wurde, kann in Erwartung der besagten Genehmigung oder seiner Ausweisung aus dem Staatsgebiet an einem bestimmten Ort festgehalten werden, wenn der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Zugang zum Staatsgebiet, der Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern gehören, oder sein Bevollmächtigter der Auffassung ist, daß dieses Festhalten erforderlich ist, um die tatsächliche Ausweisung aus dem Staatsgebiet zu gewährleisten, falls die Entscheidung, auf die sich Artikel 52 bezieht, vollstreckbar werden sollte.

§ 2. Es können die notwendigen Maßnahmen ergriffen werden, damit der Betroffene nicht ohne die erforderliche Genehmigung den Ort, an dem er festgehalten wird, verläßt.

§ 3. Der König kann die Bestimmungen und die funktionellen Modalitäten festlegen, die auf den in § 1 vorgesehenen Ort anwendbar sind.

§ 4. Die Dauer des in Anwendung von § 1 beschlossenen Festhaltens darf nicht mehr als zwei Monate betragen. »

B.7.2. Der Freiheitsentzug während einer Dauer von bis zu zwei Monaten für eine Person, die nicht einer Straftat verdächtig wird und von der nicht behauptet wird, ihr Verhalten wise eine Gefahr für die öffentliche Ordnung auf, beeinträchtigt unmittelbar die Beachtung der individuellen Freiheit, die durch Artikel 12 der Verfassung garantiert wird.

Was die Ausländer betrifft, die die Anerkennung als Flüchtling beantragen, wird diese Freiheit durch Artikel 31 des Genfer Abkommens vom 28. Juli 1951 erneut bestätigt; es kann ihnen keine strafrechtliche Ahndung wegen ihrer illegalen Einreise oder ihres illegalen Aufenthaltes auferlegt werden, und ihre Freizügigkeit darf nicht anderen Einschränkungen als den notwendigen unterliegen.

Gemäß Artikel 5.1 der Europäischen Menschenrechtskonvention hat schließlich jeder Anrecht auf Freiheit. Das Gesetz kann jedoch von diesem Grundsatz abweichen, wenn es sich um die rechtmäßige Festhaltung einer Person handelt, um sie daran zu hindern, unrechtmäßig in das Gebiet einzureisen, oder wenn gegen diese Person ein Ausweisungsverfahren läuft (Artikel 5 1 f.), und unter der Bedingung, daß sie das Recht hat, vor Gericht eine Klage einzureichen, damit dieses kurzfristig über die Gesetzmäßigkeit ihrer Haft befindet und ihre Befreiung anordnet, wenn ihre Haft ungesetzlich ist (Artikel 5.4).

B.7.3. Die angefochtene Bestimmung ermöglicht den Freiheitsentzug, auch wenn kein mit dem Verhalten desjenigen, der ihn erleidet, zusammenhängender Umstand geltend gemacht wird. Diese Maßnahme könnte angeordnet werden, obschon der Betroffene beim Generalkommissar gegen die negative Entscheidung des Ministers oder seines Bevollmächtigten die dringende und suspensive Klage, die durch Artikel 63/2 des Gesetzes organisiert wird, eingereicht hätte.

Die angefochtene Bestimmung sieht also einen Festhaltungsgrund vor, der nicht durch Umstände gerechtfertigt ist, die mit denjenigen zu vergleichen sind, aufgrund deren in anderen Bestimmungen des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 gewissen Ausländerkategorien die Freiheit entzogen werden kann. Diese Bestimmungen beziehen sich entweder auf Ausländer, die sich in einer illegalen Situation befinden und die nicht die Anerkennung als Flüchtling fordern (Artikel 7 Absatz 3, Artikel 27 Absatz 3), oder auf Personen, die durch ihr Verhalten die öffentliche Ordnung schwer gefährden (Artikel 25), oder auch auf Asylbewerber, jedoch unter außergewöhnlich schwerwiegenden Umständen (Artikel 52bis Absatz 4, Artikel 54 § 2, Artikel 63/5 Absatz 3) oder auf nichtseßhafte und bettelnde Ausländer (Artikel 74) oder aber auf Ausländer, die auf die Genehmigung zur Einreise ins Königreich warten, oder in Erwartung der Abschiebung aus dem Staatsgebiet (Artikel 74/5).

B.7.4. Gemäß den Vorarbeiten hat die Maßnahme zum Ziel, « wenn die Anträge dieser Asylbewerber bereits in einer ersten Phase des Verfahrens zurückgewiesen wurden, diese Personen schnell aus dem Staatsgebiet des Königreiches auszuweisen und zu vermeiden, daß sie in der Illegalität leben ». Es wird erläutert, daß « eine Festhaltungsmaßnahme nur dann ergriffen wird, wenn sie unbedingt notwendig ist und im Verhältnis steht » (Dok., Senat, Begründungsschrift, 1992-1993, Nr. 555-1, S. 18).

Die maximale Frist von zwei Monaten wird folgenderweise gerechtfertigt:

« Die erste in diesem Gesetzentwurf vorgeschlagene Maßnahme ist die Erhöhung der Höchstdauer der Verwaltungshaft von einem auf zwei Monate. Die bisherigen Erfahrungen zeigen, daß eine maximale Frist von einem Monat für die zuständigen Behörden zu kurz ist und nicht dem Haftziel entspricht, das heißt die tatsächliche Ausweisung des Betroffenen aus dem Staatsgebiet. Die Zusendung der erforderlichen Dokumente

und insbesondere der Personalpapiere durch das Land, in das der Ausländer zurückgeführt wird, dauert lange, und oft genügt ein Monat nicht, um die Akte zu bearbeiten » (*Dok.*, Senat, Bericht, 1992-1993, Nr. 555-2, S. 10; *Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 556-1, S. 2).

B.7.5. Die angefochtene Bestimmung ist Bestandteil einer Reihe von Maßnahmen, mit denen der Zunahme der Anträge, die sich von vornherein als völlig unbegründet erweisen, begegnet werden soll. Das Festhalten an einem bestimmten Ort betrifft eine Kategorie von Flüchtlingen, nämlich diejenigen, deren Antrag vom Minister oder seinem Bevollmächtigten aus einem der Gründe der offensichtlichen Unzulässigkeit oder Unbegründetheit, die in Artikel 52 des Gesetzes vorgesehen sind, zurückgewiesen wurde. Mit der Maßnahme soll vermieden werden, daß sie in der Illegalität leben, da sie dadurch unauffindbar würden und ihre Ausweisung aus dem Staatsgebiet verhindert würde. Sie schafft einen Ausgleich zwischen dem Bemühen, die Entscheidungen der Unzulässigkeit, die Endgültigkeit erlangt haben, zu vollstrecken, und der Notwendigkeit, denjenigen, die die in Artikel 63/2 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 vorgesehene dringende und suspensive Klage erhoben haben, die Möglichkeit zu bieten, während der Untersuchung dieser Klage in Belgien zu bleiben. Wegen der ihr zugrundeliegenden besonderen Umstände bedeutet die Maßnahme keine unverhältnismäßige Beeinträchtigung der Freizügigkeit derjenigen, die ihr unterworfen sind.

Die Dauer der Festhaltung beträgt höchstens sechs Werktage, wenn der Generalkommissar der Dringlichkeitsklage des Betroffenen stattgibt und beschließt, daß eine weitere Prüfung notwendig ist (Artikel 63/2 § 1 in Verbindung mit Artikel 63/3 Absatz 2). In diesem Fall wird das Festhalten nämlich unverzüglich beendet (Artikel 63/3 Absatz 3).

Wenn der Generalkommissar die Entscheidung des Ministers oder seines Bevollmächtigten bestätigt, ist die Dauer von zwei Monaten, die ab dem Beginn des Festhaltens läuft, nicht übertrieben angesichts der Schwierigkeit, kurzfristig von den zuständigen ausländischen Behörden die notwendigen Dokumente zu erhalten, wobei diese Dauer auf keinen Fall überschritten werden darf (Artikel 74/6 § 5).

B.7.6. In bezug auf die gerichtliche Kontrolle der angefochtenen Maßnahme wurde bei den Vorarbeiten erklärt:

« Damit die Notwendigkeit der Haft nicht vollständig dem freien Ermessen des zuständigen Ministers oder seines Bevollmächtigten unterliegt, erwähnt Artikel 31 das Ziel der etwaigen Haft, nämlich die tatsächliche Ausweisung aus dem Staatsgebiet zu gewährleisten. Der Richter, der über den Freiheitsentzug befinden muß, kann den gesetzlichen Charakter des Festhaltens entsprechend der Zielsetzung, die mit dieser Maßnahme verfolgt wird, beurteilen. Gemäß Artikel 30 des Gesetzesentwurfs wurde die Ratskammer des Strafgerichtes als zuständiger Richter für die Überwachung der Gesetzmäßigkeit dieses Freiheitsentzugs bestimmt » (*Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 555-1, S. 18).

Aufgrund von Artikel 71 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 kann ein Ausländer, der Gegenstand einer Maßnahme des Freiheitsentzugs, insbesondere der in Artikel 74/6 vorgesehenen, ist, eine Klage gegen diese Maßnahme bei der Ratskammer des Strafgerichtes einreichen. Wenn diese nicht innerhalb von fünf Werktagen ein Urteil gefällt hat, wird der Ausländer auf freien Fuß gesetzt. Die gleiche Klage kann einen Monat später eingereicht werden. Gegen das Urteil der Ratskammer kann Berufung eingelegt werden (Artikel 72).

B.7.7. Wegen der Umstände, die die Maßnahme rechtfertigen und wegen der richterlichen Garantien, die eine Gesetzmäßigkeitsprüfung ermöglichen, sind die Personen, auf die sie sich bezieht, nicht Gegenstand einer diskriminierenden Beeinträchtigung ihrer individuellen Freiheit.

B.7.8. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, daß Artikel 36 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 nicht gegen die Artikel 10 und 11 (vormals Artikel 6 und 6bis) der Verfassung verstößt.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt die von der Vereinigung ohne Erwerbszweck « Association Droit des gens » erhobene Klage für unzulässig;

— erklärt Artikel 32 des Gesetzes vom 6. Mai 1993 zur Abänderung des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über den Zugang zum Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und die Ausweisung von Ausländern insofern für nichtig, als dieser Artikel einen Artikel 69bis Absatz 2 in das letztgenannte Gesetz einfügt;

— erklärt Artikel 33 des vorgenannten Gesetzes vom 6. Mai 1993, der Artikel 70 des vorgenannten Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ersetzt, für nichtig, was den zweiten Absatz des neuen Artikels 70 betrifft;

— weist die Klage insofern zurück, als sie gegen Artikel 8 3^o des Gesetzes vom 6. Mai 1993, der Artikel 50 des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 ergänzt, gerichtet ist, so wie diese Bestimmung unter B.5.8 ausgelegt wird;

— weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 14. Juli 1994.

Der Kanzler,

H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N^o 94 — 2068

7 JULI 1994. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 85 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985, 30 december 1988, 26 juni 1992 en 30 maart 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering inzonderheid op artikel 85, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 mei 1994;

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

-MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 94 — 2068

7 JUILLET 1994. — Arrêté royal modifiant l'article 85 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n^o 13 du 11 octobre 1978 et n^o 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985, 30 décembre 1988, 26 juin 1992 et 30 mars 1994;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, notamment l'article 85, modifié par l'arrêté royal du 31 mai 1994;

(1) Voir note à la page suivante.